

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

La nécessité d'un personnel
spécialisé pour s'occuper
des enfants en justice

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

M. Roger ALBERNHE

pour obtenir le grade de Docteur en Droit

JURY :

MM. LÉGAL, professeur, *président*

BECQUÉ, professeur

TISET, professeur

} *Assesseurs*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE DU PROGRES
7, Rue Castel-Moton - Téléphone 51-85

—
1938

La nécessité d'un personnel spécialisé pour s'occuper des enfants en justice

*Après tout la civilisation a
pour but, non le progrès des
sciences et des machines, mais
celui de l'homme.*

A. CARREL.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER
FACULTÉ DE DROIT

La nécessité d'un personnel
spécialisé pour s'occuper
des enfants en justice

THÈSE

présentée et publiquement soutenue devant la Faculté de Droit de Montpellier

PAR

M. Roger ALBERNHE

pour obtenir le grade de Docteur en Droit

JURY :

MM. LÉGAL, doyen, *président*

BECQUÉ, professeur

TISSÉ, professeur

} *Assesseurs*

MONTPELLIER
IMPRIMERIE DU PROGRES
7, Rue Castel-Moton - Téléphone 51-85

1938



Faculté de Droit de Montpellier

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie Politique.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

DE MONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie Politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISET, professeur d'Histoire du Droit.

ELLUL, Chargé de Cours de Droit Romain.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

MORINI-COMBY, Chargé d'un Cours d'Economie Politique.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.

JURY :

MM. LÉGAL, doyen, *président*

BECQUÉ, professeur

TISSÉ, professeur

} *Assesseurs*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

INTRODUCTION

*L'homme doit à l'éducation et
à la civilisation de ne pas être
une bête féroce.*

SCHOPENHAUER.

La question de l'enfance pose avant tout des problèmes d'ordre social et politique : crise de la natalité, prévention sanitaire et assistance à la petite enfance, éducation et instruction, hygiène des écoles, sports etc...

Mais le problème de la délinquance des enfants, dont la précocité criminelle est un des traits des plus douloureux de notre époque, n'est pas exclusivement social : c'est aussi un problème juridique par suite de l'intervention nécessaire du pouvoir judiciaire.

Tout naturellement on est conduit à rechercher les causes de cette criminalité afin d'en découvrir les remèdes.

Si les facteurs individuels, au premier rang desquels on doit signaler l'hérédité, qui fait des enfants normaux, arriérés ou instables, ne sont pas à dédaigner, les facteurs sociaux sont, de beaucoup, les plus importants :

faiblesse ou inconduite de la famille, misère, chômage, mauvaises fréquentations, absence d'éducation, telles sont les causes les plus fréquentes de la criminalité juvénile.

Le meilleur des remèdes est de combattre ces causes.

Les moyens préventifs se sont manifestés par les textes législatifs sur le dépistage des enfants anormaux ou arriérés dans les écoles, sur les enfants assistés, sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés, sur les enfants vagabonds, prostitués, débauchés.

Les moyens répressifs cependant sont rendus nécessaires quand on se trouve en présence d'un délit commis par un enfant; mais encore faut-il les adapter au but à atteindre ce qui explique et justifie, les particularités de la législation pénale, applicable à l'enfance coupable.

Il est nécessaire d'admettre ici une individualisation très poussée de la peine, sans tenir compte de la gravité objective de l'acte délictueux, mais à raison de la personnalité de l'enfant, de sa situation matérielle et morale et de celle de sa famille. Il faut surtout, alors qu'il en est temps, refaire son éducation, fût-ce par des mesures de protection, d'assistance, qui, tout en n'étant pas à proprement parler des peines, puissent au besoin lui être imposées ainsi qu'à sa famille.

L'évolution de la législation positive prouve cette spécialisation de plus en plus accentuée des moyens répressifs, depuis la loi du 5 avril 1850 jusqu'aux décrets-lois d'octobre 1935, sans oublier la loi du 22 juillet 1912, qui est un véritable code de l'enfance coupable.

Cependant, si la loi a créé des organes nouveaux, le plus souvent elle ne leur a pas — soit timidité, soit éco-

nomie — donné le personnel spécialisé nécessaire à leur bon fonctionnement.

Et c'est ainsi que l'on a souvent des réformes magnifiques sur le papier, mais qui sont peu ou pas du tout appliquées en pratique.

Une spécialisation effective des personnes s'occupant des enfants coupables est cependant nécessaire.

Tous les progrès des sciences ne sont-ils pas nés de la spécialisation et de la division du travail? Pourquoi ne pas appliquer ces méthodes à notre domaine?

Que l'on ne se méprenne point cependant sur notre pensée, la science de l'homme n'est point une science exacte, et on ne peut rééduquer un enfant comme on répare une machine.

Mais la science est nécessaire, car « si la science sans sympathie est froide et aveugle, la sympathie sans la science, c'est de la sentimentalité et de la puérilité » (1).

Nous allons, au cours de notre travail, essayer de déterminer les fonctions des diverses personnes qui ont à s'occuper de l'enfant, depuis le moment où il est appréhendé jusqu'à sa libération définitive. A propos de chacune d'elles, nous examinerons les qualités d'intelligence, de cœur et de science qu'elles doivent posséder. Nous verrons si le fonctionnement pratique correspond au but cherché et, après avoir examiné les institutions des autres pays civilisés, nous rechercherons les réformes qui nous paraîtront susceptibles d'être adoptées en notre matière soit par l'intervention du législateur, soit — et c'est le cas le plus fréquent — par une meilleure organisation de ce qui existe déjà.

(1) *The child, the clinic and the court. A group of papers* New-York, 1925.

PREMIÈRE PARTIE

Sur le chemin du Tribunal

Chapitre Premier

Un enfant délinquant est appréhendé

L'organisation d'une police pour enfants nous paraît essentielle et doit retenir tout d'abord notre attention, car son rôle est très important et peut avoir de graves conséquences suivant la méthode adoptée et les moyens employés dès l'arrestation des mineurs.

Qu'advient-il généralement lorsqu'un enfant est appréhendé pour vol ou vagabondage, délits dûs la plupart du temps à la déficience des parents désunis ou trop occupés hors du foyer pour se soucier de la fréquentation scolaire ou de la présence à l'atelier de leurs enfants ?

Le délinquant est conduit au poste de police où il est laissé en compagnie de voleurs, escrocs, ivrognes adultes, interrogés devant lui sans ce soucier d'une promiscuité démoralisante. L'enfant écoute attentivement les réponses de ceux qui le précèdent et, quand son tour arrive, il se croit très fort en les imitant, le plus souvent inconsciemment.

On traite ainsi l'enfant après sa première faute comme un récidiviste et déjà on lui donne l'impression qu'il ne peut se relever. C'est là une grave erreur qui

ne se produirait pas s'il y avait une police spécialisée ne s'occupant que des délits de l'enfance.

Cette police spécialisée est confiée, dans de nombreux pays, à des femmes.

La Hollande possède des assistantes de police depuis plus de vingt-sept ans; en Suisse, cette fonction a été créée en 1914 à Genève, en 1924 à Berne, en 1926 à Bâle, en 1929 à Lausanne. Nous trouvons aussi une organisation analogue en Pologne, aux Etats-Unis et dans les Pays scandinaves. D'autres pays comme l'Angleterre ou l'Italie, sans avoir à proprement parler de police féminine, ne procèdent pas à l'arrestation des mineurs comme à celle des adultes, ainsi que nous le verrons plus loin.

En France, le service de la police féminine est en pleine étude et il n'est guère possible de dire quelque chose de fixe à ce sujet.

Section I

Organisation des assistantes de police en France

A Paris, deux assistantes de police ont été nommées par arrêté du Préfet de police du 8 avril 1935. Elles dépendent de la police municipale et sont assimilées aux agents. Elles ont les mêmes pouvoirs que ces derniers; ceci est indispensable, sinon leur œuvre se ramènerait à du service social simple et elles seraient des assistantes sociales, sous un nom différent.

Leur âge minimum est actuellement fixé à 30 ans et le diplôme d'Etat de service social est exigé.

La question de l'uniforme était délicate. L'uniforme est nécessaire pour la surveillance sur la voie publique; mais fallait-il donner aux assistantes de police un habit quasi-militaire, comme dans certains pays étrangers, avec jupe-culotte et revolver? On a pensé, à juste titre, que pareil équipement n'était pas de mise en France. Aussi, les assistantes de police de Paris ont-elles un costume tailleur discret bleu foncé, avec chapeau de feutre; les boutons sont ceux de la police; elles portent à la boutonnière l'insigne aux armes de la ville de Paris. Signalons qu'en Suisse, l'assistante de police n'a pas d'uniforme ni d'insigne, cela ayant été préjudiciable à son rôle social.

A la séance du Conseil municipal de Paris du jeudi 8 juillet 1937, il a été longuement question des assistantes de police; on s'est plaint de ce qu'elles ne fussent toujours qu'au nombre de deux pour tout Paris, qu'on eût supprimé leur bureau à la Préfecture et qu'on leur eût retiré certaines attributions qui leur avaient été conférées.

Cependant les deux assistantes de police avaient rendu les plus signalés services. La Préfecture de police a du reste si bien compris leur utilité que, tout de suite, l'une d'elles a été détachée à un groupe féministe de l'Exposition. Et M. A. Massard déclarait (1) dans son rapport:

« J'ai recueilli, à cet égard, les déclarations des commissaires d'arrondissement, des commissaires de quar-

(1) Conseil municipal de Paris. Séance du 8 juillet 1937.

tier, de directeurs d'écoles, qui nous ont dit combien ils se félicitaient des interventions des assistantes de police pour la sortie des écoles et la surveillance des écolières et des bambins.

» Ce sont des femmes tout à fait remarquables, qui ont été préparées à leur mission par leur passage au service des assistantes sociales. Il en est, parmi elles, qui se sont préparées à tenir l'emploi comme un véritable apostolat.

» ...Il faudrait qu'on ne laissât pas les deux assistantes noyées dans la police, submergées. J'ai recueilli, à maintes reprises, l'opinion du président Baffos qui est extrêmement pertinente et qui réclame des assistantes de police. Elles pourraient être rattachées à la brigade spéciale de la protection des mineurs, dépendant de la Préfecture de police, et qui est chargée des enquêtes concernant les enfants relevant du Tribunal pour enfants de la Seine. »

Dans sa réponse, M. le Préfet de police a reconnu que les assistantes de police ne sont pas, en effet, très nombreuses; il aurait voulu en augmenter le nombre, c'est une raison d'économie qui l'en a empêché; l'application immédiate du programme suggéré eût entraîné une trop forte dépense.

D'ailleurs, certaines candidates avaient de l'emploi une idée différente de leur statut, tel qu'il résulte de l'arrêté constitutif de 1935.

« Nous avons voulu en faire des assistantes de la police municipale, ajouta le Préfet de police. Celles que nous avons recrutées ont montré beaucoup de bonne volonté, mais il est évident que, peu à peu, elles ont montré leurs préférences pour un service d'enquêtes :

que cela risque de devenir un emploi d'enquêtes préventives, c'est-à-dire une mission d'infirmière-visiteuse. Nous trouverons un moyen-terme entre un emploi qui ne participe pas à la police municipale de la rue et un emploi qui ne soit pas une mission d'enquêtes à domicile. Je voudrais, par une réglementation appropriée, éviter que ces emplois nouveaux ne glissent peu à peu vers un rôle qui n'est pas celui de la Préfecture de police. C'est sur ce plan que, si vous le voulez, nous tâcherons de trouver une solution. »

Le rôle des assistantes de police été précisé ainsi par l'arrêté auquel il a été fait allusion au cours de la discussion : « Elles seront plus spécialement chargées sur la voie publique de tout ce qui intéresse au point de vue social les femmes, les jeunes filles et les enfants. La surveillance s'exercera sur toute la voie publique et spécialement aux abords des lycées et écoles, dans les squares et dans les gares. »

Mais, les demandes d'intervention ont été tellement nombreuses que les deux assistantes ont été détournées de leur tâche de surveillance sur la voie publique.

|*
**

A l'exemple de Paris, quelques grandes villes de province ont créé une police pour enfants.

A Lyon il y a deux assistantes de police depuis le deuxième semestre 1937 : l'une a pris son service le 1^{er} juin, l'autre le 1^{er} octobre.

A Grenoble (1) également, nous trouvons deux assistantes. Elles ont un bureau au commissariat central où

(1) Nous devons ces renseignements à l'amabilité de Mme MIRANDE, assistante sociale à Grenoble.

elles reçoivent les plaintes concernant les enfants; on leur signale également les parents indignes, les enfants en danger moral, etc...

L'après-midi elles font des tournées d'inspection et des enquêtes. Elles veillent à la fréquentation scolaire, aux étalages des librairies: grâce à leur activité, les enfants vendeurs de fleurs et de cartes postales ont presque entièrement disparu.

Le règlement de leur fonction est fixé par la Municipalité. Elles doivent avoir le diplôme d'Etat d'assistantes sociales.

En France, par conséquent, nous n'avons eu jusqu'ici que des essais fragmentaires d'organisation d'une police pour mineurs, sans aucune réglementation d'ensemble. Pour essayer de dégager une conception d'ensemble du rôle de l'assistante de police, il nous faut examiner les institutions analogues fonctionnant à l'étranger; nous y trouverons d'intéressants sujets d'études et de comparaison et, peut-être, d'utiles enseignements.

Section II

Organisation des assistants de police à l'étranger

§ 1. — HOLLANDE

La seule police exclusivement réservée aux enfants est celle qui fonctionne à Amsterdam depuis 1920. Elle a ses locaux particuliers, qui nous sont décrits ainsi: « Rien n'y rappelle le triste bureau de police, rébarbatif

et impersonnel où flotte une odeur de vieux tabac et de paperasses poussiéreuses ; un ancien hôtel de maître, penché sur le canal, abrite des pièces claires, simples, mais fleuries, que l'on sent tout de suite consacrées à l'enfance » (1).

Ces locaux sont occupés par une subdivision de la police municipale, calquée sur les cadres de la police ordinaire et comprenant, sous les ordres d'un commissaire, un personnel mixte d'inspecteurs, agents et employés administratifs. Aucun d'eux ne porte d'uniforme. Tous reçoivent une formation spéciale : les inspecteurs et inspectrices sont diplômés d'une école de service social.

La police pour enfants d'Amsterdam se déclare « une institution à but social et pédagogique qui protège l'enfant en collaboration avec les autres organismes de protection de l'enfance ».

Elle joue un rôle important auprès du tribunal pour enfants par diverses fonctions.

1. Elle procure des renseignements et des avis au juge et aux conseils de tutelle dans toutes les causes d'enfants tant criminelles que civiles.

C'est ce qui correspond en France à l'enquête de police faite au cours de toutes les affaires de mineurs. Ici, c'est un personnel spécialisé qui est chargé du soin de recueillir et de rédiger les premières informations.

2. Elle procède au dépistage des enfants moralement abandonnés, maltraités et négligés.

3. Elle fournit assistance par « Conseil et action » aux parents qui ont à se plaindre de la conduite de leurs

(1) A. RACINE : *Les enfants traduits en justice*.

enfants. Les parents viennent aux bureaux avec leurs enfants qui refusent d'obéir ou donnent des sujets graves de mécontentement. Parfois, une réprimande suffit. Mais, si autre chose est nécessaire, la police pour enfants dirige le sujet vers l'organisme compétent : société protectrice, établissement spécial, bureau municipal de consultation pour les maladies mentales et nerveuses.

§ 2. — ETATS-UNIS

Il est ici organisé, pour la prévention des délits juvéniles dans les grandes villes, un corps d'hommes et de femmes appelés *truant-officers*. Ils ont pour fonction principale d'assurer la fréquentation scolaire. Lorsqu'un enfant manque la classe, si ses parents n'ont pas prévenu le directeur de la raison de cette absence, le *truant-officer* va, le jour même, ou au plus tard le lendemain, dans la famille pour se rendre compte de ce qui se passe. Si les parents sont fautifs par négligence ou par ignorance, il leur explique la loi et les avertit des peines qu'ils peuvent encourir.

Le *truant-officers* surveillent aussi les rues pendant les heures de classe et interrogent les enfants qu'ils trouvent errants.

A Chicago, nous trouvons les « *police probation officer* » (1). Ils appartiennent à la police, dont ils sont détachés. Ils reçoivent des ordres du tribunal pour

(1) Traduit de *The Chicago juvenile Court*, par Helen RANKIN PETER.

enfants et sont sous la surveillance du « chief probation officer ». Ils rendent de grands services et fournissent un grand travail par rapport à leur petit nombre (vingt-six) pour une ville comme Chicago.

Le service des « Police probation officers » est le suivant: ils reçoivent les plaintes déposées aux postes de police, enquêtent sur les causes engagées, enregistrent les demandes et paraissent au tribunal avec l'enfant pour présenter la cause. Il ne leur est permis de faire aucun travail de « probation » (1) et les cas des enfants mis sous surveillance sont toujours donnés à des « probation officers » (2) réguliers. Ils ne portent pas d'uniforme. L'importance de leur travail est dans le maniement plus compréhensif des causes juvéniles dans les postes de police et dans l'élimination de policiers en uniforme du tribunal.

§ 3. — POLOGNE

En Pologne, le rôle de la police féminine étend sa compétence à des questions sociales d'intérêt plus général telles la protection du travail et la santé publique. Les affaires des mineurs sont instruites par les « curateurs du tribunal pour enfants » (3).

(1) Liberté surveillée.

(2) Délégués à la liberté surveillée.

(3) Voir à ce sujet l'article du professeur G. DE FIÉDOROWICZ. *P. Enf. coup.*, janvier 1937.

§ 4. — SUISSE

L'assistante de police helvétique ne fait pas de service dans la rue : elle reste dans une permanence et ce sont les agents qui lui amènent les sujets relevant de sa compétence. Il est vrai que, dans ce pays, la mendicité des enfants est très rare et la non fréquentation scolaire inexistante.

La formule varie suivant les cantons.

A Genève, les assistantes de police ont des attributions très larges ; elles sont chargées de tout ce qui concerne la femme et la jeunesse, y compris la recherche de la paternité ; leurs fonctions les amènent même à aller à l'étranger.

A Lausanne, il y a deux assistantes qui sont chargées de la protection de l'enfance malheureuse, vagabonde ou viceuse et de celle des jeunes filles ; elles s'occupent même des différends entre patrons et employés et des renvois injustifiés.

A Berne, elles n'ont pas à intervenir dans la protection de l'enfance, ce travail relevant du Bureau de la Protection des Mineurs ; elles s'occupent seulement de la protection des jeunes filles.

A Bâle, enfin, les assistantes de police sont chargées de la surveillance et de la répression de la prostitution.

§ 5. — ITALIE

S'il n'y a pas ici de police féminine proprement dite, les mineurs peuvent être traduits devant le tribunal par

les membres de grandes associations privées. En effet, lorsqu'un individu ayant moins de 18 ans donne des preuves évidentes de corruption et semble avoir besoin de redressement moral, l'Œuvre nationale pour la Protection de la Maternité et de l'Enfance, et l'Œuvre Nationale Balilla, peuvent rapporter les faits au tribunal pour mineurs, qui, ayant pris les renseignements opportuns, ordonne par décret motivé et incontrôlable que le mineur soit interné dans une maison de correction pour enfants.

§ 6. — ANGLETERRE

Il n'y a pas de police spéciale. Cependant, il existe une pratique assez curieuse : l'agent qui a arrêté l'enfant le suit jusqu'à la fin de l'affaire. C'est lui qui le mènera du poste de police à la « place of detention » (prison préventive), d'où il l'extraira au jour de l'audience et le mènera au tribunal, ensuite au lieu où il sera placé. Il parlera à l'enfant, prendra sur lui les renseignements nécessaires qu'il apportera au juge (maladies, famille). (1).

(1) P. KAHN : Les institutions légales de l'enfance en Angleterre, *Rev. pén.*, p. 564, 1917-1918.

Section III

Projets d'organisation

On voit par ces quelques exemples empruntés à l'étranger combien les formules sont diverses.

L'organisation d'une police pour enfants doit tenir compte du caractère et du tempérament propre à chaque nation, ainsi que des besoins locaux.

Dans certains pays, l'assistante de police est en réalité une agente de police : elle a un équipement masculin, elle a les mêmes fonctions que les agents, elle contrôle la circulation aussi bien qu'elle arrête les ivrognes. Un tel système ne saurait être accepté en France.

On peut poser en principe que tout travail pouvant être aussi bien fait ou mieux assuré par un homme doit être laissé aux agents. L'opinion admettrait mal que le travail répressif de la police soit assuré par des femmes. Par contre, il serait rationnel de leur confier tout travail relevant à la fois du service social et du service de police, pour lequel la femme paraîtrait mieux désignée que l'homme. L'assistante resterait assistante sociale avant d'être au service de la police. Dans ses attributions entreraient tous les cas sociaux dont la solution échappe à la police, notamment le placement des enfants.

*
**

Nous avons dit que les assistantes de police parisiennes étaient plus spécialement chargées sur la voie publique de tout ce qui intéresse du point de vue social, les

femmes, les jeunes filles et les enfants. Laissant de côté dans cette œuvre ce qui concerne les femmes et notamment la prostitution, nous n'envisagerons ici que ce qui a trait aux enfants. Limitée à ce domaine, la tâche est considérable (1). On peut l'envisager sous sept formes principales.

I. — NON FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Deux éventualités sont possibles :

1. L'enfant est trouvé sur la voie publique : l'assistante prend son nom et son adresse ; elle doit se mettre en relation avec son école et intervenir auprès de la famille.

2. L'absence de l'enfant est signalée à l'assistante de police par l'école, ou par un commissaire de police, ou par une œuvre publique ou privée, ou par une lettre anonyme. Elle fait alors une enquête qui peut porter aux alentours de l'école, auprès des œuvres, auprès des autres assistantes ou des infirmières visiteuses qui auraient pu avoir à s'occuper de l'enfant.

L'assistante de police est en général amenée à faire une visite à domicile ; là, elle donne les conseils et les avertissements opportuns. Si la famille est absente ou si elle refuse de suivre les conseils, l'assistante lui fait adresser une convocation au commissariat. Si les parents s'y rendent, il est préférable que l'entrevue ait lieu avec la seule assistante de police. L'expérience montre que les conseils ainsi donnés aux parents sont

(1) Dr P. DELON. Lyon.

presque toujours suivis et que l'intervention est très souvent efficace.

II. — INFRACTION AUX RÈGLEMENTS SUR L'EMPLOI DES ENFANTS

L'assistante de police peut être amenée à s'occuper de cas qui intéressent l'inspection du travail; il peut s'agir par exemple d'enfants chargés de poids lourds, ou d'enfants exposés aux intempéries à l'étalage des magasins ou encore de fillettes employées dans des hôtels meublés, etc...

III. — ENFANTS MENDIANTS

On sait que c'est là une éventualité de plus en plus fréquente. Tantôt la mendicité est directe, tantôt elle est déguisée sous la forme de vente de fleurs ou de menus objets. Ce genre de mendicité est particulièrement répandu dans les grandes villes, notamment dans les cafés et restaurants. Tantôt l'enfant est seul, tantôt une femme l'accompagne. L'assistante de police doit arrêter l'enfant; l'expérience montre que le public, qui proteste volontiers lorsque l'opération est faite par un agent, ne murmure pas lorsque c'est une femme qui intervient et même lui vient parfois en aide. L'assistante conduit alors l'enfant et, s'il y a lieu, la personne qui l'accompagne, au poste de police. Là, on procède à une double vérification: l'enfant appartient-il bien à la personne qui est avec lui? quel est son domicile?

S'il s'agit d'une personne étrangère à l'enfant, l'assistante procède à une enquête au domicile des parents.

IV. — ENFANTS DÉLINQUANTS PROPREMENT DITS

C'est ici que l'assistante de police peut avoir le rôle le plus important. Elle procède à l'arrestation des jeunes délinquants, à leur interrogatoire et à la première enquête officieuse avant l'inculpation. Elle peut donner un avis motivé sur les faits reprochés à l'enfant, au procureur de la République; celui-ci, bien informé par une enquête minutieuse, décide alors s'il y a lieu ou non de saisir le juge d'instruction.

L'assistante de police ne fait pas double emploi ici avec le rapporteur: ce dernier, en effet, n'intervient que pendant l'instruction préparatoire proprement dite.

V. — ENFANTS MALTRAITÉS OU EN DANGER MORAL PROSTITUTION DES MINEURS

L'assistante de police, dans ces cas, procède à une enquête et rédige un rapport qui pourra être transmis au parquet à toutes fins utiles. Elle sera amené à s'occuper de la prostitution, soit qu'il s'agisse de prostitution de mineurs, soit qu'il s'agisse de prostitution de la mère devant ses enfants. Selon les cas, son intervention sera préventive ou répressive. Elle sera conduite également à s'occuper des mineurs se trouvant dans des conditions suspectes en hôtels ou en garnis, ou encore des mineurs qui se sont sauvés du domicile familial parce qu'ils y étaient maltraités.

VI. — MORALITÉ DE LA RUE

Ici l'assistante de police intervient en exerçant une surveillance aux abords des écoles et lycées, dans les squares et les parcs, au voisinage des gares, près des cinémas et des bureaux de placements féminins. Dans les parcs, tels que le Bois de Boulogne, l'assistante de police est souvent aidée par les mères ou les nurses qui leur signalent les individus suspects. L'expérience montre qu'en général elle n'a pas à intervenir directement, sa simple présence est déjà efficace et suffit à éloigner les indésirables.

L'assistante de police peut se manifester encore dans les circonstances les plus diverses, par exemple en signalant les publications licencieuses dans les kiosques de journaux et les devantures, ou encore en intervenant dans un débit de boissons dans lequel elle verrait servir un liquide alcoolisé à un enfant.

VII. — PLACEMENT

Souvent l'enfant abandonné, maltraité et en danger moral doit être enlevé de son milieu et, dans ce cas, il faut le placer. L'assistante de police pourra alors faire appel aux œuvres publiques ou privées.

!*

On voit par ces exemples, quelle est la complexité, la diversité de la tâche de l'assistante de police. Elle occupe par son activité une position centrale dans la cité.

Elle doit être en relations avec tout ce qui concerne l'enfance: œuvres publiques ou privées, écoles, assistantes scolaires, infirmières visiteuses, assistantes sociales... Soulignons bien ici que sa tâche ne fait nullement double emploi avec celle de ces personnes; l'assistante de police intervient lorsque celles-ci ou les œuvres ont échouées, ou dans les cas qui leur échappent.

L'assistante de police doit également être en rapport avec les commissaires spéciaux des gares et avec l'œuvre des gares.

Son œuvre réclame de multiples capacités. Elle doit d'abord posséder le brevet d'assistante sociale et y joindre toutes les qualités de cœur et d'intelligence d'une bonne assistante. C'est déjà beaucoup. Mais, en outre, elle doit avoir une aptitude physique spéciale, de la force de caractère, du courage et de la décision (pour agir le cas échéant sur la voie publique), un sens d'observation pénétrant, un tact particulièrement développé en raison de la délicatesse de sa tâche et des contacts multiples auxquels amènent ses fonctions. Son travail est toujours long. La moindre de ses interventions va demander souvent plusieurs heures. Une enquête pour le cas d'enfants en danger moral peut demander un délai de quelques semaines; une enquête de police dans une grande ville peut nécessiter un délai de deux ou trois jours.

Conclusion

Les assistantes de police françaises, et notamment celles de Paris, ont su se montrer à la hauteur de leur mission. Leur tâche était particulièrement ardue, ingrate et périlleuse comme celle de toute avant-garde. Elles avaient à inaugurer en France. Elles ont passé outre aux moqueries, aux préjugés, au scepticisme inévitable en face d'une telle innovation. Le Directeur général de la Police municipale, dont elles dépendent, leur a laissé une large liberté pour comprendre et organiser leur travail : l'expérience, au bout de quelques semaines, était déjà concluante. Les assistantes de police parisiennes ont ouvert la voie que d'autres, de plus en plus nombreuses dans les grandes villes de France, (1) seront appelées à suivre. Bien qu'il y ait encore pas mal de choses à mettre au point dans leur œuvre, parce que trop récente, celles qui viendront après elles auront la tâche singulièrement facilitée.

(1) Chaque ville peut d'ailleurs organiser le service de police féminine à son gré, puisqu'il suffit d'un arrêté municipal pour créer des assistantes de police.

Chapitre II

L'enfant à l'instruction

Lorsque l'enfant a subi le premier interrogatoire du juge d'instruction, ce magistrat a le choix entre plusieurs mesures. Il peut soit le rendre à sa famille purement et simplement ou en liberté surveillée, soit le confier à un patronage ou à une œuvre charitable soit le mettre en état de détention préventive.

Nous allons examiner tout d'abord le cas où l'enfant est détenu provisoirement, ensuite le fonctionnement de l'enquête faite sur cet enfant.

Section I

L'enfant est détenu provisoirement

La juridiction pour enfants est un organisme complexe à rouages multiples. Il est évident que son bon fonctionnement ne dépend pas seulement de la qualité de chacun de ses rouages, mais aussi de leur coordination; unité du but poursuivi, continuité dans les efforts, échange constant de renseignements et de services.

Cette coordination n'est pas facile à établir car les divers rouages ne sont pas tous arrivés au même degré de développement, leur destination d'origine a varié, et leur intégration à cet ensemble n'est pas toujours également étroite.

Les pertes de temps, les répétitions, le manque de suite que provoque cette dispersion d'activités analogues, montrent l'intérêt qu'il y aurait à centraliser aux mains d'un organisme unique et hautement qualifié, l'action pédago-médico-psychologique attachée au tribunal pour enfants.

Depuis de nombreuses années, avant même la loi de 1912, des spécialistes adonnés au problème de l'enfance coupable ont préconisé et réclamé l'asile d'observation. M. le professeur Cuhe et M. le docteur Mouret, dans un opuscule paru en 1906, en faisaient le point de départ de toute procédure de discrimination à l'égard des enfants traduits en justice. Plus récemment, dans un article paru dans la *Revue philanthropique* en janvier 1921, MM. Nobecourt et Schreiber entendaient même généraliser cette institution hors des limites de notre champ d'étude actuel : « Tout enfant vicieux ou coupable, qu'il soit ou non l'objet d'une instruction judiciaire, devrait avant tout être admis dans un asile temporaire et y être examiné par un médecin spécialiste. »

En France, il n'y a pas encore « de maisons d'accueil » officielles, mais, à Paris, l'Hospice dépositaire des enfants assistés, et l'établissement de Neuilly, fondé par l'Union française du sauvetage de l'Enfance, ont partiellement réalisé ce projet d'asile.

A Lyon fonctionne un centre de triage, à Toulouse un autre a été créé. Enfin, une circulaire du Garde des Sceaux, en date du 8 avril 1935, demandait de favoriser la création de Maisons d'accueil et d'observation par les œuvres privées.

Nous croyons savoir, d'autre part, qu'il va être créé des centres d'accueil dans les villes sièges de Cour

d'Appel et surtout dans les villes possédant une Faculté de Médecine.

§ 1. — ROLE DE LA MAISON D'ACCUEIL

C'est un asile provisoire où seraient gardés et convenablement traités les mineurs simplement vagabonds, les auteurs de petits délits ou ceux en danger moral, jusqu'à ce qu'une décision définitive soit intervenue les concernant. La maison d'arrêt serait ainsi évitée à la plupart. Cette maison d'accueil servirait aussi de centre d'observation et de triage grâce à la collaboration du corps médical.

Le rôle de la Maison d'accueil serait donc de recueillir, observer et trier les enfants délinquants.

A. — RECUEILLIR

1. Soustraire à la prison démoralisatrice et corruptrice les enfants qui ne sont pas vraiment pervertis.

Quand un enfant est arrêté, il est conduit au poste de police le plus proche, interrogé et, selon l'infraction, conduit au Parquet et à l'instruction.

S'il est l'objet d'une information, il est amené à la maison d'arrêt. Il s'assied, en attendant son tour, à la porte du greffe de la prison en compagnie de souteurs ou de cambrioleurs. Une administration impersonnelle l'inscrit sur ses registres et il est ensuite conduit dans une cellule.

Et là, cet enfant va passer un à deux mois de détention préventive, en compagnie de trois ou quatre gamins qui souvent le pervertiront. Il restera de longs jours et de longues nuits désœuvré, sans travail, sans exercice physique aucun. Il sera bien nourri; au point de vue physique, il ne souffrira pas.

Mais au point de vue moral? Nous avons pu nous rendre compte personnellement de l'influence déplorable que peuvent avoir, sur un enfant qui a volé pour la première fois, détenu préventivement plus d'un mois, des camarades de cellules évadés d'une colonie pénitentiaire.

2. En plus des délinquants proprement dits, le Centre d'accueil pourrait recueillir :

a) Les enfants inadaptés signalés par les parents, l'école, les patronages pour troubles de caractère ou de conduite;

b) Les enfants arriérés ou anormaux;

c) Les enfants en danger moral dont les parents sont l'objet de mesures judiciaires, ou signalés par les tribunaux comme méritant d'être déchus de leurs droits de puissance paternelle;

d) Les vagabonds (1).

(1) D. 31 oct. 1935, mod. L. 1921. sur le vagabondage des mineurs. Le législateur a estimé que les jeunes vagabonds étaient une catégorie d'enfants particulièrement intéressante, car il s'agissait d'enfants n'ayant pas montré de mauvais instincts, peut-être simplement victimes de mauvais traitements ou mis à la porte par leurs parents. A ces enfants, il fallait d'abord épargner la prison préventive, les soustraire aux tribunaux pour enfants et ne les soumettre qu'à des mesures de rééducation.

En mettant l'éducation à la place de la répression, le législateur a montré la bonne voie à prendre pour redresser l'enfance délinquante.

Bon en soi, le décret est incomplet puisqu'il préconise des réformes et ne donne pas les instruments pour les accomplir.

L'enfant serait isolé, pendant quelques jours au moins, pendant lesquels il n'aurait aucun contact avec ses futurs camarades; ceci, afin de lui permettre de réfléchir. Il aurait à sa disposition des livres, du papier et de l'encre et on l'engagerait soit à écrire à ses parents, soit à raconter les faits qui l'ont amené à la Maison d'accueil. (Ce procédé qui doit aider les éducateurs à se faire une appréciation du caractère de l'enfant de ses réactions morales a une grande valeur pratique.)

L'éducateur visiterait l'enfant dans sa chambre, s'entretiendrait avec lui et chercherait à gagner sa sympathie. Il recevrait également les visites de l'aumônier.

L'enfant ne serait jamais mis en dortoir, il devrait toujours être seul la nuit.

On s'efforcerait de ne jamais le laisser inoccupé, l'oisiveté est mauvaise conseillère. D'autre part, il faut éviter de donner un travail trop machinal.

Des heures de classe assez nombreuses auraient lieu tous les jours (4 h.). On lui ferait des exercices de leçons de choses, de courtes causeries, et des séances de gymnastique.

Enfin, il prendrait une douche tous les jours pour faire l'éducation de la propreté.

B. — OBSERVER

1. L'enfant serait soumis à un *examen médical*, pour dépister les tares physiologiques: tuberculose (1) syphi-

(1) Le Garde des Sceaux a recommandé, par une circulaire du 11 décembre 1937, d'intensifier la lutte contre la tuberculose chez les mineurs traduits en justice.

lis, etc... Il serait pesé et mesuré, car le poids, la taille, le périmètre thoracique indiquent si le développement physique de l'enfant est en rapport avec son âge. Il serait ensuite procédé à un examen radioscopique ou radiographique.

L'examen des glandes à sécrétions internes peut expliquer un développement physique complet ou non, avancé ou vicié. On provoquera de même les réactions classiques: réflexes oculo-cardiaques, troubles vasomoteurs, etc... Il doit y avoir, de plus, une étude anthropométrique du sujet: asymétrie crânienne, examen des oreilles avec dissymétrie des deux pavillons, asymétrie faciale, étude des dents, rapports de la taille debout avec la taille assise.

Tous ces renseignements sont consignés sur une fiche anthropométrique.

2. *Examen psychiatrique*, qui a pour but d'étudier l'état mental du mineur et le développement de son intelligence. A l'aide de tests (Binet-Simon, par exemple), le psychiatre dresse le profil mental de l'enfant basé sur sa mémoire, son attention, sa volonté, son jugement, sa sensibilité, son émotion et son activité.

3. *Niveau intellectuel*. L'enfant subira un examen pour rendre compte de son degré d'instruction et de ses possibilités intellectuelles.

4. Il subira également un *examen d'orientation professionnelle*. La Maison d'accueil serait dotée d'une salle de travaux pratiques où se pratiquerait l'orientation professionnelle. En fait l'orientation des jeunes délinquants n'est pas sans présenter de très grandes difficultés. Mais par les observations scolaires, et les

travaux pratiques, les éducateurs pourraient au moins établir une sélection entre les sujets les plus intelligents, les plus adroits et les diriger vers des métiers demandant un niveau intellectuel assez élevé.

Tous ces résultats doivent être joints pour former le dossier personnel de l'enfant auquel les éducateurs de la Maison d'accueil ajouteront leur opinion. Ce dossier augmenté de l'enquête sociale sera communiqué au magistrat dans le cas des délinquants et suivra l'enfant dans les établissements chargés de faire son éducation. Cela facilitera la tâche des futurs éducateurs et du magistrat.

C. — TRIER

La période d'observation terminée, le tribunal devra prendre une décision au sujet de l'enfant. Le juge devra pouvoir choisir, en meilleure connaissance de cause, parmi les divers partis qui lui sont ouverts par la loi, celui qui lui paraît le plus compatible avec l'état physiologique ou moral de l'enfant qui lui est déféré.

A chaque sujet peut correspondre un moyen de redressement différent et ce moyen sera pris d'après les résultats de la période d'observation. Quels seront les résultats de ces observations? Autant d'observations, autant de classifications. Les docteurs Roubinowitch et Paul Boncour, Colin, Nobicourt et Schreiber ont établi des types divers dont ils ont donné les caractères. Voici tout d'abord une première classification :

1. Irréguliers médicaux :

Infirmes profonds,
Malades curables,
Malades incurables.

2. Irréguliers psychiques :

Arriérés notoires,
Anormaux éducatibles,
Anormaux collocables.

3. Irréguliers moraux :

Amendés (supportant le régime de la semi-liberté
ou de la liberté surveillée après un séjour
plus ou moins long dans l'établissement),
Améliorés (premiers signes de l'amendement
spécifique),
Amendables affirmés (premiers signes d'amenda-
bilité),
Amendables simples (cas douteux encore, sans
indiscipline),
Pervers et perversis (indiscipline personnelle et
sociale).

4. Irréguliers sociaux purs :

Sans faute réelle à leur charge,
Sans famille (de droit et de fait),
Sans métier.

M. le professeur Etienne Martin, qui examine depuis de longues années les jeunes détenues de la prison Saint-Paul, à Lyon, en distingue quatre grandes séries (1) :

1. *Les monstres*: invertis moralement, heureusement peu nombreux: 1 sur 500.

2. *Les débiles simples*, suggestionnables, dont le type le plus fréquent est représenté par ces jeunes alcooliques, fils d'alcooliques qui sont indifférents à l'idée du bien, aux sentiments familiaux, à l'amitié, qui ne recherchent que la satisfaction de leurs instincts. Ce sont des irréguliers, des paresseux qui se laissent entraîner à la première occasion par l'individu qui leur promet le profit quelconque d'un larcin. Leur débilité mentale et leur puérilisme mental s'accompagnent de débilité motrice, modification des segments anthropométriques qui n'ont pas acquis leurs rapports normaux.

3. *Les débiles mentaux avec phénomènes épileptoïdes*. Un autre type de débile mental est accompagné de phénomènes nerveux supplémentaires d'origine épileptoïde, ce sont: l'incontinence nocturne d'urine, les vertiges, les impulsions à la violence.

4. *Les débiles mentaux avec dypsomanie*: ces enfants sont pris par accès d'un besoin irrésistible de boire jusqu'à ce qu'ils arrivent à leur état d'intoxication marqué par le sommeil ou l'agitation. Ce sont particulièrement des descendants d'absinthiques.

(1) A. Mossé: Rapport présenté à la section permanente du Conseil supérieure de la Protection de l'Enfance, sur le triage et la sélection des mineurs traduits en justice.

*
**

Ces enfants, après un triage sévère et éclairé pourront être dirigés soit sur le sanatorium, les hôpitaux ou asiles d'alinés, ou bien remis à la famille en liberté surveillée, confiés à des patronages ou à une colonie pénitentiaire.

Cette sélection remédiera au mélange et à la confusion d'enfants de milieux divers, de provenance pénale différente, d'âges variables qui aboutit à l'absorption des éléments les plus amendables de cet agrégat par les plus pervers.

Nous verrons plus loin le nombre très grand des œuvres s'occupant de la rééducation des enfants coupables ou abandonnés. On pourrait peut être et il serait souhaitable que, grâce aux indications précieuses qui naîtront de ces observations méthodiques et minutieuses, on pût spécialiser les œuvres et assigner à chacune d'elles un rôle plus étroit certes, mais plus utile.

Durée du séjour : Cette durée peut être très variable selon les cas. Pour certains, en effet, il n'y a pas intérêt à attendre le moment du jugement, pour décider de leur envoi à l'hôpital ou au sanatorium. C'est le juge d'instruction d'ailleurs qui en décidera, sur rapport du directeur du Centre d'accueil.

§ 2. — LE PERSONNEL

Le personnel devra être très soigneusement recruté. Les personnes qui s'occuperont des enfants devront être choisies parmi les membres de l'enseignement ou

du service social. En aucun cas, on ne devra prendre des personnes n'ayant pas de formation technique.

Chaque Maison d'accueil doit avoir :

1. *Un directeur* qui devra être spécialisé dans l'éducation des enfants atteints de troubles du caractère; il est nécessaire qu'il possède également de solides connaissances juridiques.

2. *Des éducateurs*: membres de l'enseignement et spécialisés dans l'éducation des anormaux et des assistants et assistantes sociales titulaires du diplôme d'état de service social. Il serait à souhaiter en outre qu'ils aient le diplôme de psychologie expérimentale ou de psycho-pathologie délivrés par certaines Facultés des Lettres (Montpellier).

3. *Un médecin*: « L'esprit dépend si fort du tempérament et de la disposition des organes du corps que s'il est possible de trouver quelque moyen qui rende communément les hommes plus sages et plus habiles qu'ils n'ont été jusqu'ici, je crois que c'est dans la médecine qu'on doit le chercher. » (1).

En France, les enfants sont-ils soumis par la Loi à un examen médical? Les articles 4 et 17 de la loi de 1912 laissent au juge d'instruction le soin de décider, s'il y a lieu ou non à examen médical.

Le décret du 15 janvier 1929 a complété l'art. 4 concernant les mineurs de 13 ans par les dispositions suivantes:

« En cas d'existence de centres de triage, le juge d'instruction peut également, au cours de l'enquête

(1) DESCARTES. Discours de la méthode, 6^e partie.

judiciaire, prescrire son placement dans une institution créée en vue d'opérer l'examen et le triage des mineurs au point de vue physiologique et moral. » D'autre part, une circulaire du Garde des Sceaux en date du 15 février 1929 déclare :

« En attendant que des organismes permettant un examen médico-psychologique et une enquête médico-sociale soient créés dans les centres importants, il conviendra de faire compléter les commissions rogatoires relatives à des mineurs poursuivis par un examen médical opéré par un spécialiste ».

En pratique, ce n'est que dans des cas exceptionnels, à apparences par trop manifestes pour rester ignorées, que le spécialiste est appelé à intervenir. Disons toutefois que l'examen systématique de tous les mineurs inculpés a été institué, croyons-nous, à Paris et à Lyon (1).

(1) M. LÈBRE, le dévoué juge délégué à l'Enfance au Tribunal de Montpellier a bien voulu nous communiquer son rapport sur le fonctionnement de l'examen médical des enfants traduits en justice. En voici quelques extraits :

« 1. Les mineurs *prévenus libres* traduits en justice sont en général l'objet d'une visite médico-psychiatrique et pédagogique qui a lieu par les soins du Service social et grâce au Doyen de la Faculté de Médecine de Montpellier à l'Hôpital Général de cette ville.

» La tuberculose peut à l'occasion y être dépistée, mais elle n'est pas l'objet d'une attention particulière.

» 2. Les mineurs *détenus* ne peuvent être examinés par les soins du Service social.

» La visite médicale, dont ils sont en principe l'objet à leur arrivée à la prison, ne peut donner qu'un résultat approximatif, étant donné l'absence de renseignements concernant leurs antécédents familiaux et personnels. »

Pour nous, la visite médicale de tous les mineurs traduits en justice devrait être obligatoire et le médecin serait la pièce maîtresse du futur centre d'accueil.

On connaît les progrès foudroyants des maladies mentales dans le monde moderne; on sait que si les progrès de la médecine ont réussi à enrayer les maladies qui s'attaquent à notre personne physique, nous voyons en contre-partie les maladies elles-mêmes évoluer et s'attaquer plus particulièrement à notre vie mentale (1).

En particulier, l'examen scientifique des enfants délinquants accuse un pourcentage d'anormaux et de débiles mentaux qui est universellement reconnu par les psychiatres observateurs (2). Colombier (thèse de Bordeaux, 1912) en compte 80 %, André Collin, 79 %, Heuyer et Mlle Badonnel, 78 %, Paul Boncour, Roubinovitch, Heuyer (Petite Roquette), 82 %.

Ces chiffres sont confirmés par le professeur Et. Martin et le docteur V. Mouret (3) au Centre de triage de Lyon: 82 % à l'école de réforme de Brignais et 79 %

(1) Voir à ce sujet: Docteur Alexis CARREL: *L'homme, cet inconnu*, pp. 183 s.

(2) L'état mental des jeunes délinquants a fait l'objet, ces dernières années, de nombreux travaux dont nous ne pouvons ici faire l'analyse, ni même l'énumération. Le rapport de M. VERVÆCK sur la délinquance et la criminalité de l'enfance au Congrès des Aliénistes et Neurologistes (Bruxelles, 1935) est suivi d'une bibliographie très complète où ces travaux se trouvent mentionnés.

(3) Délinquance juvénile et prophylaxie de la criminalité par les prof. Et. MARTIN et Dr V. MOURET, dans *A. de Méd. lég.*, 1934, pp. 14 s.

dans les pavillons réservés des prisons Saint-Paul et Saint-Joseph.

Il ne s'agit pas de maladies ordinaires à cycles définis. Ce sont pour la plupart des troubles constitutionnels qu'il faut amender à la longue par une thérapeutique appropriée à chaque cas.

D'où la nécessité de procéder au préalable à un examen médical spécial pour préciser les accidents psychiques et instituer le traitement nécessaire. Cette vérité essentielle commence à se faire jour.

Hier, encore, elle était écartée: « Il serait facile, dans cet ordre d'idées, de bâtir en Espagne un château idéal où, sous l'égide d'une administration paternaliste qui resterait à créer, dans des établissements de triage qu'il resterait à construire, avec des méthodes de pédagogie qu'il resterait à élaborer, l'enfance vagabonde et même délinquante trouverait *ipso facto* le pédiâtre et l'éducateur appropriés à chaque cas. Ce n'est pas sérieux » (1).

C'est qu'il existe des préventions assez fortes contre les médecins dans les milieux judiciaires et juridiques et parfois même une véritable suspicion sur l'aide que le médecin en général et le psychiâtre en particulier peuvent apporter à l'administration de la justice par un examen systématique des enfants délinquants.

« Les uns croient que le psychiâtre verra dans tout délinquant un fou, et, qu'à son arrivée, tout l'édifice de la justice, savamment élaboré et amélioré au cours des siècles, s'écroulera, que la plupart des infractions abou-

(1) A. Mossé: Comité de défense des Enfants traduits en justice de Paris (1926).

tiront pour leurs auteurs à une ségrégation sociale sans fin, à un internement à vie.

» Si les uns craignent de l'intervention médicale un excès de sévérité et mettent en avant surtout la sauvegarde individuelle, les autres s'imaginent que le psychiâtre pêchera par un excès d'humanitarisme et de mansuétude et qu'il affaiblira à l'extrême les notions d'imputabilité, d'intimidabilité, d'expiation. » (1).

La suprême objection, croyons-nous, que l'on puisse faire au médecin psychiâtre, est la difficulté qu'il éprouvera à classer certains enfants dans une catégorie plutôt que dans une autre. Que fera-t-on, en effet, de l'enfant placé à égale distance de la catégorie anormal-éducable et de la catégorie anormal-inéducable? Certains juristes ne sont pas sans penser que les classifications des enfants en catégories rigoureusement tranchées sont plutôt une conception de l'esprit, qu'une réalité vivante. Sans doute, ces lois de probabilité peuvent s'exprimer en formules précises, mais ce ne sont cependant que des lois de probabilité.

Il est plus facile de faire des classifications sur le papier que de procéder à la répartition pratique des enfants entre ces différentes classes.

N'est-ce pas un fait général que les conceptions de notre esprit, quand elles sont énoncées sous une forme un peu floue sont en gros applicables à la réalité, tandis

(1) D^r P. SCHIFF: La prophylaxie criminelle en dehors de la prison. Rapport présenté au XXI^e Congrès int. de Médecine légale et de Médecine sociale de Langue française, Paris, 24-27 mai 1937.

que, si l'on veut les préciser à l'extrême, elles deviennent des formes idéales dont le contenu réel est évanouissant?

Plus un concept se précise, plus son champ d'application se resserre.

Aussi a-t-on pu dire que « dans le domaine imprécis des sciences de l'homme, la rigueur des définitions varie en sens inverse de leur applicabilité au réel » (1).

Cependant, malgré que les phénomènes de l'ordre mental soient extrêmement subtils, nous pensons que mieux vaut un essai de classification que pas de classification du tout, et c'est pourquoi nous sommes partisans d'une étroite liaison médico-judiciaire en général, et du rôle prépondérant du médecin au centre d'accueil, en particulier. Ceci n'empêchant point d'ailleurs que le juge d'instruction conserve intacts ses pouvoirs: le médecin doit avoir un rôle prépondérant certes, mais consultatif seulement. La décision est au magistrat.

« La création des centres de triage conditionne toute réforme projetée en faveur de l'enfance. Si ces établissements avaient été aménagés, il n'aurait pas été utile de modifier la loi de 1908 sur la prostitution des mineurs, la loi de 1912 sur les enfants délinquants, la loi de 1921 sur le vagabondage. Par contre, si ces établissements n'existent pas, toute réforme législative est vaine.

» Or, jusqu'ici, rien n'a été fait, ni même tenté.

» Dès le 15 février 1929, le Garde des Sceaux de l'époque faisait savoir aux magistrats qu'ils pouvaient

(1) Prince Louis DE BROGLIE.

prescrire le placement des mineurs dans un des centres de triage dont la création était étudiée. Six ans plus tard, le 8 avril 1935, la Chancellerie adressait aux Parquets généraux une nouvelle circulaire invitant les juges d'instruction et le Parquet à placer provisoirement, pour leur éviter la maison d'arrêt, les mineurs vagabonds, les auteurs de petits délits ou ceux en danger moral, dans les maisons d'accueil.

» Mais il n'y en a pas, ni à Paris, ni en province (1). Les enfants ne sont plus envoyés au Dépôt ou à la Petite Roquette, mais ce sont là des solutions purement négatives et il a fallu, il y a quelques mois, pour ne point paralyser l'action de la justice, ouvrir les portes de Fresnes à des enfants non délinquants. » (2).

Les Pouvoirs publics ont invoqué les difficultés financières et budgétaires.

Sans méconnaître ces difficultés, nous pensons qu'elles ne sont pas insurmontables.

D'ailleurs ces dépenses ne seraient pas excessives. Il ne sera pas indispensable d'édifier sur tout le territoire des constructions coûteuses. On pourra, dans certains centres de province, aménager des bâtiments publics désaffectés. De plus, les collectivités locales s'associeront à l'œuvre entreprise. Les débats qui se sont engagés l'an dernier devant le Conseil général de la Seine, les initiatives prises par certains départements

(1) Exception faite toutefois de certaines tentatives comme le centre d'accueil de Lyon. Mais ces essais sont paralysés par la pénurie des moyens financiers.

(2) CAMPINCHI, proposition de résolution, exposé des motifs.

et certaines municipalités, l'attestent de façon évidente (1).

(1) Le centre d'accueil de Montpellier qui devait être prochainement réalisé aurait été subventionné à la fois par les Ministères de la Justice, de l'Education nationale et de la Santé publique et par le département. Il aurait été à proprement parler un « Institut médico-pédagogique », où une partie seulement aurait été réservée aux mineurs délinquants (20 lits sur 100 environ). Nous pensons que cette mesure était très sage car, avec les seuls délinquants on ne pouvait penser occuper suffisamment un personnel spécialisé. On en serait arrivé peut-être à voir arriver, dans le centre d'accueil, l'enfant délinquant comme un envoyé du ciel et l'on n'aurait pas eu assez de soins pour le recevoir. Tandis que le personnel aurait suffisamment occupé si, en plus des délinquants, il avait eu à s'occuper des enfants dépistés par l'inspection médicale des écoles et les consultations dans les dispensaires d'hygiène sociale. Une Commission avait été chargée de l'installation du futur Institut médico-pédagogique dans le sanatorium désaffecté de Bellevue, près Montpellier.

Il y aurait donc eu une école d'arriérés avec un pavillon servant de centre d'accueil; le personnel devait être composé d'un ou de plusieurs médecins pour procéder au dépistage de la tuberculose, des maladies vénériennes et surtout des maladies mentales. Il y aurait eu aussi des instituteurs spécialisés provenant des cadres de l'Education nationale; le « Service social pour la préservation et le relèvement de l'Enfance » de Montpellier aurait également fourni du personnel spécialisé dans le « travail social ». Ce projet a malheureusement été abandonné.

§ 3. — LA MAISON D'ACCUEIL A L'ETRANGER

Nous allons examiner :

- A. — Les pays ayant prévu un examen médical systématique des jeunes délinquants ;
- B. — Les principaux types de maison d'accueil à l'étranger.

A. — MESURES PREVUES

PAR LES CODES DES NATIONS CIVILISÉES

POUR ASSURER L'EXAMEN MÉDICAL DES JEUNES DÉLINQUANTS

MM. les professeur Martin et docteur Mouret (1), d'après 79 textes compulsés dans le travail documentaire de M. Pierre Nisot *L'Enfance délinquante et moralement abandonnée* (2) et dans le *Bulletin International de la Protection de l'Enfance*, (3) classent les pays en trois séries selon l'absence, la faculté ou l'obligation de l'examen médical :

a) *Codes ne portant aucune indication*

C'est la presque totalité. Ils se contentent de créer des « probation officers » bénévoles ou rétribués, pour recueillir des renseignements sur le passé et le caractère de l'enfant et sur les motifs de l'abandon ou de la

(1) *A. Méd. lég.*, 1934.

(2) et (3) Publiés tous deux à Bruxelles.

délinquance. Souvent ces « probation officers » prennent la charge de l'enfant avant ou après le jugement, ainsi que le juge l'ordonne.

b) *Codes prévoyant un examen médical facultatif*

Nous trouvons en Amérique Arizona, Laws of Arizona 1919, chap. 103, sect. 3:

« La Cour peut, si besoin, ordonner après l'audience un examen médical, si dans son opinion, cet examen est désirable. »

Laws. Code of Laws, 1925, sect. 3613:

« Dans les comtés ayant une population de 125.000 habitants et plus, le juge ou les juges de la « Juvenile Court » peuvent désigner un médecin compétent au salaire de 50 dollars par mois et une nurse visiteuse au salaire de 100 dollars par mois: la Cour prescrit leurs obligations. »

En Asie:

Japon, loi n° 42, du 15 avril 1922, art. 31:

« En ce qui concerne l'état physique ou moral, le mineur est, si possible, soumis à un examen médical. »

En Europe:

Allemagne, loi du 16 février 1923, art. 31:

« Dans des cas spéciaux, une visite médicale du prévenu, peut être adjointe à l'enquête. »

Belgique, loi du 15 mai 1912, art. 21, alinéa 1^{er}:

« Si le juge des enfants a un doute quant à l'état mental ou physique de l'enfant, il peut le placer en observation et le soumettre à l'examen médical d'un ou de plusieurs spécialistes. »

c) *Codes ordonnant un examen médical systématique*

On n'en trouve que deux :

En Amérique :

Brésil. Code des mineurs de la République des Etats-Unis du Brésil, décret n° 17.943 du 12 octobre 1927, art. 148 : « Dans la juridiction des mineurs, il y aura, en sus, le personnel suivant : un curateur qui remplira, en outre des fonctions de procureur de la République ; un médecin psychiâtre.

« Art. 150 : Le médecin psychiâtre est chargé de :

» 1° Faire tous les examens médicaux et l'observation des enfants traduits en justice et de ceux que le juge déterminera ;

» 2° Faire les visites médicales nécessaires aux personnes des familles de mineurs pour l'investigation des antécédents héréditaires et personnels de ceux-ci.

» 3° Faire le service médical de l'Abri, annexé à la juridiction des mineurs.

« Art. 159 : Le juge fera placer le mineur à l'Abri, le fera passer à l'examen médical et pédagogique, et commencera le procès qui conviendra au cas. »

En Europe :

Portugal. Décret n° 10.767, 15 mai 1925 :

« De ce fait se dégage la nécessité de soumettre les mineurs délinquants à une observation psychologique et psychiatrique. Cet examen préliminaire évite à l'Etat des dépenses ultérieures considérables, par l'action opportune qu'on peut exercer avantageusement sur ces enfants, tandis que plus tard, on ne pourra obtenir le

même résultat que moyennant un régime judiciaire complexe. »

Exposé des motifs :

...« On procédera à l'examen anthropologique et médico-pédagogique, dont on joindra copie au procès, (Art. 37). Dans chaque refuge, il y aura un bureau d'observation et d'examen anthropologique (Art. 102). »

B. --- PRINCIPAUX TYPES DE CENTRES D'ACCUEIL

a) *Italic* (1)

En 1934, la *Gazzetta Ufficiale* a publié un décret concernant l'institution et le fonctionnement du tribunal pour mineurs, qui a été mis en vigueur le 29 octobre 1934.

Dans le siège de chaque Cour d'appel ou de chaque section de Cour d'appel, on a institué, dans un même bâtiment, une maison de correction judiciaire, pour le redressement moral, une prison pour mineurs et un centre d'observation organisé par l'œuvre nationale de protection de la maternité et de l'enfance. Tout l'ensemble porte le nom de « Centre de rééducation des mineurs ». Dans le même bâtiment, siègent le tribunal pour les mineurs et la section de Cour d'appel pour mineurs.

(1) Renseignements fournis par « La Voix française de Rome » (Da. GABRIELLI). *Ente italiano per le audizioni radiofoniche* (E. I. A. R.), via Montello, 5 Rome.

Le Centre d'observation de l'Œuvre nationale pour la protection de la Maternité et de l'Enfance (O. N. M. I.) [1] est dirigé par une commission dépendant directement du siège central de l'œuvre et composée d'un magistrat du tribunal pour mineurs, d'un médecin spécialisé en anthropologie criminelle et psychologie criminelle et par une dame patronesse de l'O. N. M. I.

Les mineurs sont divisés en trois sections :

I^{re} Section

Arrêtés par mesure de sécurité publique

Cette section a pour tâche de faire des recherches sur la raison de la mesure, souvent adoptée, pour les enfants au-dessous de 14 ans, trouvés dans la rue à cause de l'abandon ou de la négligence des parents. Une enquête au domicile et l'étude des tendances du mineur établissent si ce dernier doit être rendu à sa famille ou accueilli dans des institutions appropriées. Ils restent quinze jours environ au centre d'observation.

II^e Section

Mineurs qui attendent un jugement (de 14 à 18 ans)

Cette section rassemble les jeunes gens qui ont déjà subi la prison préventive ou qui ont été dénoncés, et

(1) Opera nazionale maternita e infanzia.

pour lesquels la durée du séjour est en rapport avec le milieu, le lieu de provenance et l'affaire judiciaire. Si le mineur n'a pas de domicile à Rome, ni de famille à laquelle on puisse se fier pour sa tutelle morale, on le retient jusqu'au procès. Le grand avantage de cette section nous est prouvé par une diminution considérable de la contumace au tribunal des petits coupables, contumace causée la plupart du temps par la négligence des familles, par des raisons économiques pour les frais de voyage, par l'ignorance des conséquences de l'absence aux procès, qui laissaient sans assistance les mineurs qui, justement à cause de l'éloignement des principaux centres d'assistance, exigeaient davantage les mesures appropriées.

III^e Section

En attendant la maison de correction

Lorsque le mineur est reconnu, à cause de récidives, particulièrement dangereux au point de vue social, le tribunal le destine à une maison de correction judiciaire. Le centre d'observation essaie d'aider les malheureux en les gardant jusqu'à l'application de la mesure décidée, évitant ainsi d'autres récidives qui pourraient aggraver leur position juridique. On a constaté dans cette nouvelle organisation la nécessité d'instituer un bureau d'assistance sociale auprès du centre. Chaque mineur a une fiche biographique que l'on consulte chaque fois que le mineur doit répondre de quelque méfait devant le tribunal. Etant donné que les mineurs appartiennent aux provinces les plus diverses, ce bureau

doit signaler aux différentes fédérations leur rapatriement, afin que celles-ci puissent les surveiller.

Lorsqu'il arrive, le garçon est reçu de façon très maternelle par une assistante sanitaire de l'Office national de protection maternelle et infantile qui établit une fiche et commence son dossier en inscrivant les renseignements indiqués par l'enfant (état civil, scolarité, apprentissage, etc...). On lui fait ensuite prendre une douche, revêtir les vêtements de l'institution et on l'envoie avec les autres garçons de son âge qui travaillent sous la direction d'éducateurs chargés de les surveiller. Les enfants couchent dans des dortoirs clairs et gais (dix au maximum par chambre) sous la direction d'un éducateur. L'enfant subit ensuite : *des examens médicaux* au cours desquels on cherche à dépister les maladies, mais également les capacités physiques pour pouvoir mieux l'orienter professionnellement ; *un examen psychologique* dans une petite chambre, avec pratiques de tests le plus souvent.

L'observation directe : qu'on pratique beaucoup se fait au cours du travail et des jeux.

La période d'observation étant trop courte, il ne peut pas y avoir de travail en atelier ; les enfants font surtout du travail manuel, du dessin et du modelage, qui permet d'observer leur plus ou moins grande habileté, mais aussi de déceler leurs goûts et leurs désirs profonds. Il leur est donné aussi des leçons de gymnastique.

On arrive aux salles de consultation proprement dites où se trouvent le médecin anthropologiste, le psychiatre et le pédagogue.

Il y a deux salles de consultation : l'une est réservée aux internes, c'est-à-dire aux enfants pour lesquels

devra être prise une décision susceptible d'influer sur le jugement du tribunal; l'autre est une consultation ouverte aux enfants conduits par leurs parents ou les assistantes scolaires, pour recevoir un avis médical ou un conseil.

La grande originalité de ce centre est qu'il fait partie, ainsi que nous l'avons vu, d'un groupe où sont réunis: le tribunal pour enfants, la prison préventive et la maison de rééducation.

Les enfants ne passent pas plus de dix jours en général dans la prison préventive, ils couchent en dortoir et une petite école les réunit dans la journée. De là, les enfants passent cinq jours à l'observation.

Nous remarquons dans cette organisation encore toute récente, puisque la loi qui l'a créé date de 1934, un souci très vif de séparer l'enfant délinquant des autres coupables. Pour cela, le centre comporte la présence de personnes: éducateurs, médecins, magistrats, pédagogues, ayant été spécialisés dans le soin de l'enfance et forme un bloc entièrement autonome, se suffisant à lui-même (1).

b) *Belgique*

Le Gouvernement a créé un établissement d'observation médico-pédagogique à Moll, pour les garçons, un autre à Saint-Servais-les-Namur pour les filles. Certains

(1) Arrigo SOLMI, organizzazione e finalità dei Centri di rieducazione dei minorenni, dans « La rieducazione dei minorenni », publication du Ministerio de grazia e giustizia.

établissements privés ont organisé également des quartiers d'observation.

Les établissements d'éducation pour mineures délinquantes de Saint-Servais-les-Namur sont un spécimen modèle du système familial. Ce n'est donc pas une maison, mais une dizaine, sises sur une vaste colline où elles s'orientent librement. La mineure délinquante, confiée à Saint-Servais, en vertu de la loi de 1912, fait son entrée dans le pavillon d'accueil, pavillon d'observation où un laboratoire psychologique et un cabinet médical permettent les examens et diagnostics préalables nécessaires. Ce n'est qu'après trois ou quatre mois passés dans ce centre d'observation qu'elle sera dirigée vers l'une ou l'autre des colonies, suivant son degré de développement et suivant le traitement jugé le plus adéquat pour son relèvement. Dans chacune des maisons familiales, on trouve des classes vastes et lumineuses, classes flamandes, wallonnes, ou flamandes et françaises, où l'enseignement est individualisé à l'extrême. Le réfectoire n'est pas une espèce de couloir où une unique table s'étire en longueur, mais une pièce carrée ou rectangulaire, occupée par quatre ou cinq petites tables qui groupent aux heures des repas, une quinzaine de jeunes pupilles.

Chaque jour, les jeunes pupilles ont plusieurs heures de classe et reçoivent, en outre, une instruction très pratique : enseignement culinaire et panification, travaux de jardinage, nettoyage dans la maison, badigeonnage des parois ou des meubles dans l'un des pavillons, sans oublier la confection d'un trousseau complet.

C'est ainsi que les mois s'écoulent à Saint-Servais, jusqu'au jour où la pupille est jugée digne de passer

au pavillon d'honneur. A ce stade, succède la libération provisoire, qui consiste à placer la jeune fille comme aide ménagère dans une bonne famille de Namur ou des environs. Mais cette libération provisoire, qui anticipe donc l'échéance du terme prescrit, est toujours conditionnelle, c'est-à-dire qu'elle peut être annulée si la jeune fille ne répond pas à la confiance qu'elle avait inspirée. Par contre, si la conduite demeure satisfaisante, on envisage un placement définitif qui permettra à la jeune fille de gagner sa vie. Depuis sa fondation, en 1927, Saint-Servais a effectué plus de 300 placements (1).

Le système belge, on le voit, a tendance à créer des centres d'observation et de triage dans des maisons d'éducation. Ce n'est pas, croyons-nous, ce qu'il nous faudrait en France. Il faut que le Centre d'accueil soit, au lieu même où siège le tribunal pour enfants et, en France, il est très rare d'avoir une colonie en pleine ville. Elles sont la plupart situées dans des petits villages ou même en pleine campagne.

c) Autriche

En Autriche, fonctionne un excellent centre de triage et d'observation, le « Kinderubernahmsstelle » où tous les enfants anormaux, délinquants, vagabonds maltraités, sont envoyés, car en Autriche, il n'y a pas de prisons pour enfants. Des médecins, des psychiâtres, des édu-

(1) *P. Enf. coup.*, avril 1935.

cateurs, des assistantes sociales attachés au Centre de triage examinent, étudient, concluent au mieux des intérêts de l'enfant observé et le tribunal pour enfants prend sa décision en conséquence.

C'est sur ce modèle qu'a été créé le centre de Lyon.

Conclusion

Il nous apparaît que la Maison d'accueil du projet français est la plus complète. Les pays étrangers y joignent souvent une maison de rééducation. En France, nous avons un grand nombre de colonies qui, bien aménagées, pourraient rendre de grands services; nous n'avons pas besoin d'en créer d'autres.

La besogne la plus urgente dans notre pays est de créer des centres d'accueil d'observation et de triage, afin d'éviter tout d'abord aux enfants la promiscuité corruptrice de la prison, de les étudier au triple point de vue moral, mental et physique et d'opérer entre eux une sélection afin de permettre au tribunal de prendre la mesure qu'il jugera la plus utile au reclassement de l'enfant.

On a comparé avec raison le Centre d'accueil à une « plaque tournante » (1). L'erreur d'aiguillage au début peut avoir de terribles conséquences.

(1) H. VAN ETEN.

« Le système pénitentiaire français, a-t-on dit (1), apprend le délit et le crime à l'enfant abandonné, maintient dans l'erreur l'enfant délinquant, le pousse à la récidive, le confirme dans son abstention anti-sociale, et, lorsqu'il commet de nouveaux crimes, le fait passer d'une prison à l'autre, pour le mener insensiblement, par la filière correctionnelle ou criminelle, à Saint-Jean-de-Maroni... Le système répressif actuel fait tout pour éliminer, rien pour sauver ! ». Nous sommes convaincus qu'avec les centres d'accueil, la plupart des jeunes délinquants seront rejetés hors de cet engrenage.

Section II

Un enquête est faite sur l'enfant

§ 1. — L'ENQUETE

Lorsque le juge d'instruction est saisi par le procureur de la République d'un délit ou d'un crime commis par un mineur, il recherche d'abord « en se conformant aux règles générales du Code d'instruction criminelle et de la loi du 8 décembre 1897, si le mineur est l'auteur de l'infraction qui lui est reprochée.

» S'il n'y a pas de charges suffisantes contre l'enfant, ou si le fait qu'on lui impute ne constitue ni crime ni délit prévu par la loi, le juge, après les réquisitions

(1) D^r L. ROUSSEAU.

du ministère public, rendra une ordonnance de non-lieu.

» S'il paraît, au contraire, que l'enfant est l'auteur d'un fait qualifié crime ou délit, il devra être procédé à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a été élevé, et sur les mesures propres à assurer son amendement. » (1).

C'est ce qu'on peut appeler une enquête morale. Son but est d'éclairer le juge pour qu'il puisse adapter sa décision aux conditions individuelles du délinquant et choisir la mesure qui convient le mieux à sa situation.

A. — CARACTÈRES DE L'ENQUÊTE

1° Elle ne doit porter que sur la personne du mineur et non sur l'infraction commise car sa connaissance n'appartient qu'au juge d'instruction. Cependant, le rapporteur ne peut ignorer les faits reprochés au mineur car ils sont, par leur nature même, une source importante de renseignements, en particulier sur la moralité de l'enfant et son caractère. Il est évident que le rapporteur dirigera différemment ses recherches selon qu'un mineur sera poursuivi pour vagabondage spécial ou pour infraction à la police des chemins de fer. D'autre part, les propositions qu'il formulera dans son rapport sur les mesures à prendre en vue du redressement de l'enfant tiendront compte, avec raison d'ailleurs, du délit commis.

(1) L. 22 juill. 1912, a. 4.

2° L'enquête ne portera que sur l'enfant et on ne recueillera des renseignements sur son entourage que pour essayer d'expliquer sa faute. Ce serait porter une grave atteinte à la liberté individuelle que de pénétrer dans une famille, sous le prétexte d'enquêter sur un enfant et de se livrer à une enquête, sans aucune utilité pour l'instruction, sur toutes les personnes rencontrées.

3° Cette enquête n'est pas obligatoire. Le juge d'instruction « pourra charger de cette enquête complémentaire un rapporteur figurant dans une liste établie par la Chambre du Conseil au début de l'année judiciaire » (1).

A qui s'applique ce te enquête

Elle s'applique aux mineurs de 13 ans seulement. Pour les mineurs de 13 à 18 ans, le juge d'instruction procède également à une enquête « sur la situation matérielle et morale du mineur et de sa famille » (2), mais sans pouvoir, en principe, se faire aider d'un rapporteur.

C'est par « scrupule juridique » (3) a-t-on dit, que le « législateur a maintenu dans leur plénitude, le rôle et les fonctions du juge d'instruction ». Mais, pratiquement, partout où existent des rapporteurs, le juge d'instruction les utilise presque aussi souvent pour les mineurs de 13 à 18 ans, que pour les mineurs de 13 ans.

D'ailleurs, une circulaire du Parquet de la Seine de 1929 a recommandé d'étendre aux « mineurs de 13 à

(1) L. 22 juill. 1912, a. 4, parag. 4.

(2) L. 22 juill. 1912, a. 17, parag. 2.

(3) GARRAUD: *Précis*, p. 273.

18 ans les enquêtes des rapporteurs prévues seulement pour les mineurs de 13 ans. »

B. — OBJET DE L'ENQUÊTE

La loi de 1912 le dit clairement. Elle doit porter sur la « situation matérielle et morale de la famille, le caractère et les antécédents de l'enfant, conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a été élevé, mesures propres à assurer son amendement ».

Pratiquement, comme les rapporteurs sont bénévoles, on leur facilite la tâche en leur remettant un plan détaillé de tous les renseignements qu'ils devront obtenir pour satisfaire aux exigences très nettes, mais trop succinctes de la loi.

Renseignements d'état civil sur le mineur. Date et lieu de naissance, noms et prénoms. Est-il pupille de la nation? Religion?

Renseignements d'ordre judiciaire. Inculpation, conditions, lieu, complices (âge et nom). A-t-il déjà commis d'autres délits?

Scolarité. Nom des écoles qu'il a fréquentées et adresses. Temps qu'il y a passé et âge qu'il avait. Impression qu'il y a laissée.

Emplois. Adresse des divers patrons et métiers qu'il exerçait. Temps passé et les dates (autant que possible), salaire. Comment il s'est comporté (travail, attitude envers le patron, envers ses camarades). Causes du départ.

Sociétés ou œuvres qu'il a pu fréquenter. Sociétés de sports ou patronages, boy-scouts, sanatorium ou préventorium. Impression qu'il a laissée.

Attitude envers la famille. Qualités, défauts, vices, fugues, vols domestiques, tendances au mensonge, instincts envers les animaux.

Comment se manifestent ces anomalies du caractère; vers quel âge elles ont apparu?

Ses plaisirs. Les sports, le cinéma, la lecture, le bal, le café, précocité sexuelle?

En un mot, le rapporteur doit retracer la personnalité de l'enfant à l'école, au travail et dans sa famille et retrouver par quelle évolution il a passé pour en arriver à accomplir le fait qui lui est reproché de façon à connaître son état d'esprit au moment du délit et à déterminer s'il y a eu préméditation ou non.

Il est ensuite nécessaire d'avoir des renseignements sur la famille, toujours en fonction de l'enfant.

Situation matérielle:

Gain des personnes de la famille, père, mère, frères et sœurs. Métiers exercés par chacun. Nom et adresse des employeurs. Pension, allocations, secours divers.

Quelles sont les sources de dépense? Loyer, charges de famille.

Santé et hérédité. Le père: âge, maladies; santé de la mère, âge, santé actuelle. Santé des grands parents: âge, maladies, santé actuelle.

Santé des autres membres de la famille: oncles et tantes du côté paternel et maternel. Combien sont-ils morts? De quelle maladie? Nombre d'enfants.

Frères et sœurs de l'inculpé: nombre, âge. Combien sont morts? De quelles maladies?

Il faut que le rapporteur arrive à savoir s'il y a eu, dans la famille, la tuberculose, la syphilis, l'alcoolisme, des maladies mentales.

Situation morale de la famille :

Les parents peuvent être veufs, divorcés, séparés, vivant en concubinage. Quelle est leur attitude envers l'enfant ? Sont-ils capables de l'élever ? Lui donnent-ils de bons conseils et exemples ? Rapports affectueux, trop sévères ou trop affectueux du concubin ou du deuxième mari de la mère, avec le mineur. Quels sont leurs projets à l'égard de leur enfant ? Désirent-ils qu'il leur soit rendu ?

Ces renseignements ont pour but d'expliquer la vie passée de l'enfant et ont une grande importance quant aux mesures à prendre en vue de son redressement. Il faut, en effet, savoir si la famille pourra recevoir l'enfant en liberté surveillée et l'aider à se relever.

Ayant rassemblé tous ces résultats, le rapporteur fait un rapport dans lequel il expose son impression sur le mineur ; et d'après ce qu'il a constaté, il propose la solution qui lui paraît le mieux convenir à l'enfant.

C. — COMMENT SE FERA L'ENQUÊTE

SOURCES DES RENSEIGNEMENTS DU RAPPORTEUR

Dans son art. 4, paragr. 5, la loi de 1912 déclare : « Ce rapporteur entend l'enfant, recueille près de toute personne tous renseignements et procède à toutes vérifications qui lui paraîtront nécessaires dans l'intérêt du mineur ».

La loi, par ses termes imprécis, de « toute personne, tous renseignements et toutes vérifications », laisse une grande liberté au rapporteur.

Toutefois, avant d'entendre le mineur, le rapporteur voit le dossier qui lui est communiqué par le juge d'instruction et il y trouve des renseignements précieux qui situent en quelque sorte l'inculpé.

a) *Le dossier*

Contient les renseignements officiels sur le mineur et le délit qu'il a commis. Il saura ainsi si l'enfant a eu d'autres condamnations, pour quels délits et à quelle date. Le rapporteur a déjà un aperçu du caractère du mineur par la nature du délit. S'il y a récidive, c'est que les mesures prises ont été inefficaces.

Les complices, s'il en a eu, montreront quels milieux il fréquente.

Ayant une première image de l'enfant, le rapporteur va chercher à éclaircir les points obscurs, à vérifier ce qu'il trouve dans le dossier et à découvrir tout ce qui manque, pour le compléter.

b) *Entretien avec le mineur*

Ce sera d'abord l'aspect extérieur que le rapporteur notera : aspect physique, sain ou débile, expression de la physionomie (la bouche ouverte et les yeux sans vie dénotant un anormal de l'intelligence ; le regard, la voix, le sourire, sont extrêmement révélateurs pour si peu averti que l'on soit).

Le rapporteur pose des questions à l'enfant au cours de l'entretien au sujet de sa situation familiale tant

matérielle que morale, des écoles qu'il a fréquentées et des emplois qu'il a remplis.

Le mineur interrogé ne donne pas toujours des renseignements exacts. Il lui est souvent pénible d'avouer le désarroi de son foyer.

Le plus difficile à obtenir est la liste des divers emplois, soit parce que, très souvent, le mineur a fait plusieurs places et ne se souvient vraiment plus de toutes, soit parce qu'il ne veut pas en désigner certaines d'où il peut avoir été renvoyé pour des raisons gênantes à avouer.

Tout cela présentera des difficultés plus ou moins grandes suivant le caractère de l'enfant. Il est plus facile d'interroger un enfant intelligent et vif qu'un enfant borné et à l'esprit lent.

Le rapporteur devra procéder en partant des questions les plus indifférentes à l'enfant et en allant vers celles qui semblent le gêner le plus. S'il s'agit d'une fille, il faut prendre beaucoup de précautions, car souvent elles parlent avec volubilité et mentent effrontément, se contredisent et finissent par fondre en larmes.

Un récidiviste ayant déjà l'expérience des interrogatoires ne doit pas être traité comme un délinquant primaire.

c) *Entretien avec les parents du mineur*

Les parents vont faire connaître au rapporteur la vie passée de l'enfant. De leurs déclarations et de l'impression qu'il aura de ces personnes, le rapporteur décidera ce qu'en peut espérer pour l'amendement futur du mineur.

Il est préférable de voir les parents chez eux ; l'aspect du logement peut, à lui seul, expliquer bien des choses. L'enquêteur expliquera dans quel but il vient. Il devra poser à la mère des questions concernant la petite enfance et les maladies de l'enfant, la santé des parents et grands parents ; la situation pécuniaire, l'adresse des employeurs, enfin l'adresse des autres membres de la famille que le rapporteur aurait intérêt à voir.

Les difficultés commencent à surgir :

Quand la famille n'est pas française : les étrangers ne parlent souvent pas très bien notre langue et sont méfiants ; il faut avoir recours à un interprète qui est la plupart du temps un ami de la famille. On voit tout de suite les possibilités d'erreurs : questions mal comprises, réponses fausses volontairement ou non. Il est bien hasardeux d'utiliser des renseignements obtenus dans ces conditions.

Quand la mère est morte : comment savoir des détails au sujet de la petite enfance du mineur et de son hérédité ? Il faut faire appel aux grands parents, aux oncles ou tantes, s'ils sont encore en vie.

Quand les parents n'habitent pas la même ville : l'enfant s'est enfui et est arrêté dans une autre ville (1).

d) *Entretiens avec les autres membres de la famille*

Grands-parents, oncles, tantes, toujours dans le but de s'éclairer sur le milieu familial et voir si l'un d'eux consentirait, le cas échéant, à se charger de l'enfant en liberté surveillée.

(1) Voir page 73.

e) *Interrogation de la concierge et des voisins*

Ce sont évidemment des renseignements très sujets à caution : mais si on s'en sert avec prudence, ils peuvent aider à situer la famille quant à ses habitudes, ses mœurs, leurs fréquentations, leur situation financière.

f) *Le commissaire de police* du quartier peut fournir des indications sur la vie passée de la famille.

g) *Les autorités religieuses* sont souvent au courant des misères d'une famille et peuvent fournir des renseignements utiles. Dans les grandes villes elles connaissent peu leurs paroissiens, mais dans les petites villes et dans les villages leurs avis seront précieux.

h) *Ecoles*

Le rapporteur ira rendre visite au directeur de l'école fréquentée par l'enfant. Les noms des élèves, les dates d'entrée et de sortie, sont consignés dans des registres. En général, il y a aussi une appréciation très brève et concise sur l'élève. Le directeur ou les professeurs peuvent d'ailleurs avoir connu l'enfant et sa famille et leur opinion est certainement à retenir.

De plus, il existe aujourd'hui dans toutes les écoles, un carnet sanitaire pour chaque enfant. Le médecin chargé d'examiner les élèves passe une ou plusieurs fois par an et inscrit sur ce carnet le poids, la taille, les infirmités et maladies chroniques (végétations, amygdales trop développées) et les maladies infantiles qui sont déclarées par la mère présente. Un jugement sur l'état de santé de l'enfant termine ce rapport que l'enquêteur aura grand intérêt à se faire communiquer, car c'est un document très précis, et ne pouvant comporter d'erreurs.

Si le directeur n'a pas eu l'enfant comme élève, il peut adresser le rapporteur à ceux des professeurs qui sont susceptibles de l'avoir connu ou lui donner l'adresse des autres établissements que l'enfant a pu fréquenter.

i) *Visites aux employeurs du mineur*

Ce sera un tout autres aspect du mineur : le patron artisan ayant eu l'enfant comme apprenti a de lui une idée fort intéressante au sujet de son goût pour le travail, des qualités de persévérance, d'application et de soin qu'il y apportait, de sa ponctualité et de sa conscience ; l'enfant parle souvent en travaillant et les réflexions qu'il pouvait faire, le genre de conversations qu'il préférerait sont très révélatrices de son caractère. Là, on pourra apprendre à quoi il utilisait ses loisirs, son argent ; quels étaient ses plaisirs favoris, ses camarades. Si l'enfant ne parlait pas, était taciturne, triste, c'est encore une indication.

Si le mineur était employé dans une grande usine, les renseignements seront évidemment brefs, administratifs : ils ne seront généralement d'aucune utilité.

j) *Œuvres*

Le rapporteur peut et même doit voir toutes les œuvres qui se sont intéressées au mineur. Les personnes s'occupant des œuvres ont l'habitude des enfants et leur compétence donne plus de valeur aux renseignements qu'elles fournissent.

k) *Enquête à l'extérieur*

Elle peut se produire ainsi que nous l'avons déjà vu, a cas où le mineur est arrêté dans une ville autre que celle où vivent ses parents ou bien si les personnes pouvant avoir des renseignements intéressants habitent une autre ville.

L'enquête a alors lieu par correspondance.

Il faut écrire aux parents en leur envoyant en même temps un imprimé contenant toutes les questions auxquelles ils doivent répondre.

On écrit aussi au maire, à l'instituteur et au curé, pasteur du village ou de la paroisse, et aux autres membres de la famille habitant le même endroit.

Enfin, on aura, par le même moyen, l'opinion des employeurs et des œuvres (patronages, boys-scouts, etc...).

l) *Enquête à l'étranger*

L'enquête à l'étranger est très difficile; elle est pratiquement impossible pour certains pays n'ayant aucune communauté de mœurs ou de race avec le nôtre. On peut toutefois s'adresser à des œuvres s'occupant des enfants dans le pays en question

§ 2. — LE RAPPORT

L'enquête étant terminée et tous les documents ayant été rassemblés, le rapporteur adresse au juge d'instruction un rapport écrit constatant le résultat de ces investigations. (Loi 1912, art. 4, paragr. 5.)

La confection du rapport comporte deux phases:

A. — CRITIQUE DES RENSEIGNEMENTS OBTENUS

Les renseignements peuvent être viciés par la crainte, la mauvaise volonté, la haine (concierge), la rancune (femme divorcée contre son mari). On prendra toujours celui qui émane de la personne la plus digne de foi.

Pour un renseignement important le rapporteur devra obtenir plusieurs témoignages concordants.

Enfin, le rapporteur peut critiquer d'après l'opinion personnelle qu'il s'est faite au cours de ses investigations.

B. — RÉDACTION DU RAPPORT

Il contient d'abord une constatation des faits. Il n'y a pas d'ordre rigoureux, cependant l'usage les place dans l'ordre suivant : scolarité, santé, conduite, milieu familial. Le tout doit donner une image exacte de la vie du mineur et de sa famille.

Dans une deuxième partie, il émet des conclusions et formule une proposition concrète pour l'amendement du mineur. Cette proposition est le but et la raison d'être de l'enquête.

C. — LE RAPPORTEUR A L'AUDIENCE

En principe, son rôle est terminé lorsqu'il a remis le rapport au juge d'instruction. Mais, en fait, il assiste à l'audience pour donner les explications complémentaires et donne aux parents du mineurs, lorsque celui-ci leur est rendu, toutes les indications sur les mesures à prendre en vue de son relèvement.

D. — IMPORTANCE DU RAPPORT

Utilité pour l'examen médical : le médecin psychiâtre a besoin de renseignements sur la vie passée de l'enfant et c'est le rapport qui les lui fournit.

Utilité pour le magistrat instructeur, qui prendra une décision suivant la situation de famille de l'enfant — (liberté provisoire).

Utilité pour le tribunal pour enfants, qui prendra des mesures pour le redressement de l'enfant, mesures dont dépendent souvent toute la vie de l'enfant (puisque certains sont vraiment susceptibles d'amélioration, une erreur peut leur être néfaste).

Utilité pour le délégué qui va être chargé de surveiller le mineur et par conséquent doit le connaître déjà un peu, ou *pour l'établissement auquel on le confiera*.

La commission rogatoire ou enquête officieuse faite par le maire ou le commissaire de police est aussi une enquête, mais elle est insuffisante parce qu'elle s'occupe surtout du mineur au moment où il a été arrêté et qu'elle ignore son hérédité, la santé de ses frères ou sœurs, sa petite enfance (avec ses maladies si importantes dans le développement futur).

Elle voit sa conduite à lui, mais ignore celle de ses frères ou sœurs qui ont pu lui servir d'exemples.

Les recherches par la police sont certainement très sérieuses, mais où sont pris les renseignements? Chez les voisins et les concierges dont on a dit (1) : « Qui dira

(1) GRIFFE, les tribunaux pour enfants.

la puissance ténébreuse des concierges parisiens ? Si les parents du gamin, trop miséreux ne paient pas leur loyer d'une façon régulière, ils ne sont dignes d'aucune considération ni d'aucune pitié. Le gueux, fils de gueux dont vous vous enquérez auprès du concierge ne peut être, n'est, ne sera jamais qu'un petit vaurien ».

Voilà pourquoi la tâche du rapporteur est nécessaire et tellement utile.

§ 3. — LA PERSONNALITE DU RAPPORTEUR

A. — CHOIX DU RAPPORTEUR

Le rapporteur est choisi par le juge d'instruction; c'est lui qui le nomme, le dirige, lui prête assistance s'il rencontre des résistances dans l'accomplissement de sa mission, et reçoit ses rapports. Le juge d'instruction peut révoquer le rapporteur s'il y a lieu.

Liste des rapporteurs

Une liste officielle de rapporteurs est établie tous les ans au commencement de l'année judiciaire par la Chambre du Conseil du Tribunal de première instance. Elle contient le nom et l'adresse du rapporteur, les langues qu'il parle, et les quartiers où il désire enquêter.

Qui pourra être rapporteur?

D'après la loi de 1912, pourront être rapporteurs « des magistrats ou anciens magistrats, des avocats de l'un ou de l'autre sexe, avoués ou avoués honoraires, membres de l'un ou de l'autre sexe des sociétés de

patronage reconnues d'utilité publique ou désignées par arrêté préfectoral et membres de l'un ou l'autre sexe des comités de défense des enfants traduits en justice ». (Loi 1912, art. 4, paragr. 4.)

Dans cette liste, nous remarquons que le législateur a surtout choisi des rapporteurs habitués aux questions d'ordre juridique. Il y ajoute des membres d'œuvres se consacrant à l'enfance parce que la mission de rapporteur est aussi une œuvre d'éducation. De plus, la circulaire ministérielle du 30 janvier 1914 relève que « la loi spécifie que les fonctions de rapporteur peuvent être confiées à des femmes ». Pour interroger, pour gagner leur confiance, pour pénétrer dans les familles, et obtenir des renseignements parfois intimes sur certaines situations morales ou confidentielles, les femmes, les mères, ont souvent plus de savoir-faire et de patience que les hommes.

B. — QUALITÉS NÉCESSAIRES

a) *Qualités physiques*

Est-il nécessaire de dire que le rapporteur doit avoir avant tout une santé excellente?

Le travail de l'enquêteur est pénible, parce qu'il est rare que les démarches nécessitées par l'enquête soient toutes massées autour d'un point central. Il faut voir l'inculpé en son lieu de détention, voir la famille qui, souvent, habite un quartier éloigné ou la banlieue, se rendre aux écoles qui, presque toujours, sont au nombre de deux ou trois en raison des changements successifs de domicile au moment de la période scolaire; voir les employeurs, ceux des parents et ceux de l'inculpé, ces

derniers sont en général fort nombreux, car on a fréquemment affaire à un instable ou à un mal orienté qui touche à tous les corps de métier et ne reste nulle part. Et souvent l'imprécision des renseignements donnés : numéro erroné, fermeture de tel commerce certains jours, viennent compliquer singulièrement cette tâche.

b) *Qualités morales*

« La mission dévolue aux rapporteurs est des plus délicates : elle implique des dons particuliers de tact, d'observation et de discrétion. Rien n'est plus mystérieux que l'âme d'un enfant et rien n'est plus malaisé que de la connaître pleinement. Il y faut beaucoup de clairvoyance et de bon vouloir : que ceux ou celles qui n'ont pas cette vocation de s'attacher de tout leur cœur à son redressement s'abstiennent de cette tâche. » (1).

Il ne suffit pas d'aimer l'enfance, il faut encore servir sa cause en agissant.

La tâche du rapporteur comporte deux phases très différentes dans leur nature : d'abord, il doit recueillir des renseignements, puis, chez lui, dans le calme, il fait un rapport. Il lui faut avoir des qualités spéciales pour bien remplir ces deux missions si distinctes.

Lorsqu'il interroge l'enfant, il doit avoir l'art de faire parler l'enfant, de trouver les mots qui le forceront à ouvrir son cœur et son âme, souvent sans qu'il s'en rende compte ; l'esprit d'un rapporteur doit être vif et souple. Tout en gardant autant que possible le plan général d'une interrogation, il faut qu'il s'adapte à l'esprit de chaque enfant et qu'une espèce d'intuition

(1) P. DE CASABIANCA.

le guide dans le choix des paroles et des questions à énoncer. Durant toute l'interrogation, il faut qu'il observe les moindres réactions du visage et du corps ; on peut se trahir par si peu de choses et un soupir peut laisser deviner tellement de souffrance ou de désillusion. Lorsqu'il pénètre dans le logis de l'enfant, d'un seul coup d'œil le rapporteur doit avoir tous les détails de la chambre : propreté, ordre, luxe de mauvais goût ou misère qui se cache. Et sur l'enfant lui-même, est-il nécessaire de le déshabiller pour savoir si la mère a veillé à sa toilette ou bien s'il est parti en se débarrassant le bout du nez ? Ce sont de bien petits détails certes, mais qui expliquent tant de choses ; désordre, enfants livrés à eux-mêmes, parents faibles et peu attentifs.

Sur place, le rapporteur enregistre tout ce qu'il voit et entend, provoque des confidences par ses qualités de compréhension et de délicatesse.

Lorsque le rapporteur va chez le patron de l'enfant, il doit faire preuve d'une grande finesse pour ne pas heurter cet homme peut-être furieux contre son employé qui l'a volé ou trompé. L'âme des hommes est tellement tortueuse et leurs desseins sont si souvent confus et cachés ! Quelle perspicacité est nécessaire au rapporteur qui, dans des réponses embrouillées, doit démêler les jeux d'intérêt et de rancune qui pèsent souvent sur un pauvre innocent.

Il faut ensuite faire le rapport. De tous les renseignements, souvent contradictoires, qu'il a recueillis, il doit extraire le véritable caractère de l'enfant, déduire les causes profondes du délit. Toujours méfiant, le rapporteur doit aussi avoir un solide bon sens et raisonner

juste sans se laisser hypnotiser par de gros faits alors que d'autres qui paraissent moindre ont de plus grosses conséquences.

Son rapport doit être précis et clair et seul un personnage intelligent aux idées nettes alliées à une certaine finesse d'esprit, saura rédiger des conclusions éclairant utilement le juge.

c) *Formation technique*

En France, les rapporteurs dont la tâche nous apparaît très complexe et nécessitant des qualités très spéciales, ont-ils appris leur métier?

Et, d'abord, y a-t-il un métier de rapporteur?

Non. Les rapporteurs sont bénévoles. Nous avons déjà vu à qui la loi fait appel pour remplir cette fonction: des magistrats, des avoués, des avocats, en exercice ou à la retraite. Ce sont évidemment de très dignes personnes, pleines de zèle et de conscience et le législateur de 1912 avait ses raisons pour expliquer ce choix. D'abord, il n'a pas voulu créer un autre corps de fonctionnaires et grever encore le budget de l'Etat; de plus, les rapporteurs avaient, par suite de leurs anciennes fonctions, l'habitude des hommes et la culture juridique nécessaire. Nous verrons plus loin les critiques que ce choix nous semble comporter.

a) *Y a-t-il des conditions légales pour être rapporteur ?*

Elles ont été énoncées par la circulaire ministérielle du 30 janvier 1914.

Le rapporteur doit tout d'abord être de nationalité française, sauf exception justifiée par une situation particulière. (Ce sera le cas pour un haut fonctionnaire

étranger, consul par exemple, qu'on pourra nommer rapporteur pour un enfant de la même nationalité que lui.)

Leur passé doit être irréprochable. « Les parquets pourront, en demandant le bulletin n° 2 du casier judiciaire, acquérir sur ce point d'importance capitale, la certitude indispensable ». (Circ. 1914.) Ils doivent être majeurs. Enfin, cette circulaire ajoute: « Les fonctions de rapporteurs pourront être confiées à des femmes ».

e) *Quels sont les pouvoirs du rapporteur*

Souvent, le rapporteur se heurte à des résistances, car les familles ne considèrent pas toujours avec faveur le vieux magistrat ou la dame charitable, qui vient se mêler indiscrètement de leurs affaires; elles peuvent lui interdire l'entrée de leur maison et la visite à leur enfant.

Le rapporteur peut-il opposer quelque chose à cela?

Le paragraphe 5 de l'article 4 a prévu la difficulté et dit que « si le rapporteur rencontre quelque résistance dans l'accomplissement de sa mission, il en réfère immédiatement au juge d'instruction ».

Le rapporteur accomplit une enquête officieuse et ne détient aucune parcelle d'autorité. Il ne peut donc rien par lui-même contre ceux qui voudraient l'empêcher d'accomplir son enquête. Il ne peut jamais s'imposer par la force. Il a un rôle analogue à celui d'un agent de police qui, hors le cas de flagrant délit, est chargé par le procureur de la République, de procéder à une enquête. Cependant, nous semble-t-il, il peut être considéré comme « un citoyen chargé d'un ministère

public » et, s'il est victime de voies de fait, grossièretés et même coups et blessures, on pourrait lui appliquer les dispositions des articles 224 et 230 du Code pénal (1).

§ 4. — CRITIQUES

En réalité, le service des rapporteurs n'est organisé qu'à Paris et dans quelques centres de province où ils sont dus à l'initiative de quelques magistrats appuyés par le dévouement des membres des Comités pour la protection de l'enfance délinquante.

Voyons d'abord comment fonctionnerait l'institution des rapporteurs si l'on s'en tenait à la lettre de la loi pour le choix des personnes chargées d'une enquête.

1. Celle-ci nomme d'abord les magistrats. Au premier abord, on est très séduit par cette idée, car la fonction du magistrat donnera à sa mission un certain pouvoir de contrainte que la loi ne lui confère pas. Mais cette solution si pratique a de graves inconvénients du fait de la hiérarchie dans la magistrature. D'autre part, le magistrat change souvent de résidence et se verra souvent obligé d'abandonner l'enquête commencée. Enfin les magistrats sont absorbés par leur travail, et nous ne voyons pas de quel temps ils pourraient disposer pour faire une enquête.

2. Les avocats peuvent difficilement être rapporteurs, parce qu'une règle à peu près générale dans tous les barreaux de France leur interdit d'aller au domicile de leur client. On peut craindre aussi qu'ils ne soient victimes de la déformation professionnelle et qu'ils ne rédi-

(1) De plus longues explications sont données à ce sujet à propos des délégués à la liberté surveillée (III^e Partie, Chapitre premier, page 154).

gent leur rapport que dans un sens flatteur afin d'obtenir pour leur client les mesures les plus douces et qui souvent ne concorderont pas avec l'intérêt de l'enfant.

Enfin, l'avocat est lié par le secret professionnel. Aura-t-il le droit de dire ce que la famille lui fera connaître parce qu'il est l'avocat alors que ces mêmes choses lui seront cachées quant il est rapporteur?

3. Les mêmes remarques peuvent être faites pour les avoués en exercice.

4 et 5. Les avoués honoraires et les anciens magistrats prennent leur retraite entre 60 et 70 ans environ, si ce n'est plus tard pour les premiers; ils ne peuvent donc, en général, fournir le gros effort que nécessite une enquête sérieuse.

6 et 7. Les comités de défense des enfants traduits en justice sont surtout composés d'anciens magistrats, quant aux directeurs et membres des sociétés de patronage, ils perdent leur liberté si on les nomme rapporteurs d'un enfant qui est placé chez eux.

En plus des personnes énumérées par la loi, qui rencontre-t-on comme rapporteurs?

Parfois on fait appel aux maires des communes; mais il ne faut pas oublier que le père de l'enfant est un électeur, aussi répondent-ils invariablement: conduite et moralité, bonnes.

Le juge d'instruction peut aussi nommer les commissaires de police, mais ceux-ci sont toujours surchargés de travail et d'ailleurs leur emploi est totalement contraire à l'esprit de la loi. Pourtant, on ne voit que trop souvent un agent de police aller demander aux parents ce qu'ils pensent de la moralité de leur enfant, quand

ce n'est pas à l'intéressé lui-même que la question est posée.

À côté des maires et des commissaires de police, dans certaines villes comme Montpellier, Toulouse ou Marseille, nous trouvons des assistantes sociales : ici, nous ne pouvons que nous incliner devant l'abnégation et le dévouement des dames visiteuses qui, avec des ressources infiniment réduites, conduisent leurs enquêtes avec un tact, une autorité et un dévouement qui donnent d'excellents résultats (1). Mais, « jusqu'à ce jour, le développement des services sociaux est dû uniquement à l'initiative privée qui a poursuivi ses efforts avec un désintéressement au-dessus de tout éloge. Tout en se félicitant de leur action, les Pouvoirs publics ne les ont guère encouragés » (2), du moins financièrement.

De tout ce qui précède, il résulte que l'enquête n'atteint pas son but, dans de trop nombreuses villes.

Tout d'abord, elle n'a lieu que lorsque le juge d'instruction l'estime nécessaire, et, quand elle a lieu, elle est souvent faite par un agent de police ou un gendarme.

En ce qui concerne les rapporteurs, ils manquent totalement de formation technique. De plus, leur situation légale est insuffisante : ils n'ont aucun pouvoir et ils sont exposés à de nombreuses vexations.

(1) Le Service social de Paris, en dix ans, est venu en aide à 12.000 familles et à 24.000 enfants.

(2) CAMPINCHI, proposition de résolution.

Enfin, le service du rapporteur tend à s'étendre très considérablement et deviendra un auxiliaire précieux du tribunal pour enfants. Serait-il normal que l'on confie exclusivement à des « bénévoles », le soin d'enquêtes de plus en plus nombreuses?

Le bénévole est un personnage qui part en vacances et personne n'a le pouvoir de le retenir. Que se passera-t-il pendant les mois d'été qui vident les villes, mais où les petits vauriens ont toute liberté pour voler les automobiles et bicyclettes et dérober les fruits dans les jardins?

De plus, le travail de l'enquêteur est pénible par les déplacements multiples qu'il nécessite; il lui faut pénétrer dans tous les milieux et certains ne sont pas d'un abord engageant et agréable. Auront-ils, tous ces rapporteurs zélés, la santé excellente, la résistance physique, la souplesse de caractère qu'exigera l'accomplissement de leur mission?

§ 5. — DROIT COMPARE

ETATS-UNIS

Avant d'envisager les réformes que nous croyons devoir être apportées à l'institution des rapporteurs en France, nous allons examiner l'organisation des rapporteurs aux Etats-Unis d'Amérique, qui est à remarquer par la division du travail et la spécialisation de ses membres.

La dénomination de « probation officer » désigne aux U. S. A. toute personne s'occupant d'œuvres sociales, tout « Social worker ». Ces « probation officer » ont les attributions de nos rapporteurs, en même temps que beaucoup d'autres.

Nous allons étudier ici l'organisation générale du « probation department » tel qu'il existe à Chicago (1).

Les « *probation officer* » sont choisis par le juge du tribunal pour enfants à la suite d'un examen. En général, aucune condition minimum d'éducation n'est spécifiée, mais le comité chargé de l'examen peut refuser d'accepter quiconque ne donne pas l'évidence d'une certaine culture.

Nombre. Il est déterminé chaque année par le « Circuit Judge ». En 1922, le personnel se composait de 145 membres appointés par la ville de Chicago ou par le comté.

Parmi les « *probation officer* », il y a des femmes qui assistent le juge dans les causes des filles délinquantes, et le « *chief probation officer* » qui est responsable de la direction de tout le personnel.

Composition du « Probation department »

Il y a au-dessous du « *Chief probation officer* » un « *député chief probation officer* » et sept « *assistants probation officers* » qui sont à la tête de sept divisions.

L'organisation est quelque peu compliquée.

1. Le « *chief probation officer* » est responsable devant le juge de la surveillance générale de tout le personnel et assure les relations avec les autres organismes.

2. Le « *depute chief probation officer* » assiste le « *chief probation officer* » dans ses travaux adminis-

(1) *Chicago juvenile court*, par Helen RANKIN PETER Chicago.

tratifs et dans la surveillance générale des « probation officers ». Il examine toutes les causes des enfants avant qu'elles soient apportées devant le tribunal, instruit les demandes de libération des enfants délinquants confiés à des institutions.

3. Les « Probation officers ».

La nomination des « Probation officers » dans les différentes divisions est généralement basée sur le principe de la spécialisation de la fonction, cependant, le principe n'est pas toujours appliqué. On trouve d'abord la section de police pour enfants; ensuite, celle de l'enquête avec quatorze membres qui est chargée d'enquêter sur toutes les plaintes portées au tribunal.

La section de surveillance des familles comprend trente membres chargés des filles délinquantes placées « on probation » dans leur famille.

La section de mise en liberté surveillée des garçons délinquants est responsable de la liberté surveillée des garçons.

La section de placement des enfants avec huit « officers » cherche des foyers pour les garçons et filles délinquants placés hors de leurs familles, mais non dans des institutions.

La section « aide aux mères » avec vingt-un « officers » s'occupe de l'aide matérielle aux mères.

Onze membres sont affectés au « travail spécial » et ne sont pas considérés, ordinairement, comme des « Probation officers ». Il y a là un psychologue pour l'Institut de recherches pour l'Enfance, les secrétaires du juge et de l'assistante du juge, une infirmière rattachée au dispensaire du tribunal, quatre « reporters » du tribunal et deux interprètes.

A l'intérieur de chaque division, des « officers » peuvent avoir une spécialisation.

Le « Chief probation officer » adresse chaque année un rapport au juge sur l'activité du « probation department ».

§ 6. — LES REFORMES

Des réformes profondes s'imposent dans l'organisation du service des rapporteurs. Sans doute, le législateur de 1912 avait-il choisi judicieusement ceux qui étaient susceptibles de mener à bien une enquête et d'en rédiger les conclusions. Mais l'expérience a prouvé qu'ils ne pouvaient être utilisés qu'en petit nombre. Aujourd'hui, les enquêtes sont surtout faites par les membres des « service social » (1) qui prêtent leur con-

(1) Voici un exemple très intéressant qui montre combien l'heureuse initiative du Chef de la Cour peut faciliter la tâche d'un service social.

« Nous, Paul RIMBAUD, chevalier de la Légion d'honneur, premier président de la Cour d'Appel de Montpellier,

» Vu...

» Vu que depuis octobre 1934, Mme DE SAPORTA et Mlle MERCIER exercent les fonctions d'assistantes sociales auprès des juridictions montpelliéraines et des cabinets d'instruction et qu'il y a intérêt à régler leur statut d'une façon précise.

» Les habilite auprès de la Cour d'Appel de Montpellier, du Tribunal de première instance et des Juges d'instruction de Montpellier, à l'effet d'y assurer leur service d'assistantes sociales plus particulièrement au regard de l'enfance coupable et moralement abandonnée.

» Maintiens à leur disposition les locaux du Palais de Justice où leur service est installé. »

cours aux tribunaux pour enfants et opèrent en liaison avec les services médicaux.

Les assistantes munies du diplôme d'Etat de Service social ont une technique et une valeur professionnelle éprouvées et apportent à la cause de l'enfance un inlassable dévouement.

De plus en plus d'ailleurs, l'enquête pourra être confiée à des femmes, car si l'enquête sur une jeune fille peut être difficilement confiée à un homme, il n'y a guère d'inconvénient à ce que des femmes fassent les enquêtes sur des jeunes garçons.

D'autre part, si on ne doit pas dédaigner le concours des bénévoles qui se sont intéressés durant toute leur carrière à l'enfance coupable, leur nombre est par trop restreint. Il nous paraît donc souhaitable qu'une loi vienne consacrer la pratique et charge légalement les assistantes sociales des enquêtes familiales et sociales en en faisant des rapporteurs professionnels. Nous avons vu la multiplicité des qualités et des connaissances nécessaires au rapporteur. Aussi, nous semble-t-il qu'on ne peut pas s'improviser rapporteur parce qu'on a des loisirs ou un certain désir de philanthropie. Le rapporteur doit avoir une formation technique composée d'abord de connaissances médicales; il doit avoir aussi des notions très sérieuses de pédagogie et de psychologie enfantines (1).

(1) Le « Brevet de capacité professionnelle de Service social » offre à ce sujet toutes garanties. C'est un diplôme d'Etat qui exige des connaissances étendues. Pour l'obtenir il faut :

I. — Deux années de scolarité dans une « Ecole de Service social ».

(Suite page 90)

Des stages dans les écoles de normaux et d'anormaux les mettraient devant les cas qu'ils auront à analyser dans leur carrière et leur donneront une idée de la complexité de l'âme de l'enfant aussi facilement séduite par le bien que par le mal.

N'oublions pas les connaissances juridiques non moins utiles : lois sur l'enfance criminelle, lois sur la famille, éléments de procédure pénale, les lois et circulaires qui règlement la fonction de rapporteur.

La nécessité d'avoir des rapporteurs professionnels est aujourd'hui universellement admise. C'est ce qu'ex-

II. Premier examen, un écrit :

a) Un mémoire (25 à 30 pages), deux mois de rédaction, trois sujets au choix, commentaires oraux ;

b) Composition écrite : choix trois sujets.

Un oral :

a) Le cadre de la vie sociale ;

b) La vie économique, ses troubles ;

c) La vie physique et ses troubles ;

d) La vie mentale et morale et ses troubles ;

e) Le service social et son fonctionnement.

III. — Période probatoire : deux ans.

IV. — Deuxième examen : mémoire et commentaires oraux sur cette période probatoire.

L'âge d'admission dans les écoles de Service social est de 19 à 38 ans.

Il y a :

6 écoles à Paris ;

1 école à Lyon ;

1 école à Strasbourg ;

1 école à Lille.

prime la proposition votée par la 4^e Section du X^e Congrès pénal et pénitentiaire (Prague, 25 au 30 août 1930).

« Un examen minutieux devra être fait des antécédents, du milieu social et du caractère de l'enfant, en vue d'éclairer le tribunal sur les mesures qu'il y a lieu de lui appliquer, examen au cours duquel il doit être recouru aussi largement que possible au concours d'experts en pédagogie et psychiâtrie et à l'assistance d'un service social.

» Les services auxiliaires auprès du tribunal pour enfants doivent être confiés à des personnes ayant subi une préparation technique particulière et se consacrant d'une façon permanente à cette tâche.

» Le concours des personnes bénévoles est hautement souhaitable; il appelle toutefois la direction des éléments professionnels » (1).

Un système mixte pourrait être organisé, dans lequel les bénévoles se formeraient sous la direction des rapporteurs plus anciens et des professionnels, les cas les plus difficiles étant réservés à ces derniers. L'assistance aux audiences, le contact fréquent avec le juge d'instruction familiariseraient le futur rapporteur avec ses fonctions. Ils pourraient se réunir en des conférences où chacun exposerait les cas intéressants qu'il aurait rencontrés et où les « bénévoles » recevraient des conseils avant d'entrer en fonctions. Il serait bon que le rapporteur prêtât serment entre les mains du juge d'instruction de ne pas révéler les secrets qu'ils pour-

(1) *R. pén.*, 1921, p. 21 et 58.

ront être amenés à connaître dans l'accomplissement de leur mission.

L'enquête sociale (et l'enquête médicale qu'on peut séparer difficilement) devrait être obligatoire et étendue aux mineurs de 13 à 18 ans. Les rapporteurs professionnels toucheraient un traitement qui leur permettrait de vivre convenablement et les mettrait à l'entière disposition du tribunal.

Aujourd'hui, le rapporteur touche une très faible indemnité (1), et, trop souvent, les frais nécessités par l'enquête sont à peine convertis et aucun compte n'est tenu du travail personnel du rapporteur. Comment, dans ces conditions, le juge d'instruction peut-il exiger un travail régulier d'un rapporteur bénévole? En fait, le « bénévole » est plus ou moins soustrait à l'autorité du magistrat.

Il nous semble que dans une enquête sociale rendue obligatoire et légalement étendue aux mineurs de 18 ans, des rapporteurs professionnels, dotés d'une solide formation technique, encadrant et soutenant les rapporteurs bénévoles, unissant ainsi la charité privée à l'assistance officielle avec une admirable souplesse, tous les espoirs soient permis.

(1) 20 francs par enquête et une indemnité pour frais de déplacement, qui ne peut être supérieure à celle allouée aux juges de paix par le D. du 1^{er} mai 1924.

DEUXIÈME PARTIE

Devant le Tribunal

Chapitre unique

L'enfant comparaît devant ses juges

Une fois l'instruction terminée, il s'agit de juger le jeune inculpé, c'est-à-dire de prendre à son égard la mesure qui paraît le mieux lui convenir.

Tout récemment encore, l'enfant était jugé par la même machine judiciaire que l'adulte, avec la même procédure, les mêmes pénalités. Le Code pénal de 1810 tenait sans doute compte de l'inconscience du jeune délinquant et permettait au juge d'adoucir la peine ou même de la remplacer par l'envoi dans une maison de correction. Mais l'enfant n'en était pas moins mis en prison préventive, conduit devant le juge d'instruction, déféré au tribunal correctionnel et soumis à un débat public. Or, il n'est pas un de ces actes qui ne présente pour lui, au point de vue de sa moralité et de son avenir, les plus graves inconvénients.

L'idée d'une réforme se fit bientôt jour devant le nombre de plus en plus inquiétant des enfants traduits en justice.

« Pallier aux dangers nombreux qui résultent pour l'enfant de sa comparution à la suite d'un délit souvent

peu grave, mais socialement punissable devant les juridictions de droit commun; le prémunir autant que possible contre le contact des criminels adultes; l'arracher à l'atmosphère malsaine et délitère des audiences publiques; former les juges compétents, des spécialistes de l'enfance; donner au traitement des jeunes délinquants un caractère nettement éducateur et non point stérilement pénal; les sauver des conséquences irréparables de leur première faute; les empêcher par une éducation sérieuse et appropriée de devenir une charge pour la société, une menace constante pour la sécurité publique; les transformer en un mot en honnêtes et utiles citoyens: programme immense et d'une portée sociale considérable » (1).

Et les tribunaux spéciaux correspondent exactement dans leur conception et par leur méthode à ces desiderata.

Section I

L'organisation actuelle

Connus aux Etats-Unis depuis 1899, sous le nom de « Juvenile Courts », les tribunaux pour enfants ont rapidement franchi l'Atlantique et conquis le monde civilisé. Ce mouvement a abouti, en France, à la loi du 22 juillet 1912.

(1) KLEINE: Les Tribunaux pour enfants en Allemagne.

Cette loi est à la fois hardie dans les principes qu'elle pose et timide dans ses réalisations. En effet, tout en déclarant nécessaire la spécialisation des magistrats de l'enfance, elle ne va pas jusqu'à la conclusion logique de son affirmation et réalise une réforme, ainsi que nous allons le voir, sur le papier plutôt que dans les faits.

La timidité du législateur provient du désir d'aller vite et de ne pas engager des dépenses nouvelles; elle tient surtout à l'existence d'un préjugé tenace contre les tribunaux spécialisés qui font craindre à certains une renaissance des privilèges de juridiction.

§ 1. — LA LOI DE 1912

Cette loi décide que les magistrats appelés à s'occuper des affaires concernant les mineurs soit comme juge d'instruction, soit comme membres de la Chambre du Conseil du Tribunal civil, soit comme membres de la Chambre correctionnelle siégeant comme tribunal pour enfants et adolescents, seront spécialement désignés à cet effet; ces dispositions ont été complétées par une circulaire du 16 mai 1934 qui a créé les juges délégués à l'enfance. Mais nulle part on ne parle de spécialisation des magistrats du Parquet.

A. — JUGE D'INSTRUCTION

« Dans les tribunaux où il existe plusieurs juges d'instruction, un ou plusieurs de ces magistrats, désignés par le Premier Président sur la proposition du Procureur général, seront chargés spécialement de

l'instruction des inculpations dont sont l'objet les mineurs de 18 ans » (1).

B. — CHAMBRE DU CONSEIL

Les mineurs de 13 ans ne sont pas déférés aux tribunaux répressifs, mais au Tribunal civil (2) ou à la Cour d'Appel (3) ces deux juridictions statuant en Chambre du Conseil. Dans les tribunaux où existent plusieurs chambres, le Président, et dans les cours, le Premier Président, désignent celle qui statuera sur les affaires relatives aux mineurs de 13 ans. En pratique, la chambre siégeant en Chambre du Conseil pour les mineurs de 13 ans, est celle qui se forme en tribunal pour enfants et adolescents.

C. — TRIBUNAL POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS

C'est le Tribunal civil de première instance qui se forme en tribunal pour enfants et adolescents (4), pour juger, dans une audience spéciale, les mineurs de 13 à 16 ans, auxquels sont imputés des crimes ou des délits, et les mineurs de 16 à 18 ans, qui ne sont inculpés que de délits. Au Tribunal de la Seine et dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, le tribunal pour enfants et adolescents, forme une chambre spéciale.

(1) Loi 1912, art. 17.

(2) Loi 1912, art. 1.

(3) Loi 1912, art. 9.

(4) Loi 1912, art. 18.

Les appels sont jugés par la Cour dans une audience spéciale et dans les mêmes conditions que devant les premiers juges.

Il est à remarquer que les magistrats désignés pour composer le tribunal pour enfants et adolescents peuvent faire partie d'autres chambres.

D. — JUGE DELEGUE A L'ENFANCE

Le Garde des Sceaux, par sa circulaire du 16 mai 1936, a recommandé de désigner dans chaque tribunal et dans chaque cour d'appel, un magistrat spécialisé chargé de veiller à la protection de l'enfance coupable et moralement abandonnée.

« Il appartient aux juges spécialisés de faire acte d'autorité chaque fois que leur action peut utilement s'exercer. Qu'on ne vienne pas m'objecter qu'ils sont désarmés, faute d'un texte de loi. En procédant avec tact, ce qui n'exclut pas la fermeté, les abus d'autorité ne me semblent pas à redouter.

» J'appelle spécialement votre attention sur le rôle des conseillers délégués près de chaque cour d'appel. Leur action doit notamment parer aux difficultés provoquées par les mutations dans le personnel des tribunaux, où toute œuvre heureusement commencée, risque de ne pas être poursuivie : il importe donc qu'ils procèdent à la coordination des efforts dans leur ressort en envisageant une véritable fédération des services ; l'impulsion qui en résultera sera nécessairement plus efficace que des efforts individuels dispersés. D'ailleurs, le rattachement de certains tribunaux à un centre plus important va permettre d'y trouver plus de ressources.

» Il appartient au conseiller délégué de réunir les magistrats spécialisés pour être régulièrement informé de leurs diligences et réaliser une certaine unité dans le service. Cette réunion pourrait coïncider avec une séance solennelle du Comité de défense des enfants traduits en justice ou d'une société de patronage où seraient discutées et mises au point les questions les plus importantes, notamment l'établissement d'un sous-comité ou, tout au moins, la désignation d'un délégué du Comité central près de chaque tribunal. Il y a, d'autre part, grand intérêt à ce que le conseiller délégué soit en rapports avec les juges de paix, les avocats, les membres de l'enseignement et les personnes charitables qui offriront un concours particulièrement actif et dévoué.

» De leur côté, les juges spécialisés devront saisir et au besoin provoquer les occasions pour faire connaître à ces collaborateurs bénévoles de la justice, quel rôle leur est dévolu et comment ils pourront le remplir. » (1).

§ 2. — APPLICATION PRATIQUE DE LA LOI

Du juge du tribunal pour enfants, dépend en somme toute la vie d'un mineur. Selon la décision prise, l'enfant sera plus tard un honnête homme ou, de déchéance en déchéance, sera irrémédiablement classé en marge de la société.

Cette fonction exige donc d'un magistrat des qualités tout à fait particulières; il devra être « enthousiaste et résolu, sachant distinguer dans ce troupeau

(1) Circ. Garde des Sceaux, 16 mai 1934 (*J. O.* 18 mai).
L. N. 1934, 3^e partie, p. 510.

d'agneaux maladifs, les voleurs incorrigibles, les jeunes criminels dont on ne peut rien attendre que le crime » (1).

Il aura avant tout une mission de sélection, de choix entre les enfants définitivement tarés et ceux susceptibles d'amendement.

Il devra, selon un mot célèbre, travailler à « bâtir des caractères ».

Le juge des enfants ne doit pas seulement être celui qui rend une sentence, il doit être bien plus : presque un tuteur, qui est appelé à avoir une influence et une action continuées sur le jeune délinquant. Pour cela, il faut qu'il arrive à bien connaître les enfants, et c'est par une grande habitude de la jeunesse délinquante qu'il y parviendra. Pour mener à bien cette lourde tâche de l'amendement du coupable qui se réalisera par des moyens d'éducation et souvent de rééducation, il faut un homme doué d'une intelligence ferme et patiente et surtout pouvant la consacrer entièrement à cette œuvre.

L'action du juge doit être paternelle. Un juge américain, M. Thutill dit : « Je me suis toujours efforcé d'agir dans chaque cas comme si c'eût été mon propre fils qui comparût devant moi dans la chambre de ma bibliothèque, pour répondre de certains méfaits » (2).

Or, que ce passe-t-il en fait ?

En province, il n'y a pas de tribunal pour enfants proprement dit. Le président de la Chambre correc-

(1) GRIFFE: Les Tribunaux pour enfants.

(2) Frèrejouan DU SAINT : Mise en liberté surveillée. Rapport au VII^e Congrès national de Patronage des libérés. Toulouse, 1907.

tionnelle siège, assisté de ses deux assesseurs. Il juge les affaires courantes : vols, coups et blessures. Quand le tour d'un mineur inscrit au rôle est arrivé, le président fait évacuer la salle et le tribunal correctionnel est transformé en tribunal pour enfants.

Il y a un interrogatoire, des dépositions de témoins, des plaidoiries d'avocats, exactement comme pour les adultes. Au moment de la lecture du jugement, le président fait ouvrir les portes afin de donner la publicité nécessaire à sa décision. Le public rentre, et le tribunal pour enfants redevient le tribunal correctionnel ordinaire.

Sommes-nous dans le véritable esprit de la loi de 1912? Comment le juge pourra-t-il, dans l'espace de quelques minutes, changer de personnalité et oublier qu'il ne doit plus chercher à punir un homme fait? Ne sera-t-il pas tenté de comparer intérieurement le coupable qu'il vient de juger avec le coupable futur qu'il peut pressentir dans le jeune adolescent qu'on conduit devant lui?

Enfin, le magistrat sera-t-il dans les dispositions l'inclinant à comprendre toute la détresse, la misère, l'insouciance de parents indignes qui ont fait d'un gamin un petit voleur? Le magistrat chargé de juger l'enfant, ne peut voir que ce qui se présente à ses yeux : enfant qui crâne ou à l'air débordant de remords : est-ce la vraie nature de l'enfant? Le juge qui n'a pas l'habitude des enfants ne peut pas s'en rendre compte. Ce ne sont certes pas les magistrats qui sont responsables de cet état de choses. C'est au contraire le très grand honneur de la magistrature française que d'avoir des présidents de tribunaux pour enfants souvent pressés

et même bousculés pour évacuer un rôle particulièrement chargé, qui se penchent vers un mineur et lui consacrent quelques instants d'un temps précieux pour essayer de pénétrer son état d'âme et de prendre une décision qui lui sera vraiment utile.

Cependant, à Paris où les cas de mineurs délinquants sont nombreux, on a poussé plus loin la spécialisation : le tribunal pour enfants siège dans une salle spéciale, c'est la 15^e Chambre.

Il faut noter cet essai de spécialisation de la salle d'audience accompagné d'une spécialisation des magistrats qui y siègent, car le juge du tribunal pour enfants peut obtenir de rester plusieurs années à la tête de cette organisation. Malheureusement, lorsque son tour d'avancement arrive, il doit abandonner la tâche à laquelle il s'était consacré et où il avait acquis une grande expérience. La réglementation actuelle est regrettable lorsqu'elle oblige un juge qui a droit à un avancement à abandonner la tâche de juge des enfants à laquelle il s'était consacré depuis de nombreuses années.

En ce qui concerne les juges d'instruction et les magistrats du Parquet, le système de roulement annuel empêche toute spécialisation efficace.

Le juge délégué à l'enfance n'a, en fait, pas suffisamment de temps pour s'occuper des questions, car il a le travail d'un magistrat ordinaire (audience, enquête, etc.) et peut avoir reçu en même temps d'autres délégations que celle de l'enfance délinquante. D'ailleurs, ses attributions sont très peu précises et il lui est difficile de s'immiscer dans les attributions du parquet, de l'instruction ou du tribunal pour enfants.

§ 3. — AMELIORATIONS POSSIBLES DANS LE CADRE DE LA LOI DE 1912

Si la loi de 1912 a totalement omis de parler de la spécialisation des magistrats du Parquet, il n'est pas impossible de réaliser des progrès d'organisation pratique dans le cadre de la législation actuelle. Un remarquable exemple de spécialisation et de centralisation nous est fourni par le Parquet de Marseille, grâce à l'heureuse initiative de M. Dargent, substitut du Procureur de la République.

Depuis le 1^{er} janvier 1935, le Service de la Protection de l'Enfance est organisé au Parquet de Marseille de la façon suivante :

Le substitut délégué reçoit tous les procès-verbaux, plaintes et dénonciations ou requêtes relatifs à des faits concernant des mineurs ; il les règle et les suit personnellement jusqu'à solution définitive.

I. *En matière pénale*, ce magistrat est saisi de toutes les infractions imputables à des mineurs de 18 ans, seuls ou avec des majeurs ; de tous les crimes et délits commis au préjudice des mineurs de 21 ans (privation de soins et d'aliments, violences à enfants, excitation de mineurs à la débauche, non représentation d'enfants, abandons de famille, etc...).

Il occupe le siège du Ministère public aux audiences du Tribunal pour enfants.

II. *En matière civile*, le substitut délégué examine, instruit et vise toutes les requêtes concernant des mineurs de 21 ans (déchéance de puissance paternelle, droit de correction paternelle, tutelles, requêtes en di-

vorcée quand il existe des enfants) en vue de l'application éventuelle de l'article 302 du Code civil. Il siège à la Chambre du Conseil du Tribunal civil.

III. *En matière administrative*, le service des mineurs du Parquet coordonne les efforts de toutes les associations qui ont pour but la protection des enfants en danger moral ou physique et des enfants traduits en justice. Il est en rapports constants avec les autorités administratives intéressées : Assistance publique, Enseignement, Services départementaux de l'Hygiène et de l'Orientation professionnelle. Il surveille les établissements qui reçoivent des mineurs par application de la loi de 1912 : il vérifie et vise les mémoires de frais que présentent ces établissements.

Toutes les affaires pénales ou civiles concernant des mineurs, tous les cas de danger moral signalés, font l'objet d'enquêtes officielles très complètes, qui sont confiées aux auxiliaires habituels du Parquet pour la partie judiciaire et, pour la partie sociale, soit aux services d'infirmières visiteuses, soit aux services de l'Assistance publique. Ces enquêtes sont complétées en cas de besoin par des examens médicaux et d'orientation professionnelle.

Enfin, dans des cas particulièrement délicats (organisation de la vie d'un enfant adultérin, reconnaissance difficile à obtenir d'un enfant naturel, parents méconnaissant de bonne foi l'intérêt réel de leur enfant, etc.), le substitut convoque les intéressés dans son cabinet et s'efforce, par persuasion ou par autorité, mais avec toute la discrétion nécessaire d'aboutir à des solutions satisfaisantes.

Mais une telle organisation n'est possible que dans un tribunal important comme celui de Marseille où un substitut peut se consacrer entièrement aux enfants délinquants sans que le service général du Parquet ait à en souffrir.

Toutefois, nous pensons qu'il serait possible dans tous les tribunaux, de concentrer entre les mains de l'un des magistrats du Parquet, toutes les affaires concernant les enfants, sans qu'il en résulte un grand bouleversement des services.

Section II

Réformes souhaitables

L'organisation française actuelle est marquée par la dispersion des efforts et le défaut de concentration en de mêmes mains de toutes les questions touchant aux mineurs.

Chaque délit d'enfant pose, en effet, un problème singulièrement complexe qu'un magistrat d'une grande expérience et possédant des aptitudes professionnelles particulières peut seul résoudre. Selon les belles paroles de M. le conseiller de Casabianca, « rien n'est plus complexe à définir qu'une âme en formation dont les éléments ne sont pas encore nettement accusés ».

Pour se faire une idée de la mission du juge, il faut se le représenter comme ayant à soigner un mal moral et appliquer une sorte de traitement médical. Or, ce

rôle de médecin traitant est impossible à réaliser sans un magistrat permanent et spécialiste.

De plus, ce magistrat spécialisé ne suffirait pas si tous les inconvénients de la justice de droit commun, et particulièrement sa solennité, continuent à subsister avec tous leurs dangers.

La comparution devant la juridiction de droit commun, même avec les atténuations apportées par la loi de 1912, peut être en effet justement considérée comme une des principales causes d'augmentation de la criminalité juvénile et comme le vice essentiel du système répressif actuel.

Cependant, si la plupart des auteurs s'accordent pour repousser ici la compétence des tribunaux ordinaires, ils ne s'entendent plus guère sur la juridiction à laquelle celle-ci devrait être transmise.

Le X^e Congrès pénal et pénitentiaire a posé les principes suivants :

« L'autorité appelée à connaître des infractions commises par les enfants, exercée non par des organes judiciaires, doit être différente de celle qui juge les adultes et confiée à des personnes qualifiées par leur connaissance des enfants et s'inspirant de l'idée de protection » (1).

A notre connaissance, cinq autorités différentes ont été jusqu'ici proposées pour décider des mesures à prendre à l'égard des jeunes délinquants.

(1) X^e Congrès international pénal et pénitentiaire, Prague, 1930.

1. L'AUTORITÉ JUDICIAIRE MODIFIÉE

C'est le système adopté par la France sous la forme de la Chambre du Conseil pour les mineurs de 13 ans et du Tribunal pour enfants et adolescents pour les mineurs de plus de 13 ans.

Ce système présente des avantages considérables. Tout d'abord, au point de vue social, le plus gros avantage est, sans contredit, le respect complet de la liberté de l'enfant; il est en effet contraire aux principes fondamentaux de notre Droit de priver un citoyen, fût-il un enfant, de sa liberté, sans avoir comparu devant les juges. Le pouvoir judiciaire dispose de moyens d'investigation puissants et efficaces; il est d'autre part mieux placé que toute autre autorité pour éviter les erreurs qui, en pareil cas, pourraient être fatales. Enfin, une infraction à la loi pénale ne peut être appréciée et jugée que par une autorité judiciaire; elle présente d'ailleurs toute garantie nécessaire et évite tout soupçon d'arbitraire possible.

Cette conception n'est, à notre avis, qu'une demi-mesure sans grande portée. Elle ne peut, en définitive, se recommander que par la facilité de sa réalisation, car tous les rouages nécessaires à son fonctionnement existent déjà. Mais elle ne crée pas une magistrature vraiment spécialisée et ne centralise pas efficacement les affaires touchant aux mineurs délinquants.

Quant au principe même de l'intervention judiciaire en matière de jugement de l'enfance criminelle, nous pensons qu'il est préférable à tout autre. Il y a seulement des limites à poser à cette intervention et il faut

chercher le meilleur moyen de l'organiser. Mais, pour cela, on doit marcher franchement dans une voie nouvelle et créer une juridiction entièrement spécialisée.

Toutefois, avant de proposer cette solution, nous devons examiner divers autres systèmes.

2. — L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE

Puisqu'il ne peut être question de prononcer une véritable peine contre un mineur, a-t-on dit, il est inutile de faire intervenir le pouvoir judiciaire: l'autorité administrative suffit. Le pouvoir administratif est naturellement désigné pour décider de la mesure dont il doit surveiller l'exécution. Son intervention évite les conséquences déplorables de la mise en accusation de l'enfant devant les tribunaux avec leur solennité bonne pour les délinquants adultes et non pour des enfants.

Mais les inconvénients sont ici fort graves et dépassent de loin les avantages. Le principal, et celui qui les résume tous, est la possibilité de l'arbitraire. L'autorité administrative ne paraît pas, en effet, offrir par elle-même toutes les garanties désirables du respect qu'exige la liberté individuelle de l'enfant. D'autre part, on peut se demander si le pouvoir administratif est toujours bien à même de discerner à bon escient les mesures nécessaires à l'enfant; après tout, ce n'est point là son rôle.

Que l'on appelle la décision à prendre peine ou peine éducative ou éducation appropriée, il s'agit presque toujours d'une restriction à la liberté; or, en France, nul ne peut être privé de sa liberté sans une intervention du magistrat.

Les décisions de l'Administration auraient de grandes chances de ne pas jouir de l'autorité nécessaire et de soulever souvent des protestations.

3. SYSTÈME MIXTE

Ce système peut être ainsi résumé (1) : « Il appartient à l'autorité judiciaire de décider si l'enfant sera remis à la tutelle administrative. Le choix du régime et, s'il y a lieu, le changement à y apporter appartiendront à l'autorité chargée de l'éducation de l'enfant ».

Cette thèse est soutenue fort brillamment par M. A. Mossé, inspecteur général des Services administratifs (2) :

« Aux magistrats le soin de se prononcer sur la matérialité des faits, la culpabilité de leur auteur et les conséquences dommageables de l'action criminelle ou délinquante; ensuite, l'enfant reconnu et proclamé coupable, ce pourrait être à l'autorité administrative (autorité exercée ou conseillée par des pédagogues et au besoin associée seulement aux tribunaux, sans envisager qu'elle les supplée entièrement), qu'il appartiendrait de se prononcer sur les mesures d'éducation ou de traitement dont les enfants leur paraîtraient tributaires ».

Le rôle attribué ici à l'autorité judiciaire est, on le voit, considérable. C'est, en effet, au juge qu'il appar-

(1) Résolution du III^e Congrès international pénal et pénitentiaire, 1895.

(2) *R. pén.*, 1932, p. 57.

tiendra d'apprécier le délit et l'opportunité des mesures à prendre à l'égard du jeune délinquant.

L'autorité administrative, de son côté, a des pouvoirs très étendus. Le principe d'une mesure à prendre étant adopté par les magistrats, l'Administration déterminera à son gré s'il y a lieu d'interner l'enfant ou de le confier à une famille, et décidera de la durée de la mesure prise.

Il nous semble que cette méthode, loin d'atténuer les inconvénients pratiques des deux systèmes extrêmes, ne fait que les additionner; elle mérite donc à la fois les reproches adressés à l'autorité judiciaire modifiée et à l'autorité administrative. Enfin, elle a contre elle d'être trop compliquée pour se prêter à un fonctionnement facile en pratique.

4. CONSEILS DE PROTECTION DE L'ENFANCE

L'attribution de la compétence à l'autorité tutélaire en matière de criminalité infantile, se trouve réalisée dans les trois pays scandinaves: Danemark, Norvège; Suède (1).

Ces conseils sont composés de membres dont le nombre est très variable: pour le Danemark, il peut

(1) S. D. N. Conseils de protection de l'enfance (Danemark, Norvège, Suède).

varier de trois à treize. Il est ordinairement de six à sept. Ces personnes sont choisies dans des milieux très divers : ministres du culte, magistrats locaux ou membres de l'administration communale, instituteurs et, plus généralement, personnes dévouées à l'enfance. Ces conseils ne prononcent pas de jugements proprement dits, mais prennent des mesures d'éducation et d'assistance, avec l'admission à l'audience des personnes seules ayant qualité de s'occuper des mineurs.

Ce système appelle de nombreuses critiques. On comprend mal, tout d'abord, une mission de judicature confiée à des volontaires vis-à-vis desquels il est impossible de se montrer exigeant. On le comprend d'autant moins que le critère de toute œuvre d'éducation et de réforme doit être l'observation et l'esprit de suite. L'art de juger ne s'improvise pas. Il faut pour cela une préparation scientifique et une pratique journalière qui, seules, donnent la sécurité aux justiciables.

Enfin, cette procédure est forcément solennelle et publique. C'est un organisme trop lourd et trop compliqué pour conserver le caractère de la juridiction paternelle et gagner la confiance indispensable de l'enfant.

5. LA MAGISTRATURE SPÉCIALE

Après avoir passé en revue les principales solutions proposées pour juger les enfants délinquants, un dernier groupe de propositions nous reste à examiner. Elles tendent à une transformation radicale de toute l'organisation actuelle concernant l'enfance et à son remplacement par un appareil judiciaire nouveau, absolument

indépendant de celui des adultes et seul compétent en matière de criminalité infantile (1).

Nous allons examiner tout d'abord le principe même du juge spécialisé, ensuite l'application du principe : juge unique ou collègue ?

1. *Spécialisation du juge*

On ne s'improvise pas bon juge en une telle matière. « La connaissance approfondie des problèmes moraux, sociaux, juridiques à résoudre, des ressources qu'offrent les œuvres, les services sociaux, les établissements d'Etat ne peut s'acquérir que progressivement » (2).

Le juge spécialisé acquerrait au contact permanent des enfants une compétence particulière, une connaissance plus approfondie de leur psychologie ainsi qu'une notion plus avertie des dangers de la misère dans les milieux pauvres et surpeuplés. Partant, sa justice se ferait plus lumineuse, plus humaine, plus vraie. « Ce serait une sorte d'apostolat social qui permettrait au juge d'acquérir en même temps un sens plus précis de la valeur des diverses sanctions dont il dispose et d'en

(1) Le soin d'élaborer le projet de réorganisation des tribunaux pour enfants a été confié à une Commission ainsi composée : MM. LAGARDE, conseiller à la Cour de Cassation, GIRARD, BRACK, BROUCHOT et ANDRIEU, directeurs au Ministère de la Justice, PEYRE, vice-président à la Cour d'Appel; RIBEYRE, procureur de la République adjoint; MÉDAN, substitut au Tribunal pour enfants; CHAUVEAU, sous-chef de bureau à l'Administration pénitentiaire. — *Gazette du Palais*, 23 avril 1937.

(2) CAMPINCHI. Proposition de résolution. Exposé des motifs.

user plus judicieusement à l'égard des jeunes délinquants » (1).

C'est M. Baffos, ancien président du Tribunal pour enfants à la Seine, qui déclare: « La nécessité de suivre les affaires, les cas, pendant de longs mois, de s'initier aux difficultés techniques soulevées à chaque instant demande une longue formation professionnelle » (2).

Déjà on admet que les magistrats du tribunal pour enfants échappent à la règle du roulement annuel et peuvent appartenir à des chambres différentes. Mais cela ne suffit pas. « Il faut, en outre, que, spécialisés en fait, ils puissent bénéficier de l'avancement sur place et qu'ils n'aient pas à souffrir dans leur carrière pour s'être consacrés à une mission éminemment sociale. C'est pourtant le résultat regrettable auquel nous conduisent les pratiques actuelles. Dans plusieurs pays étrangers, la Belgique, l'Italie notamment, les magistrats pour enfants peuvent bénéficier de l'avancement sur place et avoir rang de conseiller à la Cour » (3).

En France, il pourrait en être ainsi de façon que le légitime souci de l'avancement ne vienne pas contrarier le zèle des magistrats.

(1) NAST et KLEINE: Code manuel des tribunaux pour enfants.

(2) Rapport de M. BAFFOS, président du T. E. A. de la Seine, août 1934, p. 30.

(3) CAMPINCHI. Proposition^e de résolution. Exposé des motifs.

Cette spécialisation peut se faire par une longue pratique du tribunal pour enfants et leur seul effort personnel a haussé certains de nos juges au premier rang des experts en matière de délinquance juvénile. Cependant, ne pourrait-on donner aux magistrats qui se destinent à la protection de l'enfance, une formation théorique que compléterait ainsi plus sûrement l'expérience pratique? La Belgique a créé des tribunaux pour enfants à la même époque que nous en 1912, mais elle a organisé en même temps un enseignement (facultatif d'ailleurs) introductif à la carrière de magistrat du tribunal pour enfants. A l'Ecole de criminologie et de police scientifique à Bruxelles, à l'Ecole des Sciences criminelles de Louvain, on étudie les sciences criminelles, la psychologie, la psychiâtrie, l'anthropologie et la sociologie criminelles et l'étude scientifique des enfants délinquants.

On pourrait y ajouter des leçons pratiques de clinique criminelle, à l'aide de visites dans les divers établissements de correction et d'éducation (1).

2. *Juge unique ou collège?*

Nous avons deux principaux systèmes en présence :

a) Le système collégial et ses variétés : le système français, un collège de trois magistrats ; le système

(1) C'est l'opinion soutenue plus généralement pour la spécialisation de la magistrature criminelle par les partisans de l'école positiviste italienne. V. dans ce sens : FERRY : Sociologie criminelle ; GAROFALO : Criminologie ; rapports de M. Roux, *Rev. pén.*, 1911.

italien: deux magistrats et un expert, et enfin le collège d'un juriste et deux experts.

b) Le système du juge unique, qui lui aussi peut se comprendre de diverses façons: un juge de carrière remplissant à lui seul les fonctions de magistrat du siège, du parquet et de l'instruction; un juge de métier, mais faisant seulement fonction de magistrat du siège. Le juge unique spécialisé existe en Pologne, Yougoslavie, Hollande, Belgique et les pays anglo saxons (Angleterre, U. S. A.) ou d'influence anglo-saxonne (Canada) et donne d'excellents résultats.

Le système du collège est celui qui a prévalu en France.

Lors de la discussion de la loi de 1912, le principe de la pluralité des juges et du juge unique a été longuement débattu. Finalement, c'est le système collégial qui a triomphé car l'internement dans une colonie pénitentiaire pouvait passer, à juste titre, pour une mesure répressive. On a institué le système collégial pour sauvegarder par la réflexion de plusieurs magistrats expérimentés, l'honneur et la liberté des citoyens. Or, aujourd'hui, l'internement des enfants délinquants a un but éducatif plutôt que répressif et il nous semble que l'honneur et les droits du mineur (1) ne sont pas discutés et qu'une telle décision peut fort bien être prise par un magistrat unique apte à décider avec compétence la

(1) Les partisans du juge unique préconisant généralement en même temps la sentence indéterminée permettant l'élargissement du mineur soit par l'autorité administrative, soit par le juge lui-même, en cas d'amendement, la grande responsabilité assumée par ce magistrat est diminuée considérablement.

mesure la plus propre à relever efficacement la moralité de l'enfant. Les défenseurs du juge unique affirment qu'il est le véritable juge des enfants, car il deviendra le protecteur naturel de l'enfant, pouvant l'interroger sur un ton affectueux et capter sa confiance, ce qui semble impossible dans un tribunal plus solennel. En effet, l'enfant sera toujours impressionné par le tribunal collégial qui lui présentera un aspect particulièrement sévère de la justice et cependant on ne veut pas le considérer comme un coupable ordinaire et on voudrait lui éviter la sensation pénible que ressent l'inculpé qui s'assied au banc d'infamie. Il faut que le juge puisse avoir une action personnelle sur le mineur ; or, cette sympathie ne s'établira pas entre un groupe et l'enfant qui se repliera sur lui-même et ne dira pas la vérité. Enfin, le magistrat doit faire une œuvre d'éducation d'une longue haleine et seul le juge unique peut assurer le double caractère de permanence et de spécialité que doit présenter la juridiction nouvelle, tandis que la composition d'un tribunal collégial est sans cesse appelée à varier.

C'est cependant la thèse du juge de métier spécialisé assisté de personnalités chez lesquelles la culture proprement juridique fait place à un fonds d'expérience pédagogique, qui semble devoir s'imposer dans la majorité des pays civilisés. Comment et dans quels milieux seraient choisis le ou les assesseurs ?

Le choix pourrait porter, selon le vœu du Congrès de Prague, sur des médecins, des pédagogues, des assistants sociaux. La résolution votée à l'issue de ce même Congrès ajoute que « la collaboration des femmes, soit

comme juges, soit comme assesseurs est à recommander dans la plus large mesure ».

En France, une proposition de loi a été déposée par M. Delattre, député des Ardennes, pour demander l'accès des femmes au poste de juge assesseur dans le tribunal pour enfants. En Suisse, une femme fut élue en 1935, juge à la Chambre pénale de l'Enfance avec une grosse majorité et cette expérience semble devoir donner des résultats satisfaisants. De même, en Pologne, une femme est juge au Tribunal pour enfants de Varsovie.

En Italie, les fonctions de juge assesseur au Tribunal pour enfants sont confiées à des citoyens s'occupant depuis longtemps d'assistance sociale et experts en matière de biologie, de psychiâtrie, d'anthropologie criminelle, de pédagogie.

La création italienne doit retenir particulièrement notre attention car c'est à notre connaissance, le seul pays qui ait vraiment réalisé à fond à la fois la spécialisation totale de la magistrature et la concentration en un seul bloc des institutions pour les enfants délinquants.

Il y a un tribunal pour enfants par siège de Cour d'Appel ou de section de Cour d'Appel. Ce qui représente vingt-quatre tribunaux pour mineurs.

Ce tribunal est composé d'un conseiller de Cour d'Appel, qui le préside, d'un juge et d'un citoyen, choisi, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Ces tiers titulaires ou suppléants, que l'on appelle aussi « des experts », des laïcs, sont nommés par décret pour trois ans. Ils prêtent serment, revêtent la toge et prennent le titre de juge au tribunal pour mineurs.

Leurs fonctions sont gratuites et renouvelables. Leurs noms sont ceux des plus hautes personnalités dans tous les domaines qui ont tenu à honneur de donner leur aide à la magistrature régulière pour juger les enfants. A Rome, ce sont trois professeurs de faculté. La juridiction d'appel est une section de la Cour d'Appel, désignée chaque année et composée d'un président de section, de conseillers et d'une personne nommée comme pour le tribunal de première instance.

Il n'y a pas de juge d'instruction dans ces tribunaux pour mineurs. C'est le ministère public qui instruit sommairement le procès et quant aux renseignements à recueillir sur le mineur, il est dispensé de toute formalité. La procédure est réduite aux plus strictes limites.

Le Code pénal italien autorise le juge à accorder le pardon judiciaire, s'il estime, bien qu'il l'ait reconnu coupable, qu'une condamnation ou une peine n'est pas nécessaire pour qu'il s'abstienne désormais de commettre un autre délit (1).

Enfin, sous l'autorité directe des chefs de Cour, les magistrats des tribunaux pour mineurs sont tenus comme juges de surveillance, de suivre le mineur dans l'exécution de la mesure de correction prononcée contre lui, de le visiter et de l'interroger, de se tenir informés des phases favorables ou non de son redressement en s'inspirant de l'idée fondamentale de la loi.

Cette tâche est d'ailleurs facilitée par la centralisation dans un même édifice du tribunal, du centre d'accueil, d'observation et de triage et de la maison de rééducation.

(1) P. DE CASABIANCA. Code pénal du Royaume d'Italie.

Conclusion

Nous croyons que l'on peut, en France, sans grands bouleversements, créer des tribunaux régionaux pour enfants ayant compétence sur le territoire de la Cour d'Appel et composés soit d'un juge unique, soit d'un conseiller à la Cour, président, assisté d'un magistrat et d'un « technicien », ou même de deux (comme d'ailleurs le tribunal des pensions). Ce tribunal pourrait siéger sans appareil au centre d'accueil et aurait ainsi sous la main tous les renseignements indispensables pour rendre une décision conforme à la fois aux intérêts de la société et de l'enfant.

TROISIÈME PARTIE

Après la décision du Tribunal

Introduction

La décision du Juge

Les magistrats, sous quelque forme qu'ils soient organisés, prennent une décision à l'égard de l'enfant contre qui la prévention est établie. Quelles mesures peuvent-ils ordonner par cette décision, dans l'état actuel de la loi française?

Il faut distinguer entre les mineurs de 13 ans et les mineurs de 13 à 18 ans :

1. *Le mineur de 13 ans :*

« Il pourra être soumis, suivant les cas, à des mesures de tutelle, de surveillance, d'éducation, de réforme et d'assistance qui seront ordonnées par le tribunal civil statuant en chambre du conseil. » (L. 22 juillet 1912, art. 1^{er}).

Ces mesures sont les suivantes :

« 1° Remise de l'enfant à sa famille ;

» 2° Placement jusqu'à sa majorité, soit chez une personne digne de confiance, soit dans un asile ou internat approprié, soit dans un établissement d'anormaux,

soit dans une institution charitable, reconnue d'utilité publique, ou désignée par arrêté préfectoral.

» 3° Remise à l'Assistance publique.

» Lorsque la chambre du conseil aura ordonné que le mineur sera remis à sa famille, à une personne ou à une institution charitable, elle pourra, en outre, charger un délégué d'assurer, sous sa direction, la surveillance du mineur. » (L. 22 juillet 1912, art. 6.)

II. *Le mineur de 13 à 18 ans :*

1. Si les juges estiment qu'il a agi sans discernement, il est acquitté ; mais, il sera, selon les circonstances :

a) remis à ses parents ;

b) remis à une personne ou à une institution charitable ;

c) conduit dans une maison d'éducation surveillée.

Dans ces deux derniers cas, le tribunal fixera le nombre des années de placement qui ne pourront, en aucun cas, dépasser la majorité.

Dans les deux premiers cas, le tribunal peut décider que le mineur sera, jusqu'à 21 ans, sous le régime de la liberté surveillée.

2. Reconnu comme ayant agi avec discernement, il est condamné différemment selon qu'il a plus ou moins de 16 ans :

a) De 13 à 16 ans, il bénéficie de l'excuse de minorité qui a pour effet, en cas de crime, de modifier la nature de la peine qui est subie dans un établissement pour mineurs, et, en cas de délit, d'abaisser la peine prononcée contre lui, sans qu'elle puisse excéder la moitié de

celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu 16 ans. Cette peine sera subie dans une maison d'éducation surveillée.

b) De 16 à 18 ans, il ne bénéficie d'aucune atténuation de peine : il est assimilé à un majeur et la subit dans un établissement pour adultes.

En résumé, nous pouvons grouper tous ces mineurs en cinq catégories :

1. Ceux rendus à leur famille purement et simplement ;
2. Ceux rendus à leur famille sous le régime de la liberté surveillée ;
3. Ceux confiés à une institution ou à une personne charitable, avec ou sans liberté surveillée ;
4. Ceux internés dans une maison d'éducation surveillée ;
5. Ceux incarcérés dans un établissement pour adultes (maison d'arrêt ou maison centrale).

Laissant de côté les mineurs remis purement et simplement à leurs parents et ceux qui purgent leurs peines dans les mêmes établissements que les adultes, nous étudierons les trois autres catégories d'enfants en deux chapitres.

Dans un premier chapitre, le fonctionnement de la liberté surveillée et le rôle des délégués retiendra notre attention.

Dans un deuxième chapitre, nous examinerons les maisons d'éducation surveillée, publiques et privées, et ce qu'il est convenu d'appeler les patronages.

Chapitre Premier

L'enfant est mis en liberté surveillée

Section I

Historique. - Loi de 1912 Esprit et principes de la loi

Depuis que les Etats-Unis avaient institué la « Probation system » (mise à l'épreuve du délinquant susceptible de s'amender) d'abord dans l'Etat de Massachusetts (Massachusetts Act de 1878) ensuite dans la plupart des Etats, que l'Angleterre avait suivi leur exemple en 1887 et en 1907, que l'Allemagne le 2 juillet 1900, la Hollande les 6 et 12 février 1901, la Hongrie en 1909 (arrêté du 15 décembre 1909) avaient organisé la liberté surveillée sur le modèle américain, un vaste mouvement d'opinion se dessinait en France, en faveur d'une réforme de la législation pénale des enfants.

Ce fut l'objet de la loi de 1912.

D'après la loi, en quoi consiste la liberté surveillée?
Rappelons sommairement l'organe et sa fonction.

« L'organe, ce sont les délégués, c'est-à-dire des philanthropes des deux sexes ayant la confiance du tribunal et désignés par lui (art. 22, L. 1912).

» Quant à la fonction, elle se résume à visiter les mineurs en liberté surveillée, aussi souvent qu'il est nécessaire, et à fournir des rapports sur leur conduite au président du tribunal (art. 23, L. 1912).

» La sanction de cette surveillance est la possibilité d'une modification du placement sur requête du délégué, la tribunal étant saisi à nouveau par ordonnance du président. » (1).

Le système de la liberté surveillée permet de parer aux conséquences du caractère irrévocable des décisions prises à l'égard des mineurs.

Sans la liberté surveillée, l'enfant rendu purement et simplement à sa famille et faisant preuve d'inconduite, ne pourrait être traduit devant le tribunal que s'il commettait un nouveau délit.

Section II

La fonction du délégué d'après le vœu du législateur de 1912

§ 1. — LA LIBERTE SURVEILLEE

La liberté surveillée peut être ordonnée soit au cours de l'information par le juge d'instruction, soit par les juridictions du jugement.

(1) P. CUCHE. *R. pén.*, 1925, p. 67.

1° La mise en liberté surveillée *provisoire* est celle ordonnée par le juge d'instruction. Elle présente deux traits principaux: elle comporte pour le délégué à la fois une mission d'instruction et une action de surveillance de l'enfant.

Pendant toute la période de l'instruction, le délégué devra observer le mineur; il s'attachera à recueillir tous les renseignements le concernant en vue du jugement. Mais le délégué a aussi une mission de surveillance; il commencera l'œuvre éducative et de réforme que le délégué à la liberté surveillée accessoire continuera.

2° *Le délégué pendant la mise en liberté surveillée préjudicielle.*

Il y a liberté préjudicielle lorsque le tribunal pour enfants juge qu'un supplément d'enquête s'impose. Dans ce cas, l'affaire est renvoyée à une date ultérieure et l'inculpé est mis en liberté surveillée.

La mise en liberté surveillée préjudicielle est donc surtout une mesure d'enquête, mais le délégué a aussi une mission d'observation et d'investigation et son rôle est à peu près semblable à celui qu'il jouera dans la liberté surveillée accessoire, qui est, de beaucoup, la plus importante.

3° *Le délégué pendant la mise en liberté surveillée accessoire.*

Le délégué est chargé par le tribunal de surveiller le mineur et de lui assurer une direction morale. Il exerce

en quelque sorte une espèce de tutelle (1) sur le mineur au nom du tribunal. Le délégué a donc une action éducatrice sur le mineur et sa famille, et il doit rendre compte de sa mission au tribunal qui l'a nommé.

§ 2. — L'ENQUETE

Dès qu'il a été désigné, le délégué étudie le dossier du mineur qui lui est confié : il doit faire une enquête personnelle pour connaître ses conditions de vie, la profession de ses parents, leur conduite et leur degré de moralité ; s'enquérir de la façon dont les parents s'acquittaient de leurs devoirs envers leurs enfants (surveillance, éducation, entretien) ; voir l'endroit où ils vivent (le taudis peut expliquer bien des délits !), observer leur état de santé et, si possible, savoir les maladies plus ou moins héréditaires dans la famille ; enfin, il étudiera l'enfant lui-même, son caractère, son intelligence, sa santé, sa moralité, ses goûts et ses aptitudes, son degré d'instruction, son assiduité à l'école ou à l'atelier, ses relations, son attitude envers ses parents, ses maîtres ou ses patrons, etc...

(1) C'est d'ailleurs la pensée du législateur telle qu'elle ressort des travaux préparatoires. (DELON. Chambre, 12 juillet 1911, 2^e séance. *J. Off.*, Débats, p. 2826.)

§ 3. — COMMENT LE DÉLÉGUÉ DOIT-IL COMPRENDRE SA TACHE ?

Le délégué ne doit jamais oublier qu'il a la charge d'un enfant qui a commis une faute et que son caractère, son milieu ou sa constitution pourraient entraîner à recommencer. Il exerce sur cet enfant une surveillance qui devra porter sur son éducation, son milieu et sa santé (1).

(1) A Paris, lorsque le tribunal confiait un enfant à un délégué, le Procureur de la République envoyait à ce dernier un avis portant les noms et âge et adresse du mineur et la date de son jugement. Au verso de l'avis étaient imprimés les devoirs du délégué résumés par le Procureur de la République. Voici le texte de cet avis :

« Le délégué, nommé par le tribunal, à la liberté surveillée d'un mineur doit tout d'abord se rendre au Parquet et y prendre communication du dossier de l'affaire jugée; il y trouvera toutes les indications nécessaires sur la conduite de l'enfant et des parents. Il sera bon qu'il prenne quelques notes et les conserve tant sur l'enfant que sur les parents.

» Il devra ensuite voir immédiatement l'enfant dans le milieu où il est replacé, et se rendre compte par lui-même de sa situation morale et matérielle dans la famille et faire aux parents toutes recommandations utiles, notamment sur l'éloignement des mauvaises compagnies, la fréquentation de l'école et le travail régulier de l'enfant si celui-ci ne suit plus l'école.

» Il cherchera surtout à lui inculquer le goût du travail soit à l'école, soit à l'atelier, soit à la culture, selon le cas.

(Suite page 132)

A. — EDUCATION

Il a donc une *mission éducative* non policière ni tracassière mais ferme. Il doit refaire ou du moins réformer un caractère, et il semble que le meilleur moyen d'y

» Le délégué pourrait voir l'instituteur et le patron et se mettre en rapport avec eux, mais avec le patron, dans le cas seulement où celui-ci connaîtrait la situation légale de l'enfant car il pourrait en l'apprenant renvoyer l'enfant de l'usine ou de l'atelier.

» Il devra voir l'enfant le plus souvent possible, il sera bon qu'il tienne un carnet de ses visites avec quelques notes.

» Tous les trimestres, il devra faire un rapport sommaire au président du tribunal pour enfants sur les progrès et le relèvement moral de l'enfant ou au contraire sur sa déchéance.

» Dans le cas où l'enfant, même sans commettre des nouveaux délits viendrait à reprendre ses habitudes de vagabondage et de vice, le devoir du délégué est de redoubler de zèle, mais s'il voit ses efforts inutiles, il doit aviser immédiatement le président du tribunal pour enfants ou le procureur de la République de la situation.

» Il en serait de même si l'enfant prenait la fuite ou si la surveillance de l'enfant rencontrait des entraves systématiques.

» Si l'enfant est repris par la justice, les devoirs et fonctions du délégué cessent immédiatement. Il en est de même du jour de son incorporation dans un régiment.

» Le délégué qui serait embarrassé dans un cas quelconque trouvera toujours auprès du président du tribunal pour enfants ou du procureur de la République, les conseils utiles.

» *Le Procureur de la République*: TH. LESCOUVE. »

Cité par Chloé OWINGS: *Le Tribunal pour enfants*, p. 770 et suiv.

parvenir soit une collaboration avec l'enfant, faisant appel à son initiative et à son effort personnel; l'encourageant car il est dur d'aller du mal vers le bien, lui montrant autour de lui des exemples de vies heureuses parce qu'honnêtes et saines.

Il doit éviter de prendre des airs condescendants et de s'imaginèr que les délinquants représentent une espèce particulière différente des autres hommes. Toujours humain et compréhensif, il lui faut tâcher de comprendre les faiblesses humaines et ne réclamera pas de son pupille des qualités et des vertus exceptionnelles.

Chaque enfant est un cas individuel, ce qui exigera du délégué une grande souplesse d'esprit et beaucoup de finesse, car son action doit être différente suivant le sexe, l'âge et le milieu de son pupille. Une femme, ou une petite fille est plus sensible aux arguments sentimentaux, tandis qu'on peut chercher à réveiller le sentiment de l'honneur chez un garçon, par des exemples qui l'enthousiasment. On ne peut pas s'adresser de la même façon à un jeune garçon intelligent mais indépendant et à un enfant de tempérament mou et passif.

B. — SURVEILLANCE DE LA SANTÉ

La santé peut jouer un grand rôle dans la vie morale d'un enfant (nervosité malade, débilité physique). L'enfant doit toujours manger à sa faim, surtout en période de croissance.

Le délégué surveillera avec soin la santé de son pupille et tâchera de dépister les symptômes des maladies à leur début (tuberculose) afin de le diriger vers le dispensaire, l'hôpital ou la clinique mentale.

C. — SURVEILLANCE DU MILIEU

a) *Les occupations de l'enfant:*

Si l'enfant est encore en âge de fréquenter l'école, le délégué veillera à ce que la fréquentation scolaire soit régulière; il sera bon qu'il entre en relations avec le maître pour s'en assurer et pousser plus loin la connaissance de l'enfant.

b) *Le travail:*

Dès que l'enfant aura quitté l'école, le délégué insistera pour qu'il fasse un apprentissage sérieux. A ce moment du choix d'un métier, le délégué peut user de toute son influence pour le diriger vers une profession qui le mettra à l'abri des tentations qui l'avaient conduit devant le tribunal.

Tout en tenant compte de ses goûts et de ses aptitudes, il peut lui conseiller un métier qui lui procurera une situation stable et qu'il aura du plaisir à exercer, utilisant ainsi pour le redressement de l'enfant l'effet moralisateur du travail; bien entendu, il le dissuadera des métiers faciles et moralement dangereux comme chasseurs d'hôtels et crieurs de journaux, qui pourraient l'incliner à la paresse, au vagabondage et le mettre en contact avec un milieu frivole et parfois corrompu.

Si l'enfant travaille à l'usine, le délégué peut difficilement le suivre auprès de son patron; mais il en est tout autrement si le mineur est en apprentissage chez un artisan ou un paysan. Là, il peut contrôler son travail, le protéger avec beaucoup de tact pour que l'enfant

qui veut vraiment se relever n'aie pas l'impression que sa condamnation est une tache indélébile que tout le monde connaît et qui le retranche de la société.

Au cas où la dernière profession exercée par l'enfant serait la cause du délit, le délégué conseillera au mineur d'en choisir une autre. Il devra aussi connaître un peu ses camarades de travail, l'esprit de l'atelier, savoir à quoi le mineur emploie son argent, lui enseigner le goût de l'économie en l'incitant à prendre un livret de caisse d'épargne.

Si, lors de son délit, il a causé un dommage qui n'a pu être réparé, il lui fera comprendre qu'il doit le rembourser avec son gain.

N'oublions pas enfin que le délégué doit être aussi une aide; quand le jeune pupille se trouvera chômeur, c'est au délégué de le mettre en rapport avec toutes les organisations susceptibles de lui procurer une place, car c'est le moment où il peut céder aux entraînements faciles.

Le délégué doit, dans toute la mesure où cela lui est possible, veiller à l'organisation des loisirs qui, mal employés, peuvent être pernicieux. Si le mineur est en bonne santé, le mieux sera de le faire entrer dans des associations sportives, des patronages où il se trouvera avec d'autres jeunes et sous une direction en général « moralisante ».

D. — ACTION SUR LA FAMILLE

Avec beaucoup de patience, de fermeté et parfois de sévérité, le délégué peut obtenir de bons résultats, mais il se peut aussi que la famille, par inertie, mauvaise

volonté ou immoralité diminue l'effort du délégué ou même s'oppose de front à son action.

Peut-être la famille est installée dans des conditions anti-hygiéniques; le père est en chômage et il n'y a pas d'argent pour nourrir les enfants. Le délégué doit essayer de trouver du travail au chômeur et signaler la famille à une institution charitable qui apportera une aide pécuniaire.

Souvent l'enfant est devenu un dévoyé parce qu'il a été mal élevé ou non élevé. C'est aux parents que le délégué doit s'adresser, leur montrant où leur faiblesse et leur inertie ont conduit leur enfant; parfois, c'est une trop grande sévérité, c'est quelquefois de l'incompréhension. De temps à autre, il sera bon qu'il leur rappelle qu'on peut user de sanctions plus fortes contre l'enfant qui ne s'amende pas.

§ 4. — MODES DE SURVEILLANCE

A. — VISITE DANS LA FAMILLE

Le plus usité est la visite à l'enfant dans sa famille; le délégué se rend mieux compte du milieu. Mais il n'a pas toujours une idée très exacte de la vie de l'enfant. Il peut par exemple terroriser une mère faible ou au contraire être brutalisé par ses parents et ne pas oser avouer les sévices dont il est l'objet.

B. — VISITE A L'ENFANT A L'ATELIER

Le délégué verra mieux ce que peut faire l'enfant, mais ce système a de gros inconvénients parce que c'est d'abord signaler l'enfant à ses camarades, et provoquer

leurs moqueries. Les visites seront forcément très courtes et il est impossible de bien connaître l'enfant et surtout d'avoir une influence profonde sur lui.

C. — VISITE CHEZ LE DELEGUE (reporting)

Ce système a du bon, mais à condition que le délinquant vienne seul et parle à cœur ouvert.

Le meilleur serait de combiner les trois systèmes.

Le nombre de visites est fréquent, du moins au début. Plus tard, elles s'espaceront. Si, au cours de la liberté surveillée, l'enfant subit des crises, le délégué peut lui faire jusqu'à une visite par jour. Au contraire, s'il n'y a pas de danger, elles peuvent être espacées de un à trois mois. Il faut que l'enfant soit assez surveillé et que la famille ne soit pas exaspérée.

§ 5. — RAPPORTS DU DELEGUE AVEC LE TRIBUNAL POUR ENFANTS

Le délégué a été chargé par le tribunal d'une surveillance sur son pupille. Il doit donc en rendre compte.

Dans la quinzaine qui suit sa nomination, le délégué doit adresser un rapport très complet au président; puis, tous les trois mois (1) et enfin à des intervalles bien plus espacés, si le mineur se conduit bien. Enfin, il y aura un rapport au moment où la liberté surveillée prendra fin.

(1) Cela varie avec les tribunaux. La plupart se contentent d'un rapport par an.

Cependant, particulièrement dans les petits centres, le délégué tient le président du tribunal ou son délégué au courant de la vie de son pupille, surtout au cours d'entretien lorsqu'il a besoin de conseils.

§ 6. — L'INCIDENT A LA LIBERTE SURVEILLEE SANCTIONS DONT PEUT USER LE DELEGUE

« En cas de mauvaise conduite ou de péril moral d'un mineur en liberté surveillée » (1), le délégué peut provoquer un incident, c'est-à-dire adresser une requête au président, lui exposant les faits qui motivent sa demande et le priant de bien vouloir prendre à l'égard du mineur telle mesure qu'il lui appartiendra. Cette mesure peut être très sévère. C'est la seule sanction dont dispose le délégué, mais cette menace est très puissante et sera vraiment efficace entre les mains d'un délégué vigilant. Le président pourra prendre d'ailleurs une mesure plus douce « lorsque le mineur aura donné des gages suffisants d'amendement ».

(1) L. 22 juillet 1912, art. 23.

Section III

La personnalité du délégué Ce qu'elle est et devrait être d'après le vœu du législateur de 1912

§ 1. — SON RECRUTEMENT

Les délégués sont choisis par le magistrat et celui-ci est entièrement libre dans son choix (1). Cependant, la loi de 1912, article 22 et la circulaire de 1914 (2), contiennent des directives indiquant dans quels milieux il doit les prendre. Mais, en fait, le magistrat a toute liberté de choisir qui il veut et où il veut. Seuls doivent le guider l'intérêt de l'enfant et les garanties morales que présente celui qui souhaite être délégué.

A. — LES LISTES

Selon les conseils de la circulaire de 1934 (3), les noms des délégués sont consignés dans certains centres dans

(1) Pourtant, s'il s'agit d'un pupille de la nation, le délégué est obligatoirement choisi parmi les membres du Conseil d'administration de l'Office départemental ou des sections cantonales sur la proposition de la section permanente. (D. 15 fév. 1929, a. 36.)

(2) Circ. Garde des Sceaux, 30 janv. 1914.

(3) « Il y aurait avantage à ce que la liste en fût, à titre d'indication facultative, arrêtée d'avance chaque année, en même temps et dans les mêmes conditions que celle des rapporteurs ». (Cir. 30 janv. 1934).

une liste officielle qui mentionne leur nom, leur adresse, les quartiers où ils désirent exercer leurs fonctions, quelles langues ils parlent. Ce dernier point peut avoir une grande importance dans certains ressorts où l'on rencontre beaucoup d'étrangers. Le magistrat peut aussi mettre une appréciation sur les capacités du délégué qui a ainsi un véritable dossier.

Pour chaque cas de surveillance, on peut ainsi choisir le délégué paraissant le plus apte.

B. — DANS QUELS MILIEUX SONT-ILS RECRUTÉS?

La loi de 1912 marque une préférence pour les personnes ayant déjà eu des rapports avec le tribunal pour enfants. « Les délégués et rapporteurs devront être autant que possible, choisis parmi les personnes qui auront été des collaborateurs des magistrats dans les œuvres de philanthropie, s'adressant à la jeunesse malheureuse et délinquante et dont le caractère et l'expérience spéciale, auront été ainsi appréciés » (1).

« Les membres des sociétés de patronage, des comités de défense des enfants traduits en justice, des institutions charitables » (2) se trouvent tout naturellement désignés.

Les comités de défense des enfants traduits en justice sont composés en grande partie de magistrats, d'avocats, de directeurs d'œuvres et de personnes ayant une place au tribunal pour enfants.

(1) Circ. du Garde des Sceaux, 30 janvier 1914.

(2) L. 1912, art. 22, parag. 2.

De simples particuliers peuvent aussi être délégués. Où pourra-t-on choisir les simples particuliers?

1° *Dans le personnel judiciaire.* Un magistrat ou un avoué en fonction peuvent être nommés délégués. Il y a des controverses s'il s'agit d'un avocat. On a soutenu qu'il pourrait y avoir incompatibilité entre la profession d'avocat et celle de délégué s'il était nécessaire de provoquer un incident à la liberté surveillée. Le délégué avocat serait cependant tout désigné, car il a défendu l'enfant pendant le procès et a su gagner sa confiance et celle de ses parents.

2° *Chez les médecins et les assistantes sociales.*

3° *Parmi les membres du corps enseignant,* qui connaissent bien l'âme enfantine et peuvent être d'excellents délégués.

4° *Dans le personnel de l'administration pénitentiaire,* de l'Assistance publique et de l'inspection du travail, où on trouve une grande expérience et une excellente formation professionnelle. Mais la qualité de fonctionnaire de ces personnes entraîne de graves inconvénients: ils sont exposés à des changements fréquents de résidence et n'ont guère le temps de s'adapter à la mentalité des habitants des régions où ils passent. Leur surveillance interrompue par des départs perd son caractère continu et au lieu d'être éducative, devient une surveillance de police.

5° *Les rapporteurs.* Est-il à souhaiter que le rapporteur soit aussi délégué?

Pour être rapporteur, nous avons vu qu'il faut avoir des connaissances spéciales et que l'on tend de plus en plus à avoir des rapporteurs de métier.

L'enquête réclame des qualités différentes de celles que nécessite la surveillance de la liberté et elles peuvent ne pas se rencontrer dans la même personne.

Mais on voit tout de suite les grands avantages que présenterait le rapporteur continuant sa tâche comme délégué.

1° Le délégué ayant vu l'enfant pendant tout le temps qu'a duré l'enquête le connaît bien et peut commencer son œuvre rééducative dès le début de la mise en liberté surveillée.

2° Les parents ont vu le rapporteur pendant l'enquête, ils peuvent lui être reconnaissants, lui supposant une influence sur la mise en liberté surveillée de leur enfant. Ses avis seront mieux écoutés.

Il semble que les fonctions de rapporteur et de délégué soient une suite normale et il y a intérêt à ce que la même personne les exerce. C'est d'ailleurs ce qui se produit souvent en pratique.

§ 2. — QUALITES NECESSAIRES

Si, tous ceux qui en ont le désir, peuvent être chargés de la surveillance des mineurs en liberté surveillée, un choix cependant s'impose; en effet, il est des qualités physiques morales et intellectuelles qui écarteront beaucoup de postulants.

A. — QUALITÉS PHYSIQUES

C'est une lourde tâche que de visiter des enfants, répartis peut être en des points éloignés de la ville. Le délégué doit avoir une santé solide pour supporter de nombreux déplacements en toute saison. Il faut que le

délégué impressionne favorablement l'enfant et la famille dès le premier abord par une allure et une tenue inspirant le respect. Le délégué doit en imposer.

B. — QUALITÉS MORALES

Ce sont les qualités que doivent avoir tous ceux qui dévouent leur vie à l'enfance; et puisqu'il s'agit ici d'enfants que la vie a placés dans des conditions particulières, nous y ajouterons une foi intense dans l'œuvre à accomplir, sans laquelle les autres qualités ne seraient rien.

Pour remplir sa tâche éducative, le délégué n'a que son influence personnelle. Il faut que l'enthousiasme se communique à l'enfant, pour lui donner un élan vers le bien. Cet enthousiasme du délégué devra toujours vivre en lui, malgré les désillusions causées par la vanité trop fréquente de sa tâche.

Toujours recommencer avec la même foi, espérant que pour quelques-uns au moins son effort portera des fruits.

« Répéter et toujours répéter » dit-on dans l'enseignement; et cela est vrai dans l'œuvre de redressement d'un caractère. Il lui faudra une patience infinie.

Mais il ne faut pas que son cœur entraîne le délégué à toujours répéter sans voir le moindre progrès. Il doit être ferme, autoritaire au besoin. Sans être tracassier, il doit faire respecter les décisions du tribunal pour obtenir un amendement.

C. — QUALITÉS INTELLECTUELLES

Il ne suffit pas de vouloir le bien d'un enfant pour l'obtenir. Il faut agir avec beaucoup d'intelligence et

de finesse, car l'enfant difficile ne réagit pas exactement comme la majorité des enfants.

Le délégué doit avoir les qualités d'un *pédagogue* qui trouve la manière de captiver l'esprit de chaque enfant, et qui sait s'adresser en chacun à la « corde sensible ».

Il est fréquent qu'une enfant reste froid devant toutes les suggestions ; et un jour, brusquement, il vibre devant quelque chose d'inattendu. Il s'y attache avec joie et enthousiasme ; et si quelqu'un est là pour l'aider à persévérer et à aplanir les difficultés qu'il ne pourrait résoudre, il est sauvé, car il a trouvé sa voie.

A l'enfant mou et faible, il faut de la persuasion pour l'encourager à faire les premiers pas dans la voie que le délégué estimera être la sienne.

Il y aura aussi des moments de crise, de doute, chez l'enfant, le découragement, le regret de la vie d'autrefois moins sévère. Il faut que le délégué sente cette hésitation et devine ce qui se passe.

*
**

Le délégué doit avoir une personnalité intellectuelle et morale très forte, une intelligence claire et nette (pas de rêveurs philanthropes ni d'utopistes) ; un équilibre nerveux parfait pour ne pas s'abandonner au découragement ou à l'enthousiasme exagéré, et exercer une influence calmante sur l'enfant trop nerveux ou instable.

Un caractère égal pour inspirer confiance à la famille et à l'enfant ; on se méfie de celui dont l'humeur change brusquement, pas de sensiblerie ni de sentimentalité. Point de gens se scandalisant facilement.

Le délégué doit toujours rester digne et à la hauteur d'une tâche sévère par les responsabilités qu'elle comporte.

§ 3. — FORMATION TECHNIQUE

La loi de 1912 n'avait pas jugé nécessaire de réglementer la formation technique du délégué, car on pensait recruter le personnel de la liberté surveillée dans le monde judiciaire. Ces délégués auraient déjà eu une culture et une formation suffisantes.

L'expérience a montré que la plupart des auxiliaires du tribunal pour enfants se recrutaient en dehors du Palais et n'avaient aucune connaissance technique.

Cependant, en fait, le délégué doit avoir des connaissances étendues en matière médicale, psychologique et juridique.

A. — MÉDICALES

Etant donnés les milieux où pénètre le délégué, il est bon qu'il ait quelques notions de médecine et d'hygiène pratiques, notamment sur les maladies infantiles, pour guider utilement les familles des mineurs qu'il a à surveiller. Il doit surtout essayer de dépister la tuberculose chez les enfants qui lui sont confiés pour les envoyer, si besoin est, dans un préventorium ou un sanatorium.

B. — PSYCHOLOGIQUES

Pour connaître l'âme de l'enfant, le délégué doit avoir des notions de psychologie infantine et de psychologie de l'enfance anormale.

Il serait bon qu'il connaisse des méthodes de test et possède des notions de psychologie expérimentale.

L'enfant délinquant est souvent un enfant anormal et son éducation exige alors une méthode tout à fait spéciale.

C. — JURIDIQUES

Lois sur l'enfance criminelle. Organisation des tribunaux pour enfants (composition, solutions qu'ils peuvent prendre), institutions où on peut placer les enfants coupables. Étude des systèmes fonctionnant dans les pays étrangers.

Lois sur la famille. Divorce, mariage, droits et devoirs des parents, déchéance et correction paternelle, abandon de famille, protection de la femme.

Éléments de procédure pénale.

Lois et circulaires réglementant leur fonction: droits devoirs, secret professionnel, protection dont ils jouissent en cas d'opposition, dans l'exercice de leurs fonctions.

Comment acquérir cette science?

Quelques délégués professionnels ont fréquenté des écoles de service social et ont alors la formation nécessaire.

Il en est tout autrement des bénévoles qui veulent bien consacrer leur temps, mais desquels on ne peut exiger des études approfondies.

Comment apprennent-ils leur métier?

Sous la direction d'un délégué plus ancien et autant que possible d'un professionnel. Ils assistent aux audiences pour se familiariser avec le tribunal et voir comment le juge interroge les enfants.

Enfin, ils peuvent avoir des entretiens fréquents avec le président du tribunal. Dans les grandes villes, ce n'est guère possible en raison des nombreuses occupations de ce magistrat et, dans ce cas, celui-ci peut confier cette mission à un délégué-chef qui instruit les

bénévoles dans la technique du métier : cela fonctionne ainsi à Strasbourg. En Belgique, les délégués se réunissent tous les trois mois.

La loi de 1912 a préconisé l'emploi de délégués bénévoles. Leurs fonctions sont en principes gratuites. Le décret du 15 février 1929 leur alloue des frais de déplacement qui ne peuvent dépasser ceux alloués aux juges de paix en matière civile en vertu du décret du 1^{er} mai 1924. Cependant, en fait, un certain nombre de délégués reçoivent un traitement d'une manière plus ou moins officieuse et les professionnels ont tendance à prendre de plus en plus d'importance en raison des changements survenus dans les conditions de vie des personnes qui étaient susceptibles d'être déléguées avant la guerre.

§ 4. — CONDITIONS LEGALES POUR ETRE DELEGUE

Ni la loi de 1912, ni le règlement d'administration publique du 31 août 1913, ni le décret du 15 février 1929, n'avaient déterminé les conditions à remplir. La circulaire du Garde des Sceaux du 30 janvier 1930 donne les raisons de cette abstention : « ce n'est pas que l'importance de leur choix (du délégué) et la nécessité des garanties qu'il exige puissent être méconnues, mais le législateur a préféré s'en remettre aux soins conscieucieux des magistrats plutôt que de favoriser, par la fixation de conditions générales d'âge, de nationalité et d'antécédents, des désignations qui, quoique régulières, pourraient, en fait, n'être pas irréprochables ».

S'il est, en effet, facile de réglementer les qualités nécessaires au délégué, le personnel demandé étant béné-

vole, il ne fallait pas décourager les bonnes volontés par des conditions trop strictes; en outre, le législateur a estimé que la moralité d'un individu ne pouvant se régler par décret, mieux valait s'en remettre à la sagesse du magistrat. La circulaire se borne donc à indiquer trois conditions indispensables, dont la première est conçue en termes si peu précis, qu'elle donne, en fait, toute latitude au magistrat, dans son choix.

Ces conditions sont les suivantes :

1. *Etre d'une honorabilité reconnue*, c'est-à-dire avoir un passé irréprochable: et cela se conçoit facilement; comment exiger, en effet, une bonne conduite d'un enfant lorsqu'on a soi-même quelque chose à se reprocher?

Si celui qui désire devenir délégué est présenté au président par quelqu'un de très honorable et qui s'en porte garant ou bien est une personnalité notoirement connue et jouissant de l'estime générale, le magistrat peut se dispenser de procéder à une enquête.

Si le postulant n'est pas connu, le président doit procéder « à une enquête à la fois discrète et approfondie, destinée à fournir toutes les sûretés requises » (1).

C'est le commissaire de police, ou le juge de paix qui est ordinairement chargé de l'enquête, le parquet peut en outre, demander le bulletin n° 2 du casier judiciaire de l'intéressé.

2. *Etre de nationalité française*, sauf exception justifiée par une situation particulière.

(1) Circulaire 1930.

3. *Etre majeur*: Le délégué doit avoir au moins 21 ans, cependant dans certaines régions (Alsace en particulier) on admet les garçons de 18 ans s'ils sont, au courant du travail social: chefs scouts, membres des œuvres de jeunesse, etc...

§ 5. — SEXE DU DELEGUE

Des femmes peuvent être choisies.

Elles sont surtout chargées de la surveillance des filles. On leur accorde sans restriction la surveillance des garçons jusqu'à 13 ans; au-dessus on craint que les femmes manquent d'autorité sur les enfants difficiles.

Lorsqu'un homme est chargé de la surveillance d'une fille (ce qui se produit quand on manque de délégués-femmes) il doit faire preuve d'une grande circonspection, de beaucoup de réserve et de prudence pour se mettre à l'abri du chantage. Il doit notamment éviter de faire venir sa pupille chez lui.

§ 6. — LA RELIGION DU DELEGUE

1. *Du point de vue légal*:

Le tribunal pour enfants et tous ceux qui s'y rattachent doivent être neutres en matière de religion: tel est l'esprit de la loi de 1912.

2. *Pratiquement*:

Le délégué doit-il avoir une influence religieuse sur l'enfant?

Evidemment, dans une famille non croyante, le délégué doit rester neutre, comme le veut la loi. Mais si, au contraire, l'enfant a reçu une éducation religieuse, le délégué peut se servir des sentiments religieux pour

le redressement du mineur. Aussi, toutes les fois que la chose sera possible, on doit donner à l'enfant un délégué de la même religion qui pourra invoquer des traditions, et un passé religieux communs. Son action sera beaucoup plus féconde et durable car la foi atteint des sources plus profondes et transforme bien davantage un être que des principes de morale secs et froids.

§ 7. — CONDITIONS DE RESIDENCE

La loi de 1912 n'en indique pas. Cependant on nomme en général un délégué habitant à proximité de l'enfant; dans la même ville et, si possible, le même quartier que le pupille.

§ 8. — DEFINITION JURIDIQUE DU DELEGUE

D'après la circulaire du Garde des Sceaux du 31 janvier 1914, il est le mandataire du juge d'instruction et du tribunal pour enfants. Il a le pouvoir d'agir pour le tribunal et en son nom.

A. — COMPARAISON AVEC LE MANDAT CIVIL

a) *Ressemblances*

1. La définition du mandat correspond exactement à la mission du délégué: il tient ses fonctions d'un tiers (le président) et agit en son nom.
2. La mission du délégué est, en principe, gratuite.
3. La mission du délégué prend fin à l'expiration du temps pour lequel elle a été donnée.

4. Le délégué est révocable *ad nutum* par la juridiction qui l'a désigné et à l'inverse il peut renoncer à sa mission.

5. La tâche du délégué s'éteint, comme le mandat, par la mort du délégué (mandataire).

b) Différences

1. Dans le mandat civil, la mort du mandant éteint le mandat, tandis qu'ici la mort du président ne termine pas la liberté surveillée car sa fonction dure après lui et quelqu'un le remplacera qui la reprendra.

2. Dans le cas de la liberté surveillée, le mandat est toujours dans l'intérêt du mineur pour lequel le délégué est mandaté alors que le mandat civil est dans l'intérêt du mandant.

3. Il y a plus d'indépendance entre le président du tribunal et le délégué que la loi n'en autorise dans un mandat ordinaire. Le magistrat n'est nullement responsable pour le délégué qui peut agir à sa guise ; d'ailleurs dans les cas graves, le magistrat se substitue au délégué.

B. — POUVOIRS DU DELEGUE

Le délégué n'a pas la moindre autorité publique. Il n'est pas un citoyen à qui l'on a demandé momentanément d'aider la force publique car il n'a aucun pouvoir de coercition.

Lorsqu'il est nommé par le tribunal il devient « un citoyen chargé d'un ministère de service public » dans le sens très général que l'on a donné à cette expression du Code pénal (art. 224 et 230). Investi d'un mandat par l'autorité judiciaire, il puise dans ce mandat une part de l'autorité qui s'attache aux décisions de justice.

C. — DROITS DES DELEGUES

a) *Droit au titre de délégué* et droit de porter le titre en dehors du palais.

b) *Droit à une carte d'identité* (1) délivrée par le tribunal.

c) *Droit de former une association*: elle a été constituée le 17 avril 1926 dans le département de la Seine où elle a donné d'excellents résultats (2).

(1) Circulaire de janvier 1914, section VI.

(2) En 1932, elle groupait plus de 400 délégués qui surveillaient 1.497 enfants.

1. *Avantages de cette association*:

a) Elle facilite le recrutement des délégués;

b) Elle aide à leur formation;

c) Elle aide le président du tribunal pour l'administration de la liberté surveillée;

d) Elle rend compte des résultats obtenus, et crée une tradition dans la liberté surveillée, des magistrats se renouvelant trop souvent ne le peuvent pas.

2. *Le secrétariat*:

Des membres de l'association forment une sorte de bureau qui, sous la direction des magistrats du tribunal pour enfants, procède à l'administration de la liberté surveillée.

Il y a un secrétaire général et des auxiliaires qui reçoivent les rapports des délégués et les enregistrent, contrôlent visites et rapports et avertissent le délégué s'il y a lieu de faire un incident.

En cas de mort, de démission ou de destitution d'un délégué, le secrétaire en nomme un autre. Il peut aplanir les difficultés que le délégué rencontre dans la liberté surveillée. Enfin, il peut autoriser l'enfant à quitter momentanément la ville pour quelques mois.

d) *L'indemnité*

On ne peut l'obtenir que sous certaines conditions:

1. Il faut la demander.

2. La demande devra faire l'objet d'un mémoire spécial visant explicitement la loi de 1912.

3. Les délégués peuvent obtenir, par cette demande, le remboursement des frais de déplacement avancés par eux pour les besoins du service, sans que les indemnités de transport puissent être supérieures à celles qui sont allouées aux juges de paix en matière civile par le décret du 1^{er} mai 1924 (article 21, règlement 1913, circulaire janvier 1914 et décret du 15 janvier 1929).

Le délégué pourra demander l'indemnité toutes les fois qu'il sera chargé d'une surveillance.

e) *Droit d'être protégé en cas d'entrave à ses fonctions*

La loi de 1912, art. 23, décide que « dans le cas où des entraves systématiques seraient apportées à la surveillance, le président, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, pourra, soit d'office, soit sur simple requête du délégué, ordonner de citer le mineur et les personnes chargées de sa garde, pour qu'il soit statué à nouveau ».

On s'est demandé si des sanctions pénales pouvaient être prises contre ceux qui gênent le délégué dans sa tâche.

Les articles 345, parag. 4 et 375 parag. 2, du Code pénal ne paraissent pas devoir s'appliquer ici. Il eût été bon d'admettre des sanctions analogues au délit d'entrave à l'exercice des fonctions d'inspecteur du

travail. Au cas cependant où des outrages et des voies de fait auraient été dirigés contre le délégué, il semble qu'il doive y avoir lieu d'appliquer les articles 224, 230, 231, 232 et 233 du Code pénal qui protègent les « citoyens chargés d'un service public ». De même les articles 31 et 33 de la loi de 1881 (Loi sur la Presse), semblent devoir s'appliquer au cas de diffamation ou injure publique à l'occasion des fonctions du délégué, si elle implique la critique de ses actes.

D. — DEVOIRS DU DELEGUE

Il est astreint au secret professionnel mais non envers les magistrats auxquels, bien entendu, il ne doit laisser rien ignorer de ce qu'il sait sur son pupille.

E. — INCOMPATIBILITÉS

Le délégué ne pourra surveiller l'enfant employé chez lui comme ouvrier, domestique.

Section IV

Critiques

A première vue, le système des délégués à la liberté surveillée paraît bien conçu :

« On aime à se représenter cette légion d'anges gardiens entourant ces pauvres enfants dévoyés, les soutenant de leurs conseils, et toujours attentifs à prévenir leurs faux pas. De même qu'autrefois, on nous persua-

dait d'être sages en nous faisant croire que notre ange gardien pleurait quand nous ne l'étions pas, de même on paraît avoir présumé que le mineur placé en liberté surveillée craindrait de provoquer, sinon les larmes, du moins les plaintes de son délégué, Ainsi peu à peu s'accomplira son redressement moral.

» Je ne m'attarderai pas à me demander après ce premier élan de sympathie pour l'institution nouvelle, si la psychologie de ses inventeurs ne fût pas un peu courte, si le recrutement des délégués vraiment dignes de leur mission n'était pas une entreprise beaucoup plus difficile qu'ils n'ont paru le penser, s'ils ne se sont pas faits quelques illusions sur l'efficacité de l'apostolat forcément intermittent des délégués.

» Non, je vais au plus court, et à cette institution de la liberté surveillée, je ne ferai qu'un reproche — que vous attendez tous sans doute — celui que dans *Le Gendre de Monsieur Poirier*, la comtesse de Presles fait à son mari: « Votre plus grand défaut, dit-elle, c'est votre absence » (1).

Combien d'enfants mis en liberté surveillée n'ont vu leur délégué qu'une fois: le jour de leur comparution devant le tribunal! Combien d'autres ne voient le délégué qu'une fois dans l'année! Dans la plupart des villes, neuf sur dix des délégués n'ont d'existence que sur le papier. Quelques délégués sont très dévoués, font leur devoir et voudraient pouvoir suivre très attentivement les enfants dont ils ont accepté la surveillance. Mais, le plus souvent, ces délégués sont aussi rapporteurs et

(1) CUCHE: Les abus de la liberté surveillée. *R. pén.*, 1925, p. 6.

tout leur temps est absorbé par les enquêtes à préparer pour l'instruction.

Aussi n'est-il pas rare de voir un délégué avoir à lui seul la charge d'une quarantaine de mineurs dont il n'a pas le temps de s'occuper et être le premier à déplorer cet état de choses.

Ce n'est pas que nous trouvions anormal que le délégué soit en même temps rapporteur; nous avons dit plus haut combien nous trouvions cela excellent. Ce que nous déplorons, c'est le nombre insuffisant de délégués s'occupant réellement de leur mission.

Si nous en croyons la discussion de la séance du Comité de défense des enfants traduits en justice de Paris de 1924, il y avait, au 1^{er} octobre 1923, dans la région parisienne, 2.832 mineurs en liberté surveillée et 300 délégués pour assurer leur surveillance. Mais, sur ces 300, a-t-on affirmé, 280 ont été mal choisis et ne réalisent pas ce qu'on doit attendre d'eux.

Il nous suffit de mettre en regard ces deux chiffres: 20 délégués (1) pour 2.832 mineurs à surveiller.

Nous savons bien que ces chiffres datent un peu et que si, actuellement, le nombre d'enfants en liberté sur-

(1) Il faut tenir compte de la guerre qui a absorbé pendant quatre ans et même quelques années après, les meilleures volontés du pays dans des œuvres de beaucoup plus urgentes que la surveillance des enfants délinquants.

veillée tend à croître (1) malgré la décroissance (2) de la criminalité juvénile, la qualité des délégués, sinon la quantité croît en même temps; nous ne saurions trop faire l'éloge d'œuvres comme le service social, qui fournissent un personnel de choix dont le dévouement n'a d'égal que la compétence. Cependant, le nombre de délégués est encore largement insuffisant pour réaliser pleinement le vœu de la loi.

Trop souvent, des mineurs en liberté surveillée reviennent devant le tribunal pour un nouveau délit, alors que si l'institution avait fonctionné normalement, l'enfant aurait dû, avant même d'avoir commis cette seconde infraction, être soustrait à son milieu à la suite d'un incident provoqué par le délégué.

D'autre part, pour l'application de la liberté surveil-

	1920	1933
(1) Mineurs en justice	18.677	8.798
En liberté surveillée	2.780	2.589

En 1920, le pourcentage des mineurs mis en liberté surveillée par rapport au total des mineurs traduits en justice était de 14 % environ; en 1933, il est d'environ de 29 %.

(2) La proportion des mineurs délinquants qui était de 17 % en 1913 n'est que de 8 % environ.

Est-ce que parce que la moralité des enfants s'améliore ou parce que l'on arrête moins? demandait-on à M. E. Garçon, professeur à la Faculté de Droit de Paris. Nous répondrons comme lui: il y a moins d'enfants arrêtés, mais attendons l'avenir pour savoir exactement si la moralité s'améliore.

lée, il faut faire deux catégories (1). On groupe, sous le même nom de liberté surveillée, d'une part les enfants qui sont confiés à des œuvres d'assistance ou à des personnes charitables (2) et, d'autre part, ceux qui sont remis à leur famille.

Pour les enfants qui sont confiés à des patronages, c'est peut-être une mauvaise plaisanterie que de leur dire qu'ils sont en liberté surveillée.

(1) Chiffres: En 1933, 48 % des enfants en liberté surveillée ont été remis à leurs parents et 52 % ont été remis à une personne ou à une institution charitable.

(2) La liberté surveillée ne peut être ordonnée en même temps que l'envoi dans une colonie pénitentiaire, son directeur fut-il pris comme personne charitable. (Cass., 2 mars 1928. S. 1929-1-198). D'ailleurs, le Garde des Sceaux a envoyé le 24 février 1937 la circulaire suivante:

Régime de la liberté surveillée. — Les tribunaux pour enfants et adolescents, en appliquant les dispositions de ma circulaire du 22 mars 1929, confient de plus en plus souvent des mineurs délinquants sous le régime de la liberté surveillée aux directeurs nommément désignés des colonies pénitentiaires (Maisons d'éducation surveillée, Ecoles de réforme et de préservation).

Cette pratique s'étant révélée incompatible avec le régime actuel des colonies pénitentiaires (Institutions publiques d'éducation surveillée) le sort des enfants ainsi confiés ne pouvant pas, en l'état actuel des choses, être différent de celui des pupilles ordinaires de ces établissements, j'estime qu'il y a lieu de la suspendre d'une manière générale. Au reste, aucun texte législatif ne prévoit la remise d'un mineur délinquant à une colonie pénitentiaire (Institution publique d'éducation surveillée) sous le régime de la liberté surveillée.

La loi, en parlant de liberté surveillée l'entendait de l'enfant mis chez une personne, mais non pas dans un établissement fermé.

Si l'on a enfermé dans des patronages des enfants dits en liberté surveillée, c'est uniquement par un artifice de procédure. On veut réserver la possibilité au directeur, agissant en tant que délégué, de faire modifier le placement par application de l'article 23 de la loi de 1912.

Nous arrivons maintenant à un aspect de la question, dont le moins que l'on puisse dire, c'est que le législateur de 1912 ne l'avait pas aperçu.

Dans certaines villes, se sont constitués, sous des noms divers, des comités pour la défense ou la protection des mineurs. Certaines personnes faisant partie de ces comités se font confier des enfants en vertu de la loi de 1912 (placement chez une personne digne de confiance) et sont en même temps délégués à la liberté de ces mêmes mineurs. Ces enfants sont aussitôt replacés chez un tiers à gage ou au pair et la « personne digne de confiance » ne s'en occupe plus mais, en vertu du décret du 15 janvier 1929 (1) [*J. Off.* 19 janvier] art. 23, touche une allocation de 1 fr. 50 par mineur jusqu'à 50 enfants, 1 fr. de 51 à 100, etc...

Faites le calcul pour une personne qui a ainsi placé une cinquantaine d'enfants. C'est un placement de père de famille. La méconnaissance de l'esprit et de la lettre de la loi est ici évidente, il y a même lieu de penser que la loi de 1912 n'est pas la seule à être violée.

(1) Modifiant le D. 31 août 1913, qui modifie lui-même le D. 27 mars 1920.

« Il n'est pas douteux que l'attrait des allocations n'ait fait surgir dans le ressort de certains tribunaux, des concours indésirables, et n'ait encouragé une spéculation malhonnête sous le couvert de la loi de 1912. » (1).

*
**

En Belgique, le nombre des mineurs en liberté surveillée est considérable. Tous ces enfants ont chacun un dossier très complet, tenu à jour par le rapport mensuel du délégué; ils sont vraiment « surveillés ».

En France, faute de personnel, le système n'a pas été organisé. Quand le délégué fait un rapport, il est classé au greffe dans le dossier de condamnation de l'enfant. Ces dossiers sont classés par date du jugement et non par lettres alphabétiques et empilés au milieu des autres dossiers correctionnels.

Les greffiers ont leur travail ordinaire: les tribunaux pour enfants devraient avoir leur personnel propre, ne s'occupant que des mineurs.

Les dossiers des enfants en liberté surveillée seraient ainsi centralisés, classés, tenus à jour et le président pourrait exiger des rapports, convoquer l'enfant s'il était nécessaire, pour lui faire des observations.

*
**

Que faut-il conclure de ces observations? Que le régime de la liberté surveillée n'est guère appliquée, qu'il ne peut l'être dans les conditions actuelles, mais que, s'il était appliqué sérieusement, c'est un moyen sérieux et qui pourrait rendre les plus grands services.

(1) CUCHE, *R. pén.*, 1925, p. 70.

On peut même dire qu'il serait une mesure très sévère si elle était vraiment appliquée, au lieu d'être comme aujourd'hui l'équivalent de la mise en liberté pure et simple.

Si un mineur est condamné à six mois de prison avec sursis il l'aura tût oublié; n'oublions pas que nous sommes en présence d'enfants, insouciants et impulsifs; mais si, jusqu'à sa majorité il est surveillé par un délégué consciencieux et dévoué, qui s'occupe de ses études et de son travail, et aussi de sa vie de famille, cette mesure lui sera autrement profitable que les six mois de prison suspendus sur sa tête.

Section V

Réformes

La liberté surveillée vaut ce que valent les délégués.

On a certes trouvé des bonnes volontés, on a trouvé, du côté des œuvres d'assistance et surtout du service social, un dévouement admirable, surtout de la part des femmes qui sont venues offrir leur concours et n'ont pas craint d'aller dans certains milieux où elles étaient plus ou moins bien reçues, plutôt mal que bien, mais ce dévouement n'a pas suffi.

Le dévouement n'est pas tout.

Si l'on veut que cette institution fonctionne, il faut avoir des surveillants sur lesquels on puisse garder la main.

C'est là le nœud du problème: les délégués doivent-ils être des personnes de bonne volonté, des personnes bénévoles auxquelles on pourra faire difficilement des observations qu'on ne pourra pas empêcher d'aller en vacances ou contraindre de visiter les enfants aussi souvent qu'il est nécessaire, ou les délégués, doivent-ils être rétribués?

Du délégué bénévole on ne peut guère exiger un travail soutenu durant toute l'année. Le délégué bénévole a d'autres occupations, une famille et ses propres enfants qu'il ne va pas priver d'air et de vacances pour surveiller les petits galopins qui lui sont confiés.

Tandis qu'avec des délégués rétribués, on aurait des gens qui travailleraient et auxquels on pourra dire: voilà comment vous devez vous y prendre!

Certes, les parents et enfants admireront beaucoup plus le philanthrope, désintéressé que le fonctionnaire rétribué pour une besogne ingrate.

D'autre part, le délégué bénévole présente aussi un gros avantage du point de vue financier: il ne coûte rien à l'Etat.

Que faut-il donc souhaiter? Doit-on ne plus accepter de délégués bénévoles?

Il faut, croyons-nous, à la fois des délégués bénévoles et des délégués professionnels. « Si précieux que soit le concours des délégués bénévoles, nous estimons qu'il est insuffisant. Nous souhaitons que des délégués professionnels, expérimentés, des assistantes sociales, préparées à leur tâche par une formation technique, viennent encadrer les délégués bénévoles, les guider, se substi-

tuer à eux pour les missions les plus délicates, assumer les délégations les plus difficiles » (1).

« Le concours des personnes bénévoles est hautement souhaitable. Il appelle toutefois la direction des éléments professionnels ». (X^e Congrès international pénal et pénitentiaire de Prague, août 1930.)

Le délégué bénévole serait un auxiliaire et le rôle principal dans l'organisation des surveillances et leur contrôle appartiendrait au professionnel qui aurait là un véritable métier auquel il se préparerait par des études sérieuses.

Pour clore ces études, on pourrait donner un diplôme analogue à celui du service social (1).

En résumé, nous demandons, comme pour les rapporteurs, un cadre de professionnels stables et connaissant bien leur travail, noyant et guidant les bonnes volontés dévouées certes, mais qui risquent toujours de faire défaut.

(1) CAMPINCHI, proposition de résolution, exposé des motifs.

(2) V. à ce sujet ce qui a été dit page 89.

Chapitre II

L'enfant est interné

Section I

Les Institutions publiques et privées d'éducation corrective

§ 1. — HISTORIQUE

La loi organique des colonies pénitenciaires est la loi du 5 août 1850 sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus.

Cette loi fut votée à la suite d'un mouvement d'idées provoqué par le scandale de la détention en commun des enfants et des détenus majeurs dans les maisons centrales de correction. Tous ceux qui, en France, s'intéressaient à ces questions, désiraient une refonte de nos institutions pénitenciaires, et, notamment, la création d'établissements spécialement destinés aux mineurs. Nous trouvons l'expression de cet état d'esprit dans les deux volumes où MM. de Beaumont et de Toc-

queville ont consigné les réflexions que leur a provoqué leur visite aux établissements pénitentiaires des Etats-Unis d'Amérique.

D'après eux, les institutions pour mineurs délinquants sont « des maisons spéciales où tout est disposé pour concourir à préserver du mal et à rendre à des meilleures influences de jeunes âmes un moment égarrées, sans doute, mais que la société ne doit pas traiter avec une dure et sinistre défiance. C'est là surtout que l'œuvre pénitentiaire est touchante ! C'est là qu'elle est sainte et utile ! Est-il un spectacle plus consolant et plus doux que de voir ainsi raviver et rendre à l'air par de l'honnêteté et du travail, une génération séchée dans sa fleur par le souffle aride des mauvaises passions ? » (1).

Ce qui, en langage juridique, se traduit ainsi : « Les mineurs des deux sexes détenus... reçoivent... pendant leur séjour dans les établissements pénitentiaires, une éducation morale, religieuse et professionnelle (2). Ils y sont élevés en commun, sous une discipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction élémentaire » (3).

La loi de 1850 prévoit des colonies publiques et des colonies privées.

(1) G. DE BEAUMONT et A. DE TOCQUEVILLE: *Système pénitentiaire aux Etats-Unis*, t. 2, pp. 208 et 209.

(2) L. 1850, art. 1.

(3) L. 1850, art. 3.

« Les colonies pénitentiaires sont des établissements publics ou privés. Les établissements publics sont ceux fondés par l'Etat, et dont il institue les directeurs.

» Les établissements privés sont ceux fondés et dirigés par des particuliers avec l'autorisation de l'Etat. » (1).

Ce n'est que tout récemment qu'on leur a donné le nom de « *maisons d'éducation surveillée* ». Le Code pénal les appelait « *maisons de correction* », la loi de 1850 et celle du 12 avril 1906 en firent « *des colonies pénitentiaires* »; enfin, sous l'influence des idées nouvelles sur les principes devant régir l'enfance coupable, d'après le décret du 31 décembre 1927, et le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le droit de correction paternelle, elles sont devenues « *maisons d'éducation surveillée* » (2). On a maintenu toutefois les dénominations d'Ecoles

(1) L. 1850, art. 5.

(2) Ces changements de dénomination sont purement administratifs. La Cour de Cassation a annulé la décision d'un tribunal envoyant un mineur dans une maison d'éducation surveillée, attendu que l'envoi dans une maison d'éducation surveillée n'est pas au « nombre des mesures qui sont énumérées dans l'art. 66. C. pénal et qu'à défaut d'autres précisions, il ne peut être identifié avec aucune d'entre elles ». (Cass. crim., 9 déc. 1932. D. H. 1923, p. 102). De même qu'elle avait cassé la décision prononçant l'envoi en maison de correction (Cass. 30 mai 1924. S. 1924-1-144. B. crim., n° 236).

Cependant, le président du tribunal qui rédigea une ordonnance en vertu des art. 376 et s. du C. civil (Correction paternelle), devra, nous semble-t-il, employer depuis le D. L. du 30 oct. 1935, les mots « maison d'éducation surveillée ».

de préservation pour les filles et d'Ecole de réforme pour l'établissement de Saint-Hilaire.

Ces colonies privées et publiques furent créées en vue du fonctionnement de la loi de 1850; dans l'esprit du législateur, les colonies privées devaient recevoir un gros effectif et les colonies publiques auraient seulement pourvu à leur insuffisance.

Aujourd'hui, c'est le contraire qui se produit.

COLONIES PUBLIQUES AU 1^{er} JANVIER 1938

Pour les garçons, nous en trouvons six (1), dont quatre maisons d'éducation surveillée, une maison d'éducation surveillée (quartier correctionnel), une école de réforme et un internat approprié.

Aniane (Hérault);

Belle-Isle-en-Mer (Morbihan);

Saint-Maurice, à la Motte-Beuvron (Loir-et-Cher);

Eysses par Villeneuve - sur - Lot (Lot-et-Garonne)
(quartier correctionnel);

Saint-Hilaire (Vienne), école de réforme;

Chanteloup (Maine-et-Loire), internat approprié,
mineurs de 13 ans.

Pour les filles, trois écoles de préservation:

Cadillac (Gironde);

Clermont (Oise);

Doullens (Somme).

(1) En 1912, on comptait en plus: Gaillon, Auberive, Saint-Bernard, les Douaires, le Val d'Yèvre, Haguenau.

COLONIES PRIVÉES AU 1^{er} JANVIER 1938

Pour les garçons (1) :

Frasne-le-Château (Haute-Saône), internat approprié.

Pour les filles :

la Solitude de Nazareth (Montpellier) ;

l'Association des Diaconesses, à Paris.

Nous n'étudierons dans cette première section que les institutions publiques d'éducation corrective (maisons d'éducation surveillée) ; nous nous occuperons des colonies privées dans une deuxième section en même temps que des autres œuvres privées.

§ 2. — CATEGORIES DE MINEURS
CONFIEES AUX MAISONS D'EDUCATION
CORRECTIVE

A. — MINEURS DE 13 ANS

Les mineurs de 13 ans vont dans des établissements spéciaux appelés internats appropriés (Chanteloup, Frasne-le-Château).

(1) La colonie de Mettray a été supprimée en 1937.

B. — GARÇONS DE PLUS DE 13 ANS (1)

a) *Maisons d'éducation surveillée*

1. Mineurs de 21 ans enfermés par voie de correction paternelle, art. 375 et suivants du C. civil;

2. Mineurs de plus de 13 ans acquittés en vertu de l'art. 66 du C. pénal;

3. Mineurs de plus de 13 ans confiés à l'Administration pénitentiaire à la suite d'un incident à la liberté surveillée ou de l'évasion d'un patronage;

4. Mineurs de plus de 13 ans prévenus de crimes ou délits quand la maison d'arrêt ne peut plus les recevoir (2);

5. Mineurs de plus de 13 ans condamnés à moins de six mois de prison antérieurement à leur envoi en correction, ou qui ont fait l'objet d'une évasion;

(1) Les prévenus de 13 à 18 ans sont détenus ordinairement dans un quartier spécial de la maison d'arrêt, ou dans la maison d'accueil quand il y en a une.

Les mineurs de 13 à 16 ans condamnés à moins de six mois purgent leur peine dans un quartier spécial d'une maison d'arrêt ou de justice; de 16 à 18 ans, ils purgent leur peine avec des adultes.

(2) Par exemple, Aniane, après les révoltes de septembre 1937.

6. Mineurs de 13 à 16 ans condamnés à plus de six mois et moins de deux ans de prison;

7. Certains pupilles vicieux de l'Assistance publique (L. 28 juin 1904) (1).

b) *Maisons d'éducation surveillée*

(*quartier correctionnel*) (2)

1. Mineurs de plus de 13 ans condamnés à plus de six mois de prison antérieurement à leur envoi en correction;

2. Mineurs de 13 à 16 ans condamnés à plus de deux ans de prison;

(1) D. L. 30 oct. 1935; L. 1904 a. 2: « Lorsqu'un pupille de l'A. P., par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil, statuant en chambre du conseil peut, sur le rapport de l'inspecteur des enfants assistés et sur la demande du préfet dans les départements ou du directeur de l'A. P. de Paris dans la Seine, décider sans frais qu'il sera confié pour une durée de six mois à une œuvre ou à un établissement qualifié pour le recevoir ou, à défaut, à l'Administration pénitentiaire. Si, à l'expiration des délais de six mois, le pupille ne s'est pas amendé il pourra rester confié à l'œuvre, à l'établissement ou à l'administration pénitentiaire par une nouvelle décision du tribunal prise en la même forme ».

(2) Pratiquement Eysses. (Autrefois, il y avait aussi Mettray).

3. Certains pupilles vicieux de l'assistance publique, (Loi 28 juin 1904);

4. Pupilles insubordonnés des maisons d'éducation surveillée;

5. Mineurs relégables (Lr 27 mai 1885, a. 8);

6. Majeurs de 21 ans, ayant subi des condamnations au cours de leur minorité et ne les ayant pas entièrement purgées à leur majorité.

C. --- FILLES

Nous ne trouvons pas dans les textes les mêmes distinctions, mais, en pratique, l'Administration pénitentiaire les sélectionne comme les garçons (une section correctionnelle à été annexée à Clermont).

§ 3. — SELECTION DES PUPILLES

A. — SÉLECTION PAR AGE

L'Administration pénitentiaire pratique surtout la sélection par âge: elle envoie à l'internat approprié de Chanteloup les mineurs de 13 ans, à la maison de réforme de Saint-Hilaire les enfants de 13 à 16 ans, à Saint-Maurice ceux de 16 à 18 ans et à Belle-Isle les pupilles de 17 à 21 ans.

Mais les enfants grandissent et, en fait, on trouve dans ces maisons des pupilles de tous les âges. On a

done créé à l'intérieur même de ces établissements et dans la mesure du possible, un classement par âge : on distingue les grands, les moyens, les petits. Il est facile de les diviser de cette façon dans les dortoirs et dans les réfectoires ; mais, au moment du travail et des récréations, des difficultés surgissent : on prend surtout en considération leurs aptitudes professionnelles et celles-ci ne correspondent pas toujours à la sélection par âge.

B. — SÉLECTION SELON L'ÉTAT DE SANTÉ

Pour les plus malades, il y a une sélection basée sur l'état physiologique : un sanatorium pour les enfants tuberculeux pulmonaires incurables près de l'Ecole de réforme de Saint-Hilaire (Sanatorium Belle-Vue) et une section pour tuberculeux osseux et ganglionnaires à Belle-Isle. A Eysses, il y a un quartier spécial pour les mineurs syphilitiques.

Pour les filles, il existe à Doullens un dispensaire prophylactique pour celles atteintes de maladies vénériennes et une maternité avec une pouponnière pour les mineures enceintes ou ayant un enfant en bas âge.

Pour les enfants anormaux, si l'on met à part la loi de 1909 sur les classes de perfectionnement d'arriérés n'ayant aucune portée pénitentiaire, on a seulement l'art. 6 de la loi de 1912 qui envisage leur envoi dans des établissements appropriés. Pendant longtemps, les enfants anormaux ont dû être conservés dans les colonies pénitentiaires où l'on tentait de les éduquer dans la mesure du possible.

Depuis la circulaire du 11 mai 1937, ils doivent pouvoir recevoir les soins appropriés à leur état (1) dans des sections spéciales des asiles d'aliénés.

C. — SÉLECTION SELON L'ORIGINE

On s'efforce aussi d'envoyer les pupilles dans des établissements industriels comme Aniane, Belle-Isle, ou dans des établissements ruraux comme Saint-Maurice ou Saint-Hilaire, d'après leur origine urbaine ou rurale. D'ailleurs, dans les établissements principalement industriels il y a des sections agricoles, et, réciproquement, dans les établissements surtout agricoles se trouvent des sections industrielles.

D. — SÉLECTION PAR CATÉGORIES PÉNALES

La sélection par catégories pénales est obtenue au moyen des sections d'observation, d'épreuve et de mérite, que nous étudierons plus loin. Elle est obtenue aussi par l'envoi au quartier correctionnel d'Eysse, de ceux considérés comme incorrigibles.

(1) Paris, le 11 mai 1937. Circulaire relative au placement des mineurs délinquants anormaux. Extrait:

« La plupart des asiles d'aliénés possèdent actuellement une section spéciale réservée aux enfants anormaux ou déficients éducatibles ou non. Ces sections, installées dans des pavillons séparés de ceux des adultes, ne permettent aucun contact entre ces catégories bien distinctes de malades, qui bénéficient au surplus de thérapeutiques différentes spécialement appropriées à leur état particulier. » Suit la liste de quatorze asiles.

§ 4. — FONCTIONNEMENT DES MAISONS D'EDUCATION CORRECTIVE PUBLIQUES

A. — UN INTERNAT APPROPRIÉ (CHANTELOUP) (1)

Il y a là 60 à 70 enfants envoyés pour la plupart par le tribunal civil siégeant en chambre du conseil. On trouve aussi des pupilles difficiles de l'Assistance publique et des pupilles provenant des offices départementaux (pupilles de la nation). On les reçoit à partir de l'âge de 7 ans. Ils subissent lors de leur arrivée, une visite médicale. Dans le courant de l'année le médecin vient à l'internat une fois par jour, visiter les malades alités et examiner deux fois par semaine l'état de santé et la croissance des enfants. Il doit aussi inspecter les lieux de punitions, les locaux et la nourriture. Un spécialiste examine deux fois par mois les voies respiratoires et les yeux; un dentiste vient deux fois par an, donne ses soins et examine la bouche de tous les enfants. Tous les trois mois, les pupilles sont visités par un médecin neuro-psychiâtre afin d'éliminer les inéducables et de les diriger vers un asile.

Le but de l'internat est le même que celui des colonies pénitentiaires, le redressement de l'enfant; mais,

(1) Les renseignements sur Chanteloup nous ont été fournis fort aimablement par le sous-directeur de l'internat approprié.

ici, nous trouvons surtout deux préoccupations : l'instruction et l'éducation morale et religieuse de l'enfant. Les pupilles retenues dans l'internat sont occupés principalement à des travaux agricoles.

La population pupillaire de l'établissement est divisée en trois sections :

la 1^{re} section comprend les mineurs de 13 ans ;

la 2^e section se compose des mineurs de plus de 13 ans (1) dont l'insuffisance d'instruction ou l'état de santé ne permet pas d'envisager le placement ;

la 3^e section est constituée par les pupilles en instance de placement.

Chaque section est tout à fait indépendante des autres, l'enfant ne peut jouer qu'avec les camarades de sa section ; il prend ses repas avec eux.

L'enseignement est réparti entre deux classes que les pupilles fréquentent suivant leur degré d'instruc-

(1) Ces dispositions sont extraites du règlement du 12 avril 1929 qu'a bien voulu nous communiquer M. le Sous-Directeur de Chanteloup. Ce règlement va être incessamment remplacé par un règlement nouveau dont nous pouvons donner un extrait d'une disposition fondamentale.

L'article 2 du nouveau règlement dispose que « ...les mineurs... ne peuvent être confiés à l'internat approprié de Chanteloup pour une durée excédant leur quatorzième année révolue. Dans les trois mois qui précèdent ce terme, chaque pupille est l'objet d'un incident devant l'autorité judiciaire compétente qui décide soit sa remise à sa famille, soit du choix d'un nouveau placement... »

tion. Le programme est celui des écoles primaires et les horaires sont aussi les mêmes.

Pendant les heures de récréation, les enfants ont à leur disposition des jeux et tous les jours a lieu une leçon de culture physique en plein air, d'une durée d'une heure. Il est donné aux pupilles un bain-douche tous les huit jours en hiver, deux fois par semaine en été.

Le régime de l'école est dur et sévère pour des enfants mais il n'y est usé d'aucune mesure disciplinaire, seulement des pénitences: la réprimande, l'annulation de récompenses, la mise en piquet, les corvées supplémentaires, la privation de promenade, la mise à l'isolement avec pain sec limité à un seule repas. Les récompenses sont: l'inscription au tableau d'honneur, la permission, le placement, l'engagement militaire, la remise à la famille.

L'éducation religieuse occupe une place assez importante, les enfants suivent tous le catéchisme et font la première communion. Tous les dimanches, un prêtre des environs vient dire la messe à l'internat et le jeudi il fait l'instruction religieuse des pupilles.

Nous nous trouvons ici en présence d'une véritable école et le résultat dépend surtout du personnel et de sa valeur.

Le personnel

L'internat approprié ayant un caractère tout à fait spécial, différent de celui des autres établissements de l'Etat, nous allons anticiper sur ce qui sera dit plus loin du personnel en général et donner ici la compositions de celui de Chanteloup.

Nous y trouvons :

1. *Un sous-directeur* faisant fonction de directeur, venant de l'Administration pénitentiaire, pourvu des diplômes exigés par le règlement. (Le Sous-Directeur actuel est bachelier ès-lettres et bachelier en droit).

2. *Une institutrice* détachée de l'Education nationale étant passée par l'Ecole normale.

3. *Deux monitrices* déléguées dans les fonctions d'institutrice.

4. *Le moniteur commis-greffier*, provenant de l'Administration pénitentiaire, nommé après concours.

5. *Les monitrices*, toutes pourvues pour le moins du Certificat d'Etudes primaires, ont, pour la plupart des connaissances bien supérieures à la valeur de cet examen.

Le personnel spécial est composé d'un médecin, d'un dentiste et d'un aumônier catholique.

Quels sont les résultats obtenus?

Le redressement moral de l'enfant s'opère facilement dans cette atmosphère calme par une vie régulière et saine, une nourriture confortable et une éducation morale et religieuse sérieuse.

A 13 ans, l'enfant quitte l'internat, mais le sous-directeur, ne voulant pas le perdre de vue pour éviter l'abandon où se trouve ordinairement le libéré, tâche de le placer dans le voisinage. Si le placement est impossible, il le remet au tribunal qui statuera sur son sort. Il y a toujours des pervers qui ne s'amenderont jamais,

des anormaux qui nécessiteront un long traitement et que d'autres établissements devraient recueillir pour continuer l'œuvre de l'internat. Malheureusement, ils retournent souvent dans leur famille, et se replongent trop fréquemment dans une atmosphère de vice où tout amendement est impossible.

B. — LA COLONIE PÉNITENTIAIRE

La loi de 1850 déclarait que les pupilles y seraient élevés en commun, sous une discipline sévère et appliqué aux travaux de l'agriculture ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent et qu'il serait également pourvu à leur instruction élémentaire.

Là est inclus tout le programme de la vie d'un jeune pupille, qu'il soit à Aniane, à Saint-Maurice ou à Belle-Ile-en-Mer.

a) *Vie à la colonie*

Quand un pupille arrive dans un de ces établissements, il est interrogé par le directeur. Il subit une visite médicale et il est mis en observation. Il faut déterminer ses aptitudes physiques, connaître son état sanitaire, son niveau mental et moral. Un dossier individuel est ouvert à son nom; les résultats de l'examen qu'il subit à son entrée y sont consignés, ainsi que tous les renseignements recueillis sur les antécédents du mineur et notamment sur ses rapports avec sa famille. Dans ce dossier, qui est mis à jour trimestriellement, il est fait mention de tous les incidents concernant la santé, la conduite, l'instruction et l'éducation profes-

sionnelle ainsi que l'état de son pécule. On l'affecte donc au service général, c'est-à-dire au nettoyage des cours et des bâtiments: c'est la section d'observation.

Après ce temps d'épreuve, le directeur le désigne pour un atelier. La plupart des colonies sont devenues surtout industrielles. D'après la statistique pénitentiaire de 1931, 47 % des garçons et 62 % des filles étaient occupés aux travaux industriels, 34 % des garçons étaient occupés à des travaux agricoles et 19 % aux travaux intérieurs de la maison, 32 % des filles étaient employées aux travaux des champs et aux services intérieurs. On comprend d'ailleurs cette transformation puisque la majorité des délinquants viennent de la ville et y retournent malgré tous les efforts conjugués pour les en détourner.

Les mineurs sont classés en deux catégories:

1. section d'épreuve où ils restent au moins un an;
2. section de mérite qui réunit tous les sujets ayant donné des marques d'amendement.

b) *Emploi du temps des pupilles*

L'emploi du temps est fixé par le directeur et est approuvé par le Ministre. A quelques détails près, selon les établissements, voici l'horaire type.

Les heures de lever et de coucher varient avec les saisons:

a) période d'été (1^{er} juin-31 août): lever 5 heures, coucher 20 heures (heure du soleil);

b) période de printemps et d'automne (1^{er} avril-31 mai, 1^{er} septembre-31 octobre) lever 6 heures, coucher 20 heures;

c) Période d'hiver (1^{er} novembre-31 mars) lever 6 h. 30, coucher 19 h. 30.

Le dimanche et les jours fériés, le lever est retardé d'une heure. L'heure du coucher est invariable.

Le travail aux champs ou à l'atelier commence une heure après le lever et est terminé à 11 heures. Il reprend à 14 heures jusqu'à 17 heures en été, automne et printemps; jusqu'à 16 h. 30 en hiver.

Les pupilles reçoivent un enseignement scolaire qui leur est donné entre 17 heures et 19 h. 30.

Le reste du temps est pris par les repas, les récréations, la sieste, les exercices physiques, les sports et les cours de musique, car une fanfare ou une chorale doivent exister dans chaque établissement.

c) *Enseignement professionnel que reçoit le pupille*

Dans chaque établissement, les mineurs reçoivent un enseignement professionnel, ayant pour objet, soit de les perfectionner dans le métier antérieurement pratiqué, soit de leur apprendre une profession leur permettant de gagner honnêtement leur vie à leur libération.

C'est ainsi que des ingénieurs agricoles et des chefs d'ateliers apprennent les professions d'agriculteur, charron, tonnelier, ferblantier, menuisier, maçon, serrurier, forgeron, taillandier, électricien, tailleur, cordonnier, etc...

La section maritime de Belle-Ile, dont la flotille a été récemment modernisée, prépare les jeunes gens au métier de marin et fournit tous les ans des recrues à l'armée de mer.

Quant aux jeunes filles, elles sont initiées aux travaux de couture et reçoivent un enseignement ménager pratique.

Un pécule est constitué aux mineurs : il varie suivant leur assiduité au travail et leur bonne conduite.

d) *Instruction élémentaire*

La loi prévoit qu'une instruction élémentaire doit être donnée au pupille.

Des cours sont organisés régulièrement. On trouve en général trois classes : cours préparatoire, cours élémentaire, cours moyen. Les programmes sont les mêmes que ceux des écoles publiques. Il y a des résultats puisque certains se présentent au certificat d'études et sont reçus.

e) *Instruction morale et religieuse*

Cependant, le besoin de redonner un sens moral à ces enfants qui n'ont souvent aucune notion du bien ou du mal, se fait vivement sentir puisque le but de leur séjour dans la maison d'éducation surveillée est précisément leur redressement moral. Si le travail est une grande force moralisatrice, il ne suffit pas. Les directeurs organisent des conférences où il est traité un sujet de morale pratique. C'est souvent le directeur qui parle lui-même, mais il peut être remplacé par l'instituteur chef ou des conférenciers bénévoles ou de passage. Mais cela est bien insuffisant.

L'enseignement religieux est facultatif. Le service du culte est assuré par des aumôniers, mais leur rôle est pratiquement très effacé.

C. — COLONIE CORRECTIONNELLE

Nous avons vu, comment vit le pupille dans une colonie pénitentiaire. Il nous reste à parler de la *colonie correctionnelle*. Il y en a une seule à Eysses, qui a reçu depuis 1927 l'appellation officielle de Maison d'éducation surveillée (quartier correctionnel) [1].

Le régime d'Eysses est très sévère; c'est le recrutement de la maison qui l'impose. Il y a deux sections (2) principales: la section de correction et la section de répression.

1° *Section de correction:*

Elle est réservée aux indisciplinés renvoyés de leur maison d'origine pour insubordination et aux pupilles vicieux de l'assistance publique. Elle se divise elle-même en section d'épreuve et section d'amendement. Le nouvel arrivant passe dix jours dans le quartier cellulaire en observation et est toujours mis à la section d'épreuve où il reste au minimum dix mois, car on pense, et à juste titre, que, si un enfant peut simuler pendant dix jours une conduite exemplaire par une attitude soumise et respectueuse, en contact prolongé avec ses camarades il découvrira sa véritable personnalité.

(1) H. FAVRE: La Maison d'éducation surveillée d'Eysses (quartier correctionnel), Toulouse, 1933.

(2) Sans compter le quartier spécial réservé aux syphilitiques.

A la section d'amendement, la discipline est moins dure et si la conduite du pupille reste bonne pendant douze mois, on envisage pour lui la libération provisoire et l'engagement dans l'armée.

2° Section de répression:

Elle fût créée à Eysses en 1930. Elle est réservée aux mineurs de 16 ans condamnés pour crimes et délits à plus de deux ans d'emprisonnement et aux mineurs relégables.

Les peines d'emprisonnement peuvent aller jusqu'à vingt ans et le pupille pourra rester à Eysses ayant dépassé depuis longtemps sa vingt-et-unième année.

La section de répression est nettement séparée des autres. Aucune communication n'est possible entre ceux qui en font partie et les autres pupilles. Ils ont leurs classes, leurs ateliers, leurs dortoirs, leur réfectoire. Ils sont en général peu nombreux et on ne peut organiser pour eux des ateliers aussi variés. Ils ne peuvent, par exemple, s'occuper des travaux de la ferme à cause de leur internement. Ils sont uniquement cordonniers ou tailleurs. Ils ont les mêmes punitions que les autres, mais ils ne peuvent bénéficier de la possibilité d'engagement car ce sont des détenus. Seul un recours en grâce ou une libération conditionnelle peuvent leur être accordés.

Par un étrange paradoxe, semble-t-il, les mineurs de la section de répression constituent, en général, l'élément le plus calme de la population de la colonie.

§ 5. — CRITIQUE DE L'ORGANISATION DES COLONIES

Nous avons vu dans les paragraphes précédents l'organisation des maisons d'éducation surveillée; et nous avons vu que le législateur a voulu donner à ces établissements un caractère éducatif et non pas répressif.

Le but des maisons d'éducation surveillée est de donner aux jeunes délinquants une éducation et, en même temps, une formation professionnelle destinée à faciliter leur relèvement et leur reclassement dans la société.

Ce but est-il atteint en réalité?

Pour ce qui est de la formation professionnelle, tout le monde ou presque est d'accord: les enfants sortant de ces établissements sont généralement capables de se débrouiller dans la vie grâce au métier qu'il y ont appris.

Mais pour ce qui est de l'éducation, les critiques adressées aux maisons d'éducation surveillée sont aussi nombreuses que violentes.

La rubrique des bagnes d'enfants revient périodiquement dans la presse. Nous grands quotidiens du soir ou du matin reprennent, après François Coppé dans « Le Coupable » et Louis Roubeaud dans « Les Enfants de Caïn », les mêmes accusations contre les établissements de l'Etat; et, chaque semaine, c'est l'artillerie lourde de certains hebdomadaires abondamment illustrés, d'un genre tout à fait spécial, qui publient des articles sensationnels d'envoyés spéciaux, quand ce ne sont pas les « confidences » ou les « mémoires » d'un pupille.

C'est ainsi que nous lisons en caractère d'affiches :
« *Les enfants révoltés* », « *Un pupille d'Eysses est au pain sec pour avoir cueillir une fleur* », « *Le scandale des bagnes d'enfants* ».

La rubrique est toujours assurée de quelque succès ; succès de bon aloi parce que l'opinion publique s'émeut aisément, et nous pensons qu'elle s'émeut noblement de tout ce qui touche à l'enfance **malheureuse**.

Succès aussi de mauvais aloi, car il y a toujours des lecteurs friands de scandales et qui ne lisent dans les feuilles que ce qui déshonore le prochain.

Le rédacteur en chef d'un de nos grands (le plus grand, dit-on) quotidiens du soir, répondait un jour au reproche qu'on lui faisait d'exagérer manifestement certaines informations, au risque de les déformer : « Pour le public, il faut montrer les choses à travers une optique grossissante ».

Il y a donc dans ces informations une grande part d'imagination. Est-ce à dire cependant que tout est parfait dans les établissements de l'Etat ? Non, certes. Mais nous devons essayer, à travers les exagérations des censeurs, de voir ce qu'il peut y avoir de critiquable dans leur organisation actuelle.

On a souvent répété, après François Coppé, qu'ils « sont des bagnes où des créatures irresponsables sont soumises à toutes les souffrances physiques et morales et où il n'y a pas plus de charité dans le cœur des chefs que de beurre dans la ratatouille des cuisines ».

Après avoir blâmé les punitions, le pain sec, le cachot et la « valse » que les « chevaliers de la trique » font mener aux pupilles, on accuse surtout les ci-devant

colonies pénitenciaires d'être des maisons de corruption où les enfants apprennent au contact des « caïds » les mœurs contre nature qui, dit-on, étaient le passe-temps préféré de certains légionnaires de César.

Qu'y a-t-il de vrai là-dedans ? Il nous semble que le mieux est de chercher la réponse dans les circulaires ministérielles elles-mêmes.

Si l'on veut bien tenir compte des nécessités du style officiel, nous dirons que les lignes qui suivent sont, par leur modération et leur mesure, plus cruelles pour les maisons d'éducation surveillée que des articles sur trois colonnes à la « une » des grands quotidiens et sûrement plus justes.

« Les enfants demeurent, pendant presque toute la durée de la récréation, couchés ou assis, quelques-uns se promènent en causant ; on en voit très rarement occupés à jouer.

» Ce désœuvrement est extrêmement fâcheux. on ne saurait, en effet, rien attendre de bon de cette oisiveté prolongée dans les cours, ni des conversations à voix basse, et moins encore des songeries auxquelles certains enfants paraissent se livrer...

» Nous avons tout à gagner à ce que l'enfant, dans nos colonies, ait le moins possible l'impression d'être en prison. »

C'est ensuite le Garde des Sceaux qui s'exprime ainsi dans une circulaire en date du 29 octobre 1934 : « Il ne suffit pas que des jeunes gens et des jeunes filles vivent dans des conditions d'hygiène. Il faut aussi qu'après le travail, été comme hiver, ils puissent avoir la distraction saine qui empêche les conciliabules malsains et le désœuvrement aux heures de repos. Il en est ainsi dans

certains établissements. J'entends qu'il en soit de même dans tous les autres. »

Ces deux dernières phrases nous indiquent le nœud du problème : « Il en est ainsi dans certains établissements ». Pourquoi n'en est-il pas de même dans tous ? Parce que, dans certains établissements, le personnel de direction mal recruté n'a pas été à la hauteur de sa tâche et que, dans d'autres, des directeurs pleins de zèle et de dévouement se sont heurtés à la résistance passive d'un personnel de surveillance buté dans la routine et absolument inapte à éduquer des enfants.

Dans les questions d'éducation, tout dépend de la valeur personnelle de l'éducateur. La meilleure des méthodes appliquée par un cuistre ne donnera que de piètres résultats mais, même sans méthode aucune, le véritable éducateur, celui qui a foi en sa mission, qui aime les enfants et leur fait confiance, transformera la plupart de ceux qu'on lui confiera. Que si on ne peut pas prétendre recruter des apôtres dans une administration de l'Etat, on exige au moins un minimum de garantie des éducateurs de ceux qui, après tout, seront à leur majorité des Français comme les autres (1).

Nous allons tout d'abord examiner le recrutement du personnel des maisons d'éducation surveillée, ensuite les critiques que nous croyons devoir à cet égard ; nous suggérerons ensuite les réformes qui nous paraîtront les plus utiles et dans le recrutement et dans l'organisation de ce personnel.

(1) Et des Français qui constituent une forte minorité, puisque l'on estime que depuis trente ans, le nombre des jeunes délinquants poursuivis a été de 350.000.

§ 6. — LE PERSONNEL. SON RECRUTEMENT

Le personnel d'une maison d'éducation surveillée comporte d'abord un élément administratif que nous laisserons de côté (greffiers, comptables, etc...); il comprend ensuite un élément qui est en contact permanent avec les mineurs, ce sont :

1. Le directeur (ou la directrice), placé directement sous l'autorité du Ministère de la Justice, s'occupe de l'ordre, de la discipline et de l'administration de la maison.

2. Le sous-directeur (ou la sous-directrice), surveille l'exécution des ordres du directeur; il dirige le personnel de surveillance et peut assurer la direction du service de l'enseignement. Il remplace le directeur en cas d'absence ou de maladie.

3. Le personnel de surveillance est chargé de veiller au maintien de l'ordre et de diriger le travail en accord avec les contremaîtres civils : ce sont le premier maître (ou première maîtresse) qui fait fonction de surveillant général, les maîtres (ou maîtresses) qui, placés sous l'autorité du premier maître, ont autorité sur les moniteurs (ou monitrices).

Les membres du personnel de surveillance portaient autrefois les noms de surveillants; mais l'administration pénitentiaire n'a pas voulu conserver cette appellation qui rappelait trop l'origine pénale de l'établissement et l'a remplacée actuellement par celle de maîtres et de moniteurs.

Le premier maître, les maîtres, et les moniteurs portent un uniforme en drap bleu foncé avec des liserés rouges et des galons, tels ceux des gardiens de prison.

4. Les instituteurs et institutrices s'occupent de l'enseignement scolaire des pupilles, et aussi de l'administration.

5. Le personnel technique comprend des ingénieurs, des chefs et sous-chefs d'ateliers, et des ouvriers, pour les professions industrielles; des ingénieurs agricoles qui s'occupent de la gestion du domaine et de l'enseignement agricole du pupille.

6. Des agents spéciaux: l'aumônier, le médecin, le pharmacien.

A. — DIRECTEUR

Les directeurs ou directrices d'établissements d'éducation surveillée sont choisis exclusivement parmi les sous-directeurs ou sous-directrices inscrits sur un tableau d'aptitude et comptant quinze ans de service dont deux années en qualité de sous-directeur ou sous-directrice (1). (D. 5 mai 1937, a, 2).

(1) Cependant, à titre transitoire et pendant une période de deux ans à dater de la publication du présent décret (5 mai 1937) pourront directement être nommés directeur ou directrice, sous-directeur ou sous-directrice d'un établissement d'éducation surveillée, maison d'éducation surveillée, école de réforme ou de préservation, internat approprié, les personnes étrangères à l'administration, âgées d'au moins 40 ans, que leurs services antérieurs ou leurs connaissances rendent plus particulièrement aptes à remplir cette fonction.

B. — SOUS-DIRECTEUR

Les sous-directeurs et sous-directrices des établissements d'éducation surveillée, maison d'éducation surveillée, écoles de réforme et de préservation, internats appropriés dépendant du Ministère de la Justice, sont exclusivement recrutés par voie de concours (1).

Le règlement du concours, ainsi que le programme et la composition du jury sont fixés par un arrêté du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

Sont admis à prendre part aux épreuves dudit concours.

1° Les instituteurs et institutrices, économes, greffiers-comptables, dames économes, dames comptables des services extérieurs de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée, recrutés à titre civil et titulaires, soit du brevet supérieur de l'Enseignement primaire et du certificat d'aptitude pédagogique, soit

(1) Au moment de mettre sous presse, un Décret en date du 17 août 1938 décide que les directeurs des maisons d'éducation surveillée, écoles de réforme et établissements assimilés sont recrutés, dans la limite d'une vacance sur cinq d'après les résultats d'un concours entre professeurs et instituteurs de l'éducation nationale, professeurs de l'enseignement technique et d'agriculture, dans la proportion de quatre vacances sur cinq parmi les économes ou greffiers comptables.

Les directeurs seront exclusivement recrutés parmi les sous-directeurs; les directeurs de St-Maurice et de St-Hilaire auront des conditions spéciales de recrutement.

du baccalauréat de l'Enseignement secondaire, comptant au moins sept ans de services admissibles pour la retraite dans les cadres du Ministère de la Justice et trente-trois ans d'âge, à la date de l'ouverture du concours ;

2° Les professeurs et instituteurs des cadres de l'Education nationale, titulaires du diplôme pour l'enseignement des enfants arriérés, les professeurs de l'Enseignement technique et de l'Agriculture, comptant au moins dix ans de service public dans l'enseignement et âgés de trente-cinq au moins à la date de l'ouverture du concours.

3° Les docteurs en médecine et les médecins du cadre des asiles publics d'aliénés, âgés de trente ans au moins et de moins de trente-cinq ans au 1^{er} janvier de l'année du concours, cette limite d'âge étant prolongée d'un temps égal à la durée des services civils ou militaires accomplis par le candidat. (D. 5 mai 1937, a. 1.)

C. — PERSONNEL DE SURVEILLANCE

Les maîtres et maîtresses sont choisis parmi les moniteurs et monitrices ayant cinq ans de fonctions. Les moniteurs et monitrices sont recrutés dans les mêmes conditions que les surveillants des établissements pour adultes. Le recrutement se fait en principe parmi les anciens militaires par application des lois du 21 mars 1905, 3 mars 1913, 30 juin 1923, 4 avril 1926 et 23 juillet 1928 et, à défaut, parmi les candidats civils âgés de 21 ans, ayant accompli le service militaire dans le service armé, pourvus du certificat d'études primaires ou ayant subi avec succès un examen d'entrée. On exige

un minimum de taille (1 m. 63, décret du 15 janvier 1927). Enfin, les candidats doivent subir une visite médicale.

Jusqu'au décret du 31 décembre 1927, le personnel des établissements pénitentiaires, qu'ils soient pour mineurs ou pour adultes, était interchangeable. Les circulaires des 3 mars 1902 et 25 août 1905 aux préfets contenaient l'indication d'une certaine sélection dans le personnel de garde des établissements de jeunes détenus. Mais ces circulaires ont été, en fait, peu appliquées.

Le décret de 1927 n'a pas réalisé la spécialisation du personnel de surveillance d'une façon radicale. Mais il est l'amorce d'une réforme préparée par l'Administration pénitentiaire. Il a tout d'abord changé l'appellation de surveillants en celle de maîtres et moniteurs. Il a ensuite interdit le passage d'un établissement d'adultes à un établissement pour mineurs et vice-versa. Ce qui a empêché la spécialisation radicale du personnel c'est la nécessité d'attendre l'extinction de certaines situations individuelles. Un pas de plus a été accompli par le décret du 27 octobre 1935. Dans la proportion de 1 sur 3 et dans la mesure des vacances d'emploi, les moniteurs des colonies pénitentiaires doivent être recrutés parmi les candidats titulaires d'un diplôme d'état de service social ou du diplôme pour l'enseignement des arriérés ou qui justifient du stage réglementaire dans une classe ou dans une école de perfectionnement.

D. — LES INSTITUTEURS

Il y a deux sources de recrutement: les uns viennent des écoles normales d'instituteurs, d'autres sont d'anciens militaires qui ont demandé un emploi réservé dans

une administration de l'Etat; on exige de ces derniers le brevet élémentaire (1.)

E. — LE PERSONNEL TECHNIQUE

Le statut de ce personnel est réglé par les décrets du 16 juin 1926, 25 mars et 8 juillet 1927. Il comprend : des ouvriers recrutés à la suite d'un examen professionnel pour lequel il faut avoir plus de 25 et moins de 35 ans; des sous-chefs recrutés parmi les ouvriers titulaires, comptant trois ans de service, des chefs d'atelier, parmi les sous-chefs comptant trois ans de service. Les ingénieurs sont nommés par le Ministre.

Ces agents débutent par un stage d'un an avant d'être titularisés.

(1) Au moment de mettre sous presse, un Décret en date du 17 août 1938 décide que les emplois d'instituteurs dans les maisons d'éducation surveillée, écoles de réforme et établissements assimilés sont réservés dans les conditions prévues par les lois des 13 août 1936 et 12 juillet 1937 soit aux instituteurs publics détachés du cadre de l'éducation nationale, soit aux candidats justifiant du brevet supérieur et du certificat d'aptitude pédagogique ou du baccalauréat et ayant subi, avec succès, les épreuves d'un concours.

F. — AGENTS SPÉCIAUX

L'aumônier, le médecin et le pharmacien ne constituent pas à la vérité un personnel pénitentiaire proprement dit. A de très rares exceptions près, ils ne font que collaborer à certains services de la maison d'éducation surveillée, en lui demeurant extérieur.

§ 7. — CRITIQUE DU RECRUTEMENT DU PERSONNEL

Nous allons examiner maintenant le rôle que joue dans la maison d'éducation surveillée chacun de ces rouages.

I. LE DIRECTEUR ET LE SOUS-DIRECTEUR

A. — *Fonctions*

Le directeur est spécialement chargé de tout ce qui concerne l'ordre, la discipline et l'administration intérieure de l'établissement. Il a donc la responsabilité totale de la maison :

1. *Responsabilité de l'administration intérieure*

« C'est lui qui prépare le budget, les adjudications et les marchés. Il surveille l'exécution des cahiers des charges et propose le cas échéant les sanctions prévues

contre les soumissionnaires défaillants. Il a en outre le contrôle de toute la comptabilité denier et procède à la vérification de la caisse du comptable une fois par mois. Il surveille également les opérations de l'économie et vérifie au moins une fois l'an les restants en magasins » (1). C'est lui qui décide des agrandissements à faire et des locaux nouveaux à installer.

2. *Responsabilité de la marche de l'établissement*

Tous les fonctionnaires, employés et agents lui sont étroitement subordonnés et lui doivent une obéissance complète. Le directeur peut demander contre eux, au Ministre de la Justice, l'application de mesures disciplinaires. Les règlements et instructions ministérielles lui sont adressées et il doit en assurer l'application.

Il doit également assurer la liaison entre l'établissement qu'il dirige et l'administration pénitentiaire à Paris. Il rédige donc des rapports hebdomadaires sur la marche de l'établissement et signale les incidents présentant une certaine gravité (tentatives d'évasion, rixes, agression contre les gardiens, décès d'un pupille). En outre, il adresse chaque année, avant le 31 janvier, à la Direction de l'Administration pénitentiaire, un rapport d'ensemble sur le fonctionnement des divers services de l'établissement.

(1) H. FAVRE, *op. cit.*, p. 38.

3. Responsabilité du relèvement des pupilles

C'est celle qui nous intéresse le plus.

a) *Arrivée du pupille.* Lorsque l'enfant arrive à la colonie accompagné par un gardien, le directeur s'entretient avec lui, l'interroge sur ses antécédents et sur les motifs de son envoi. Il lui explique que la maison n'est pas un lieu de détention, mais un établissement destiné à son relèvement moral et à son éducation professionnelle. Il lui dit qu'il a un moyen d'améliorer sa situation et d'abréger la durée de son séjour à la colonie par les efforts qu'il fera pour s'amender et sa bonne conduite; et il fait luire à ses yeux l'avenir qu'il peut se créer: engagement dans l'armée, placement familial ou même libération provisoire.

Ayant ainsi pris contact avec le jeune pupille, le directeur doit le classer dans une des multiples sections de la colonie. Il lui fait donc subir un examen mental, ordinairement à l'aide de tests Binet-Simon, pour connaître le niveau de son intelligence, ses capacités et ses goûts. Il doit essayer de dépister les débiles mentaux, arriérés, ou anormaux du caractère.

Après cela, le directeur l'envoie à l'infirmerie pour prendre une douche et au médecin de l'établissement.

Après la période d'observation, c'est le directeur qui affectera le jeune pupille, selon son âge (âge mental et non pas âge nombre d'années) sa profession antérieure ou ses capacités.

b) *Dossier.* Pour chaque pupille, le directeur établit un dossier où sont consignés les résultats de la période

d'épreuve ainsi que tous les renseignements recueillis sur les antécédents du jeune homme et notamment ses rapports avec sa famille. Le directeur y ajoute le dossier d'information du Procureur de la République ou du Procureur Général près le tribunal ou la cour qui a confié le mineur.

Ce dossier est mis à jour tous les trimestres, l'état de sa santé, sa conduite, son instruction, son éducation professionnelle et l'état de son pécule y sont mentionnés. Ce dossier reste ouvert durant la totalité du séjour du pupille, et de plus, pendant cinq ans après sa sortie.

c) *C'est le directeur qui distribue punitions et récompenses.* Chaque matin, il tient audience dans une salle affectée spécialement à cet usage : c'est le prétoire. Il est assisté de l'instituteur-chef et du premier maître.

Les punitions sont en rapports avec la faute commise, privation de tableau d'honneur, perte de galons, privation de récréation, retenue sur le pécule, pain sec, cellule de punition, envoi dans une colonie correctionnelle.

« A Aniane par exemple, chaque matin à 10 heures, les punis de la veille comparaissent au prétoire et le directeur prononce les sanctions méritées. Ayant entre les mains le dossier de celui qui comparait devant lui, il peut apprécier sa conduite générale et la gravité de la faute commise. Il ne manque pas de donner à chacun des conseils de sagesse, il les exhorte à une patience inlassable, à éviter de retomber dans de pareils errements, leur fait entrevoir les avantages dont une bonne conduite pourrait les faire bénéficier. Et cette interven

tion indulgente calme la résistance entêtée du coupable » (1).

Le directeur distribue aussi les récompenses, inscriptions au tableau d'honneur affiché dans le parloir et tenu à jour. Il y figure l'initiale du nom, les prénoms et le matricule du pupille, bons points, témoignages de satisfaction. Lorsqu'un pupille est envoyé en cellule, le directeur doit obligatoirement le visiter, lui parler et tâcher de le ramener à de meilleurs sentiments.

d) *Le directeur est le confident et le guide des pupilles.* Il doit s'entretenir individuellement avec les enfants, de façon à bien connaître le caractère de chacun et s'en inspirer dans ses conseils; la plupart des pupilles ne sont pas timides et expriment avec netteté leurs vœux, leurs craintes et leurs besoins. C'est du directeur qu'ils obtiendront de changer d'atelier, de dortoir ou de moniteur.

e) *Le directeur est en rapport avec la famille du pupille;* il reçoit les parents lorsqu'ils viennent voir leurs enfants à l'établissement. En cas de maladie grave ou décès, il en informe immédiatement la famille.

f) *Le directeur compose le « climat » de sa maison.* Sans doute, le directeur n'est pas en contact permanent avec le pupille et son influence moralisatrice paraît plus lointaine. Cependant, il saisit l'occasion des incidents journaliers pour en faire l'objet de causeries morales et

(1) MAILHOL: La colonie industrielle et agricole d'Aniane, p. 71.

instructives. C'est lui qui donne à l'établissement une sorte d'impulsion morale due à sa seule personnalité, et, surtout dans les établissements féminins, il peut exercer une action morale très certaine.

Enfin, au moment de la libération, le directeur a encore un rôle à remplir en parlant au pupille de sa vie future, de sa conduite et en le préparant à reprendre une vie normale.

B. — *Personnalité morale du directeur*

Etant donné le nombre des occupations du directeur, il nous paraît que sa fonction nécessite des qualités multiples. Nous mettrons à part toute la partie technique (administration) et ce n'est pas la moins absorbante et nous verrons seulement le point de vue moral : le directeur est le premier éducateur de l'établissement. Il doit être pour les pupilles un soutien et un guide. Il est donc nécessaire qu'il ait une compréhension profonde du caractère des enfants qui lui sont confiés, une large connaissance des milieux où ils ont vécu. Il doit savoir que les enfants ont des goûts, des plaisirs et des sentiments différents suivant le milieu où ils ont été élevés et que s'adresser à tous de la même façon serait une erreur. Il doit être humain et bon, paternel même pour ceux qui, ayant le désir de se relever, retombent plusieurs fois dans leurs erreurs, parce qu'ils sont des victimes de l'inconduite de parents qui leur ont légué une intelligence déficiente, des nerfs malades ou une volonté souvent fléchissante. Combien de perspicacité il lui faudra pour déceler le jeune bandit sournois et pervers s'abritant sous des airs soumis et excitant

ses camarades plus faibles à l'indiscipline ou faisant retomber sur eux la faute qu'il a commise. Il doit comprendre et soutenir ! Il y a dans le jeune pupille dont la conduite est cependant très bonne, des moments de faiblesse qu'il sent lui-même ; s'il fait appel au directeur, celui-ci ne doit pas le repousser : tel l'exemple du jeune pupille qui, ayant mérité d'aller faire la vendange hors des murs de l'école, dit au directeur au moment de partir : « Monsieur, ne m'envoyez pas ! ». Et il ajouta : « Je n'aurai pas le courage de rentrer », car c'est le moment où les pupilles s'évadent ; bientôt repris, ce sera la cellule et la perte de tous les avantages péniblement gagnés.

Cependant, il ne faut pas faire du directeur un personnage plein de bonté et de compassion. Si sa vigilance a su découvrir les bons et les mauvais, il n'oubliera pas qu'il doit préserver les bons et ramener les mauvais dans le droit chemin ; c'est la distribution des punitions et des récompenses qui affermira le plus son autorité dans l'esprit des pupilles : les enfants sont excessivement sensibles à la justice, si dévoyé que soit leur esprit. Il y faut beaucoup de prudence et de sagesse, car il doit sauvegarder l'autorité du moniteur et ne pas blesser l'enfant par une injustice.

Pour les affaires graves, il ne doit négliger aucune source d'information pour éclairer son jugement, mais aussi punir sévèrement et ne pas hésiter à envoyer en colonie correctionnelle le sujet qu'il juge irrémédiablement perdu et nuisible aux autres. Il doit donc avoir l'art de punir, de récompenser et aussi de pardonner, car l'on peut, grâce à cela, obtenir plus qu'avec une punition.

Ces qualités de compréhension, de tact et d'énergie, doivent être alliées à un solide bon sens, à une haute valeur morale et à une rigidité de vie parfaite, car le directeur doit être un exemple pour tous.

C. — *Conclusion*

L'ancien système de recrutement du personnel de direction permettait de nommer aux fonctions de sous-directeurs, non seulement des membres du personnel ayant des diplômes et un temps de présence suffisants, mais encore, dans la proportion d'un cinquième, des personnes étrangères à l'administration. C'est à cause de cette élasticité dans le recrutement que l'on a pu trouver à la tête des établissements de l'Etat des hommes remarquables et d'autres, dont nous nous bornerons à dire qu'ils étaient indésirables à ce poste de confiance. Mais le nouveau recrutement, exclusivement au concours, permettra à l'Administration de choisir des sujets d'élite.

Il permettra aussi, étant ouvert non seulement aux fonctionnaires des établissements qui présentent les plus sérieuses garanties de culture générale, mais encore aux fonctionnaires de l'éducation nationale et aux médecins, d'introduire dans les maisons d'éducation surveillée un très large esprit de compréhension.

II. — LES INSTITUTEURS

Nous avons vu comment s'opérait le recrutement des instituteurs. Dans la réalité, la plupart sont des sous-officiers retraités et ceci nous paraît déplorable. Il ne nous paraît pas possible qu'un sous-officier soumis pendant quelques années à cette discipline rigoureuse qui est nécessaire dans l'armée, puisse devenir sans transition un instituteur, plus encore un instituteur d'établissement pénitentiaire. Ces deux fonctions successives sous-officiers, instituteurs dans une colonie publique, si elles ne sont pas absolument incompatibles sont cependant très différentes.

A. — *Fonction de l'instituteur*

1. *Education scolaire des mineurs.* — Les élèves sont inscrits absolument comme dans les écoles primaires au cours préparatoire, cours élémentaire, cours moyen; il existe aussi un cours pour les illettrés et de même — mais en théorie — un cours complémentaire pour les élèves titulaires du certificat d'études.

Il y a deux heures de classe par jour et le programme est identique à celui de nos écoles publiques. L'enseignement primaire que reçoivent les pupilles a pour but de leur donner des notions élémentaires de calcul, de langue française, d'histoire et de géographie. Il faut qu'ils sachent lire, écrire et compter.

Chaque instituteur tient un cahier de roulement sur lequel les élèves font leur devoir à tour de rôle; le maître

peut ainsi se rendre compte de la force respective de chacun de ses élèves et des progrès accomplis.

Les résultats sont appréciables et si, à la sortie de l'école tous n'ont pas le certificat d'études, tous, du moins, savent lire et écrire. Ces enfants suivraient facilement la classe avec attention, avec même un certain plaisir, mais les heures de classe sont non seulement insuffisantes, mais encore très mal placées. Ainsi, à Aniane, la classe a lieu le soir, après une rude journée de travail. Que voulez-vous que fassent des élèves après de longues heures passées dans le fracas de la forge ou dans le bruit des machines ? Ils dorment. En dehors des heures de classe, les pupilles peuvent continuer à s'instruire par les livres de la bibliothèque dont s'occupe l'instituteur, livres d'histoire, géographie, voyages, sciences, romans, contes. Il existe parfois des chorales et des fanfares.

L'instituteur peut leur faire aussi des conférences en dehors des heures de classe sur des sujets instructifs, des séances de cinéma, de T. S. F., etc...

2. *Le redressement moral.* — C'est certainement la partie la plus délicate de sa tâche. Il doit essayer de faire naître dans l'âme du pupille des sentiments de probité et d'honneur. Il s'agit de réveiller des consciences endormies, faire revivre l'espoir, le désir d'avoir une vie honnête et utile. Il faut employer une méthode qui soit à la portée de l'élève ; c'est le tour familier de la causerie qui nous paraît le meilleur.

Pendant la classe, l'instituteur commente un événement et en tire la leçon qui s'en dégage, tous les sujets peuvent se prêter à cette façon de procéder.

Les événements sportifs les intéresseront et on peut faire valoir toutes les qualités d'endurance, de volonté des hommes objet de leur admiration naïve. Il faut leur montrer combien la mort est belle de ceux qui ont méprisé le danger et servi jusqu'au dévouement de leur vie. De jeunes hommes vibreront toujours quand on leur citera un exemple qui fera peut-être naître au fond de leur conscience un rêve de sacrifice et de gloire qui sera leur salut.

Tout homme jeune est sensible aux sentiments d'honneur et, revenons-y, de sacrifice. Ces enfants qui ont un caractère souvent violent doivent rêver plus souvent à un avenir un peu hors de l'ordinaire, où il y a de l'air libre, des coups et l'uniforme de la Légion, qu'à un avenir d'honnête bureaucrate aux manches de lustrine armé d'une gomme et d'un grattoir.

Là devrait se borner le travail de l'instituteur et la rééducation des pupilles nous paraît être une tâche assez absorbante pour occuper tout son temps. Le règlement prévoit, qu'en dehors des heures de classe, l'instituteur reste en contact avec ses élèves, surtout pendant les récréations; il doit s'entretenir avec eux, leur parlant de leur famille, de leurs projets d'avenir, de ce qui se passe même en dehors des murs de l'école pour que l'enfant reprenne conscience que le temps qu'il passe là a pour but son éducation, son apprentissage et qu'il en ressortira pareil à tous ceux de son âge. Le grand avantage de cette façon d'agir serait de contrebalancer l'influence des mauvais, d'empêcher les noyaux de mauvaises têtes de se former, et ceux là même se laisseraient peut être gagner un jour à de meilleurs sentiments.

Mais l'instituteur n'a matériellement pas le temps, car il doit travailler au greffe en dehors des heures de classe.

B. — *Personnalité de l'instituteur*

Nous avons vu son double rôle : enseignement et éducation.

1. *Enseignement.* — La question qui se pose est la suivante : *un instituteur de colonie pénitentiaire a-t-il besoin de qualités spéciales ?*

Les élèves qui lui seront confiés diffèrent d'une façon sensible des enfants qui fréquentent les écoles publiques ordinaires et on trouve, d'après les statistiques, un bon nombre d'anormaux, instables, arriérés auxquels les méthodes ordinaires d'éducation n'apprendront jamais rien. Il existe en France quelques écoles pour ces enfants et on a inventé des méthodes dites sensorielles qu'on applique aux déficients de l'intelligence, et il nous semble que le cas où les appliquer est bien celui des arriérés délinquants.

Non seulement l'instituteur doit être au courant de toutes les méthodes modernes d'enseignement, mais il doit avoir déjà une expérience de ces méthodes et de l'enseignement en général à moins de posséder des dons particuliers.

2. *Education.* — L'instituteur vit plus près des élèves que le directeur et son influence sur eux peut être plus profonde. Comme éducateur, il doit posséder aussi les mêmes qualités de finesse, de sens psychologique. Une impression d'autorité et de force doit émaner de lui. Il doit en imposer aux pupilles, forcer leur respect en leur

paraissant très savant et très « malin »... Un moniteur assiste toujours aux classes pour maintenir l'ordre. Le maître devrait être tel que sa seule personnalité suffise à imposer à tous le silence nécessaire. C'est beaucoup demander sans doute, mais nous estimons qu'il faut des hommes supérieurs pour montrer à ces jeunes gens rebelles ce que peut être un homme.

C. — *Conclusion*

Il ressort nettement de ce qui précède que le recrutement des instituteurs d'éducation surveillée n'est pas satisfaisant. Il est douteux que quinze ans de vie militaire prédisposent à ce rôle délicat.

Les anciens militaires, malgré toute leur bonne volonté, le zèle et le dévouement qu'ils témoignent ne sont pas également préparés à leur rôle d'éducateur. Comment se faire obéir sans brutaliser et se faire aimer aussi, sans avoir fait les études appropriées, sans avoir les qualités pédagogiques requises?

Ces instituteurs n'ont pas subi la préparation pédagogique nécessaire, certes ils savent tout ce qu'ils doivent enseigner à leurs élèves, mais ils ignorent comment on enseigne. Ignorance pédagogique, ignorance de l'âme des jeunes, ignorance de la mentalité du jeune criminel, d'où il résulte que, le plus souvent, le relèvement des jeunes est abandonné au hasard, faute de rechercher les causes profondes du trouble de leur âme. Impuissants à combler les lacunes de l'éducation, maîtres et éducateurs ont recours à la force, se contentant de

combattre tel acte répréhensible sans le rattacher à l'état d'âme qui l'a causé.

Pourquoi ne peut-on avoir qu'un personnel d'instituteurs insuffisant?

Pour avoir un personnel d'élite, il faut le rétribuer largement. Or, les jeunes instituteurs qui posséderaient les qualités nécessaires pour se destiner à l'éducation des colons n'y trouvent aucun avantages pécuniaire. Cependant ils peuvent se créer un avenir intéressant puisqu'ils ont la possibilité de devenir sous-directeurs et directeurs des maisons d'éducation surveillée.

La principale critique que l'on puisse faire à l'état de chose actuel, est d'abord la pauvreté du recrutement — à de rares exceptions près — ensuite le défaut de spécialisation totale des instituteurs qui ne devraient pas avoir d'autre travail que leur mission éducative.

III. LES MAÎTRES ET LES MONITEURS

A. — *Fonction des moniteurs*

Les moniteurs veillent à la bonne tenue des pupilles, à l'observation des soins de propreté et ont la mission d'interdire les jeux dangereux et les querelles. Ils dirigent le travail en accord avec les contremaîtres civils : ils font tenir tranquilles.

Ils peuvent contribuer dans une large mesure à l'amendement de l'enfant ; ils sont de véritables éducateurs : ils se mêlent aux jeux des pupilles, à leurs conversations, et leur action personnelle, leur ascendant moral peuvent exercer sur eux une influence des plus salutaire.

B. — *Personnalité du moniteur*

« Le rôle du surveillant est ingrat et difficile. La plupart pères de famille et tous très braves gens, le remplissent avec dévouement et avec le désir d'obtenir l'obéissance par une volonté ferme et indulgente. Ils ne punissent pas n'en ayant pas le droit, mais signalent les fautes commises au chef de l'établissement auquel il appartient seul de prononcer une punition. Aux prises avec les pires instincts, ils doivent arrêter d'un mot les impulsions mauvaises, relever les courages défaillants, faire régner sans contrainte autour de leur groupe un état d'esprit meilleur, une saine atmosphère de discipline et de travail ; ils ont en général l'estime des pupilles, beaucoup acquièrent leur confiance et leur affection, certains même entretiennent avec eux après leur libération une correspondance empreinte de cordialité » (1).

Cependant, peut-on dire que le personnel de surveillance est à l'heure actuelle parfait ? Sans prétendre que les maîtres et moniteurs sont des anges de douceur et de mansuétude, nous ne sommes pas du tout de l'avis de ceux qui les prétendent capables d'organiser « une mutinerie au moyen de meneurs à leur solde » ou de « défoncer proprement le crâne et les côtes » du premier pupille venu. Sans excuser certains actes de brutalité qui sont, nous en sommes intimement persuadés, une très rare exception, chaque troupeau a ses brebis galeuses. Nous ne devons pas oublier que les surveillants sont parfois sauvagement agressés et que certains

(1) H. FAVRE, *op. cit.*, p. 44.

mêmes sont morts à la suite de coups reçus dans l'exercice de leurs fonctions. Tel est le cas de ce moniteur, dont Louis Roubaud, qui n'est certes pas suspect de partialité en faveur du personnel, nous raconte la fin atroce : un pupille à qui il avait fait une observation lui plongea dans les entrailles une barre de fer chauffée à blanc.

Fort heureusement la vie de chaque jour dans les maisons d'éducation surveillée est plus calme et les moniteurs pourraient avoir sur leurs pupilles une très heureuse influence à deux conditions.

Tout d'abord, à condition qu'on ne leur confie pas un trop grand nombre d'enfants à la fois. « Plus les jeunes détenus sont agglomérés, plus le reclassement de la plupart d'entre eux est difficile » (1), et on cite le jeune détenu voulant aller dans le quartier des punis parce qu'ils sont peu nombreux ; la surveillance y est plus facile, par conséquent moins dure et les entraînements y sont plus rares.

Ensuite, à la condition que l'on rappelle aux représentants du personnel de surveillance, ainsi que le demande le Garde des Sceaux dans sa circulaire en date du 29 octobre 1934, « que les pupilles ne sont pas des détenus, qu'ils ne sont pas des condamnés, qu'ils n'exécutent pas une peine, mais qu'ils sont là pour être rendus plus aptes au travail, plus disciplinés et meilleurs ».

Et le Garde des Sceaux continue en ces termes : « J'insiste surtout sur le calme qu'il leur incombe tou-

(1) H. JOLY : *L'Enf. coup.*, p. 204.

jours de garder dans leurs rapports avec les pupilles et sur le sentiment de la justice qui doit toujours les animer et qui est à la base de la discipline nécessaire.

» A cet égard, il ne faut jamais perdre de vue que ce sentiment de la justice existe chez les jeunes plus encore que chez les adultes et que les moins bons et les plus obtus y sont sensibles. L'équité est, en effet, à la base du relèvement moral et, si la discipline doit être appliquée avec fermeté, elle doit l'être avec modération et avec discernement. »

• C. — *Conclusion*

En égard à son recrutement, on ne peut guère critiquer le personnel de surveillance actuel. Pour être juste, tout en disant que les maîtres et moniteurs ne remplissent peut-être pas à l'heure actuelle leur rôle d'éducateur avec toute la compétence souhaitable, il nous faut ajouter que le principal défaut du système vient du recrutement. Nous y reviendrons tout à l'heure en parlant des réformes souhaitables.

IV. LE PERSONNEL TECHNIQUE

On doit faire apprendre un métier au jeune colon pour deux raisons : pour le mettre en état de gagner sa vie, et pour lui apprendre à vaincre la répugnance que le travail pourrait lui inspirer. Dans les colonies, une grande variété de métiers s'offrent au pupille.

Certaines maisons sont presque exclusivement industrielles (Aniane par exemple), d'autres sont surtout agricoles, ainsi que le préconisait la loi de 1850.

Le personnel chargé de l'enseignement professionnel comprend des ingénieurs, des contremaîtres libres et des surveillants contremaîtres, appelés chefs et sous-chefs d'atelier qui sont des fonctionnaires spécialement affectés à l'établissement et rétribués par l'Etat. On trouve à côté d'eux des ouvriers libres qui ne sont pas des fonctionnaires. Chacun s'occupe d'un atelier, et le nombre des pupilles est variable : vingt, vingt-deux, dix, suivant la place dont on dispose.

Les colonies possèdent souvent un domaine agricole dont les travaux sont dirigés par un ingénieur agricole qui initie en même temps les pupilles au travail de la terre.

En général, le personnel connaît bien son travail et les pupilles quittent l'école ayant en main un bon métier pour gagner leur vie.

Jean Howard, lorsqu'il inaugura sa grande œuvre de réforme pénitentiaire par l'organisation du travail, disait : « Make man diligent and they be honest ».

« Rends les hommes laborieux et ils deviendront honnêtes ».

Le pupille doit apprendre le goût du travail bien fait et surtout exécuté consciencieusement et avec soin. Il faut qu'il s'intéresse à ce qu'il fait afin qu'il y apporte toute l'application dont il est capable.

Le travail est, d'autre part, nécessaire pour créer un dérivatif à la vigueur dont débordent ces jeunes gens, une saine fatigue les terrassera dès le soir et ils tom-

beront dans un lourd sommeil, écartant ainsi toute rêverie malsaine.

On a reproché à l'enseignement professionnel des maisons d'éducation surveillée :

1. de se faire sans un apprentissage sérieux : l'enfant affecté à un atelier ignore souvent tout du métier qu'il va entreprendre. On lui demande d'apprendre tout seul les premières notions, il ne les assimilera que très longuement et très imparfaitement à moins de faire preuve de dispositions naturelles tout à fait exceptionnelles.

2. Le contremaître n'est pas généralement consulté au moment des changements d'affectation des pupilles, alors qu'il connaît mieux ses aptitudes que quiconque.

3. Enfin; on reproche aussi à l'atelier de viser plus au rendement qu'à l'enseignement du métier et certains prétendent que « sauf exception, le mineur libéré n'a rien appris d'utile pendant son séjour à l'école de réforme » (1).

Cependant, il faut reconnaître qu'un grand nombre d'apprentis deviennent des ouvriers habiles et sont aisément placés. « Parmi les mécaniciens et les chaudronniers, beaucoup trouvent dans la marine et dans les ateliers de l'artillerie, des débouchés avantageux » (2).

Ces résultats sont dûs à un enseignement complémentaire de géométrie, physique et mécanique appliquée, dessin que l'on donne aux pupilles qui ont des aptitudes naturelles exceptionnelles.

(1) H. VAN ETEN.

(2) H. ROBIN: L'éducation dans les colonies de jeunes détenus et la préservation des jeunes libérés.

Le personnel technique est en général excellent. Ce n'est pas la faute des ingénieurs, si les ateliers essayent surtout de faire du rendement, le budget de la Justice ayant ses exigences; de même, ils ne peuvent rien dire quant aux changements d'affectation des enfants, faits sans les consulter.

C'est ici que peut se manifester l'influence du directeur et c'est d'ailleurs pourquoi nous avons tant insisté sur le personnel de direction.

§ 8. — REFORMES SOUHAITABLES

Le principe de la loi de 1850 nous paraît tout à fait capable de donner de bons résultats. Mais, comme on l'a dit avec raison, les lois sociales ne valent que par les citoyens auxquels elles sont remises et par l'intelligence qu'ils apportent à leur exécution.

Tout est une question de personnes. Les critiques que l'on peut adresser aux ci-devant colonies pénitentiaires peuvent, en effet, se résumer sous trois chefs.

I. CRITIQUES D'ORGANISATION GÉNÉRALE

Les réformes souhaitables dans cet ordre d'idées dépendent du service central.

Depuis 1911, l'Administration pénitentiaire dépend du Ministère de la Justice; elle a fusionné par décret du 20 août 1926 avec la Direction des affaires criminelles; par le décret-loi du 30 octobre 1935, la Direction

de l'Administration pénitentiaire a pris la dénomination de « Direction de l'Administration pénitentiaire et de l'Education surveillée ».

Cette Direction assume :

1. l'administration des établissements de l'Etat;
2. le contrôle des établissements privés.

Un décret du 20 juin 1937 (*J. O.* du 23 juin) a créé au Ministère de la Justice, auprès de l'Administration pénitentiaire et des services de l'Education surveillée, un secrétariat permanent chargé d'assurer la liaison entre les services, conseils, commissions, comités et organismes s'occupant de la prophylaxie criminelle, des questions concernant la protection de l'adolescence traduite en justice et des œuvres sociales pénitentiaires. Le secrétariat assure le service central de l'inspection des établissements d'éducation surveillée et des écoles de préservation pour toutes les questions concernant la situation morale et matérielle des pupilles. Il servira aussi de secrétaire du service d'études et de renseignements concernant les enfants abandonnés ou délinquants institué par arrêté du 12 janvier 1935 du Ministère de la Justice.

Enfin, l'inspection sur place des établissements pénitentiaires est assurée par nos modernes « *missi domini* » que sont les inspecteurs généraux des services administratifs. L'inspection générale des services administratifs, bien que dépendant du Ministère de l'Intérieur, relève du Ministère de la Justice pour ce qui est de son rôle en matière d'inspection des maisons d'éducation surveillée.

A côté de leurs tournées annuelles et de missions spéciales, les inspecteurs généraux sont désignés pour

faire partie de diverses commissions consultatives et forment un comité des inspecteurs généraux appelés à donner des avis sur toutes les questions envoyées par le Ministre à son examen.

Quelles réformes peuvent être réalisées dans le service central? Il nous semble que serait hautement souhaitable la création proposée (1) d'un service autonome de l'éducation surveillée, rattaché au Ministère de la Justice. Ce service aurait son budget propre, lui permettant d'assumer les dépenses de tous ordres que comportent les réformes projetées. Son service central serait constitué principalement au moyen de cadres prélevés sur l'Administration centrale du Ministère de la Justice, mais le personnel des services auxiliaires, des tribunaux pour enfants et celui des maisons d'éducation surveillée aurait un statut propre. Il pourra, de la sorte, être fait appel aux assistantes sociales, aux éducateurs, aux membres de l'enseignement. Les inconvénients résultant de l'application du statut du personnel pénitentiaire seraient ainsi évités. Si des emplois nouveaux sont à prévoir, des suppressions d'emplois pourraient être réalisées, qui compenseraient, dans une certaine mesure, les dépenses nouvelles.

La création de ce service de l'enfance répondra aux tendances actuelles qui veulent que le caractère répressif des organismes s'occupant de l'enfance traduite en justice, s'efface devant leur aspect éducatif.

(1) CAMPINCHI, proposition de résolution, exposé des motifs.

II. CRITIQUES ADRESSÉES

A L'ORGANISATION INTÉRIEURE DES ÉTABLISSEMENTS

Les réformes que l'on peut réaliser dépendent ici de la valeur personnelle du directeur. Le décret précité du 5 mai 1937 répond au vœu souvent formulé de ne recruter le personnel de direction que par voie de concours.

Laissons faire le temps et nous verrons ce que nous apportera la nouvelle génération de directeurs formés d'anciens fonctionnaires de l'Administration pénitentiaire, d'anciens éducateurs et de médecins psychiatres.

III. CRITIQUES

ADRESSÉES PLUS SPÉCIALEMENT AU PERSONNEL

Elles peuvent se résumer en peu de mots : le personnel actuel manque de formation technique.

A) *Le médecin*

« L'esprit dans lequel doit être poursuivie la réforme des établissements pénitentiaires est celui qui a inspiré leur changement de nom. Des maisons de correction, des colonies pénitentiaires, de certaines prisons, on a fait des maisons d'éducation surveillée. Mais cette réforme, jusqu'ici n'a été que nominale. Il faudrait qu'elle devint une réalité. Tout en évitant de faire preuve d'un sentimentalisme dangereux à l'égard d'enfants souvent vicieux, nous estimons que les colonies pénitentiaires

doivent subir des transformations profondes. C'est la vie en commun, la promiscuité qui sont les plus nuisibles dans les établissements d'Etat, les éléments encore sains et susceptibles de s'amender étant définitivement contaminés par les éléments pervertis. Une sélection judicieuse devrait toujours être opérée. » (1).

Une longue observation s'impose. La documentation déjà réunie qui comprend l'enquête sociale, l'examen médico-psychologique, l'interrogatoire, est parfois insuffisante parce que réalisée dans un temps limité ou erronée en raison de la difficulté de certains cas. Malheureusement nombre d'établissements ne possèdent pas l'organisation ou le personnel nécessaire que comporte cette observation prolongée et approfondie.

Quel personnel faudrait-il donc ? Un médecin spécialiste des maladies mentales devrait s'occuper de l'enfant arrivant à la colonie et lui faire subir un examen sérieux, n'oubliant pas que du retour à la santé physique dépend souvent la santé morale.

Dans le centre de triage, un premier examen médical aurait déterminé l'envoi du pupille dans une colonie ou une autre. Mais les jeunes délinquants atteints de syphilis ou de tuberculose peuvent aussi être des anormaux, arriérés, instables, débiles mentaux, atteints de troubles du caractère et un psychiâtre seul peut déterminer le traitement qu'on doit leur faire subir.

D'autre part, la vie dure que mènent les pupilles, l'ennui qui les ronge, la privation de la liberté les prédisposent souvent à la tuberculose.

(1) CAMPINCHI, proposition de résolution, exposé des motifs.

Le médecin attaché à l'établissement est chargé tout particulièrement d'intensifier la lutte contre cette maladie (1). Par une observation régulière des enfants : mensurations, pesées, examens radioscopiques, le médecin doit se rendre compte de la santé des pupilles et au dossier de chacun, devrait être joint une fiche sanitaire, pesée tous les mois et mensurations tous les six mois. Les colons passent à la colonie la crise si dange-reuse de la croissance et une surveillance attentive est nécessaire.

Le médecin du village ne nous paraît avoir la compétence nécessaire pour être médecin de la colonie que s'il a joint à ses études une connaissance approfondie des anomalies mentales et physiques des enfants afin de leur donner des soins éclairés et leur faire subir un traitement curatif souvent minutieux et délicat. Il y a des perversités qui doivent se guérir non par des jours de cellule, mais par un traitement approprié. C'est au médecin qu'il faut les confier et c'est lui qui doit indiquer à quel régime il faut soumettre les vicieux. On ne doit plus fermer les yeux sur leurs vices mais les guérir, car ils en souffrent et cela les rend plus méchants ; ils sont la brebis galeuse au milieu du troupeau. L'hystérie est contagieuse dans les maisons pour les filles, il faut la faire disparaître ou envoyer dans des asiles celles qui seront rebelles à tout traitement. Il faut assainir nos maisons d'éducation surveillée et le médecin devrait en être le responsable. « Mens sana in corporé sano ».

(1) Circ. Garde des Sceaux, 11 décembre 1937.

Le rôle du médecin peut être prépondérant et il doit travailler en accord avec un personnel d'infirmiers ou infirmières et non plus des moniteurs chargés de l'infirmerie dont toute la science se borne à distribuer des cachets et à placer des sinapismes.

B) *Instituteurs*

Les instituteurs des maisons d'éducation surveillée doivent se recruter uniquement dans l'enseignement et être soigneusement préparés à leur rôle dans une école spéciale.

Des professeurs expérimentés leur indiqueraient la conduite à tenir vis-à-vis des pupilles, leur feraient comprendre leur mentalité complexe et donneraient aussi les moyens les plus efficaces de les diriger en gagnant leur confiance et leur amitié. Là, comme ailleurs, si le maître se fait aimer, on peut dire qu'il a réussi dans sa tâche d'éducateur.

Si on leur demande des études longues et spéciales, il serait juste que les instituteurs qui se destinent à l'éducation des élèves des colonies pénitentiaires jouissent d'avantages appréciables, et une indemnité sérieuse assurerait la certitude d'une concurrence qui élèverait le niveau du recrutement.

Aujourd'hui, la scolarité est obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans. On trouve donc dans les colonies, un nombre assez considérable d'enfants astreints à la fréquentation scolaire. Ceci justifierait la présence d'un instituteur uniquement occupé de la classe; et il nous semble que si l'on veut avoir un bon personnel éducateur, il faut le décharger du service du greffe et de la compa-

bilité qui pratiquement absorbe une très grande partie du temps des instituteurs au détriment des colons qu'ils doivent éduquer.

Pour les délinquants ne présentant pas d'anomalies mentales, l'école faite avec les méthodes appliquées dans les écoles publiques suffira. Mais il y a les anormaux, nombreux hélas, dans les colonies pénitenciaires. Le centre de triage les a soigneusement sélectionnés et les a classés en éducatibles ou non. Pour les non éducatibles, le Garde des Sceaux dans sa circulaire en date du 11 mai 1937 a désigné les asiles d'aliénés susceptibles de les recevoir.

Mais restent les arriérés instables et éducatibles. Il serait souhaitable qu'ils soient groupés (comme les anormaux non délinquants) et éduqués à part dans des classes pour arriérés par des maîtres spécialisés ainsi que le déclare le Garde des Sceaux dans sa circulaire en date du 29 octobre 1934 :

« L'importance du rôle des instituteurs ne saurait vous échapper.

» Chargés de l'éducation scolaire et du redressement moral des pupilles, ils sont, avec vous, mieux à même que quiconque de faire naître et de développer, par l'exemple et par la leçon, le sentiment du devoir, celui de la discipline et celui du travail chez des jeunes gens, difficiles sans doute, mais susceptibles pour la plupart d'être amendés.

» Je vous prie de leur demander notamment, en dehors des heures de travail scolaire, de les observer, de leur parler et d'arriver à les bien connaître. C'est en étudiant chaque cas particulier, en se rendant compte du caractère, des qualités et des défauts de chacun, en

développant les unes et en réformant les autres, qu'on peut seulement faire œuvre utile.

» Vous leur direz la confiance que je place en eux. »

C) *Le personnel de surveillance*

C'est le personnel de surveillance qui vit le plus près des pupilles, c'est pourquoi, il est dangereux de prendre n'importe qui, presque sans choix.

Les pupilles ne devraient pas être confiés à des gardiens, mais à des éducateurs, à un personnel spécialisé.

Un décret du 27 octobre 1935 a, ainsi que nous l'avons vu, fixé un nouveau recrutement.

Ce n'est pas une partie seulement des moniteurs, mais tous, qui devraient être recrutés parmi les candidats titulaires d'un diplôme de service social ou de l'enseignement des arriérés.

Il faut relever le niveau intellectuel et moral des gardiens, faire leur éducation, leur montrer leur rôle d'éducateur, les associer à l'œuvre commune.

Les moniteurs chargés de la surveillance s'occupent également des jeux. Ils pourront faire la culture physique et diriger les loisirs, de même que la préparation militaire et utiliser avantageusement le rôle éducatif des jeux: contrôle de soi, maîtrise de ses impulsions, nécessité d'un respect de la règle afin de pouvoir jouer le jeu. Les méthodes scouts se sont révélées profitables et aimées des jeunes. Pourquoi le moniteur ne s'inspirerait-il pas de ces méthodes?

Il prendrait tout de suite un autre aspect aux yeux de l'enfant et serait alors vraiment un éducateur.

Il essaierait de rééduquer par la liberté en vue de la

liberté, il donnerait à l'enfant l'occasion de choisir pour que plus tard il puisse bien choisir.

Il faut qu'il soit appelé à avoir une conduite morale, grâce aux actes que demandera de lui, une véritable communauté où il expérimentera des rapports non pas de matricule à matricule, mais de vivant à vivant. Il faut que l'enfant se sente un homme à la parole duquel on peut croire.

D) *Le personnel technique*

Dans l'ensemble, le personnel technique est excellent et nous avons vu que ce n'étaient pas aux ingénieurs, contremaîtres et ouvriers spécialisés qu'il fallait incriminer le peu de connaissances professionnelles de certains pupilles. Cependant, dans son rapport sur les pupilles de l'administration pénitentiaire, M. l'inspecteur adjoint Breton demande « l'intervention de la Direction de l'Enseignement technique dans la surveillance de l'enseignement professionnel, un enseignement professionnel se rapprochant le plus possible de celui des écoles pratiques d'industrie et d'agriculture ».

Si l'on souhaite un enseignement ainsi conçu, il n'y a pas de raison pour que le personnel technique ne soit pas fourni par les mêmes sources que celui des écoles pratiques d'industrie et d'agriculture. Il faut des contremaîtres dont le niveau sera au-dessus du simple bon ouvrier pour enseigner au pupille une théorie simple de l'objet à fabriquer, un peu de dessin industriel, de géométrie et quelques principes de physique et chimie pour que la machine que maniera le pupille ne soit pas un corps mort pour lui. De même pour les filles l'enseignement technique pourrait leur déléguer des maîtresses.

Mais le problème se complique car tous les pupilles ne présentent pas les mêmes aptitudes. Et si un pupille normal peut choisir son métier ou a la possibilité de continuer l'apprentissage de celui qu'il exerçait, il n'en est pas de même des anormaux.

Le contremaître qui l'instruira aura besoin de lui choisir un métier et le lui enseigner avec un mode particulier de démonstration. Il faut donc des maîtres spécialisés qui comprennent de quoi est capable l'anormal et se rendent compte de ce qui lui nuit ou le gêne.

E) *Ministre du culte*

Que dire de l'aumônier de la colonie pénitentiaire, sinon que son influence peut être très forte sur les enfants et les adolescents? Lui seul peut se permettre de dire certaines choses et atteindre des sources de vie inépuisables.

N'est-il pas le mieux placé pour dire au jeune délinquant qu'il est « un honnête homme qui s'ignore » ?

IV. CONCLUSION

Nous sommes convaincus qu'avec un service autonome de l'éducation surveillée rattaché au Ministère de la Justice, des directeurs spécialisés (sur ce point la réforme est faite), entouré de la collaboration vigilante d'un médecin psychiatre, d'instituteurs et de moniteurs spécialisés, la rééducation et le redressement de beaucoup de mineurs seraient assurés sans qu'il soit nécessaire de modifier les lois existantes.

Sans se faire trop d'illusions sur le reclassement définitif de tous les enfants, nous pensons que l'on pourrait ainsi en récupérer le plus grand nombre.

Section II

Les Patronages

Les patronages ont pour rôle de protéger les enfants égarés et de les réadapter socialement. Dans le mécanisme de la loi de 1912, le placement d'un enfant en patronage est une forme intermédiaire, en quelque sorte, entre son envoi dans un établissement pénitenciaire et sa remise à sa famille accompagnée de la mise en liberté surveillée. Le législateur a voulu que fussent confiés aux patronages les enfants pour lesquels la maison de correction était une mesure trop sévère et qui, cependant, ne pouvaient être remis à leur famille parce que les parents ne présentaient pas de garanties suffisantes d'honorabilité ou de fermeté.

Les patronages sont caractérisés par leur très grande diversité et la loi autorise et favorise même cette diversité dans la mesure où elle permet au tribunal d'avoir recours à des solutions variées selon la nature et les besoins de l'enfant à rééduquer.

L'établissement d'un patronage est réglementé par les articles 6 de la loi de 1850 et 11 à 14 du décret du 10 avril 1869. Un particulier, une œuvre qui veulent fonder un établissement privé doivent obtenir l'autorisation du Ministre en produisant les plans et projets de construction. L'Administration fait faire une enquête

et prend connaissance du règlement que l'œuvre se propose d'appliquer et qui doit être approuvé par le Ministre.

L'Etat conserve également un droit de contrôle sur la nomination du personnel. Le décret de 1869 subordonne à l'agrément du Ministre, la nomination des employés ou surveillants. Le paragraphe 2 de l'article 12 ajoute que le nombre des agents chargés des services de garde et de surveillance doit être au minimum dans la proportion de six agents pour cent enfants.

Bien entendu, ces établissements sont soumis aux dispositions législatives générales relatives à l'enseignement (le personnel enseignant doit posséder les diplômes exigés par la loi du 30 octobre 1886, loi de 1904 sur l'enseignement congréganiste) au travail (loi de 1906 sur le repos hebdomadaire, Code du travail, livre II, art. 6, L. 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures) et aux associations (L. du 1^{er} juillet 1901).

Pour le règlement intérieur, les institutions sont libres à condition de le faire approuver par le Ministre.

D'autre part, le décret du 15 janvier 1929, art. 7, décide que « toute personne recueillant des mineurs d'une manière habituelle, toute institution non reconnue d'utilité publique, désirant être désignée pour recevoir des mineurs en vertu de la loi du 22 juillet 1902 est tenue d'adresser une demande au Procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le domicile de la personne ou le siège de l'institution ».

Ce magistrat transmet aussitôt cette demande avec son avis motivé au préfet dans les départements et au préfet de police dans le département de la Seine. Après une enquête, le préfet statue sur la demande et adresse

une ampliation de son arrêté au Ministre de la Justice qui la notifie aux procureurs généraux.

D'après la circulaire ministérielle du 15 février 1929, « il appartient aux chefs des parquets, avant toute remise des mineurs de faire procéder à une enquête sur les œuvres et d'en référer à la chancellerie si les moyens d'action sont insuffisants ». On demande au représentant de l'institution des renseignements sur le conseil d'administration et le personnel de direction de l'institution, le siège et le but de l'œuvre, ses ressources, son organisation intérieure, les conditions auxquelles elles acceptent de prendre les mineurs à leur charge.

Il doit être ouvert et tenu un dossier au nom de chaque enfant contenant tous les renseignements sur sa conduite, sa santé, son éducation professionnelle, son salaire, les fluctuations de son avoir, ses rapports avec sa famille.

Tous les mois, les institutions doivent adresser au tribunal des renseignements portant sur la santé du mineur, son travail, son salaire, son degré d'amendement et l'aviser immédiatement en cas de décès ou d'évasion.

§ 1. — LES DIVERS PATRONAGES

Il en existe environ 130 répartis dans toute la France, une quarantaine sont réservés aux garçons et les quatre-vingt-dix autres sont pour les filles.

Les œuvres privées se divisent en plusieurs catégories : *a*) internats complets ; *b*) demi-internats ; *c*) placement familial-rural.

Dans la catégorie *a*), il faut placer la trentaine de maisons catholiques de relèvement pour jeunes filles dites « Bon Pasteur » où le régime cloîtré est absolu. Il existe aussi un certain nombre d'internats pour jeunes gens, tels, par exemple, Saint-Tronc, à Marseille, l'Etablissement Oberlin, de Labroque (Bas-Rhin), l'Internat de Sacuny-Grignais, non loin de Lyon, le patronage Boccacio, près de Grenoble, l'internat de Zelsheim (Bas-Rhin), etc...

Dans la catégorie *b*), patronages de semi-liberté, le mineur est hospitalisé au patronage, mais il est placé chez un patron où il se rend chaque jour pour effectuer un travail manuel. Exemple : le patronage de la rue des Vertus, à Marseille, qui fait des maçons et des peintres en bâtiment des jeunes gens qui lui sont confiés (sauf pour les futurs agriculteurs qui apprennent la culture dans leur domaine situé à Aubagne).

Dans la catégorie *c*) (placement familial-rural), se trouvent de nombreux et importants patronages, particulièrement dans les grandes villes. Après un très court séjour au siège du patronage, les garçons sont généralement placés à la campagne chez des fermiers. Le placement familial rural pourrait donner — et peut réellement donner — quelques résultats intéressants si le pupille n'est pas originaire d'une grande ville, si son âge peut faire espérer une adaptation à la vie campagne et s'il n'est pas instable ou fugueur. Sinon, le placement familial rural est à déconseiller, car le jeune citadin perd son temps en apprenant un métier qui ne lui servira pas à la ville où il retournera infailliblement ; de plus, placé illettré, il en reviendra de même, ses employeurs ruraux qui le payent n'ayant aucune

raison d'envoyer à l'école un grand garçon de 16 ou 17 ans. Enfin, un instable ou un fugueur serait placé dans des conditions par trop excellentes pour satisfaire ses instincts, d'autant qu'il ne faut pas oublier que deux ou trois évasions du « placement familial », quels qu'en soient les motifs, mènent directement le jeune homme à la colonie pénitentiaire pour insubordination. Le résultat est qu'on assimile ainsi, pratiquement, un délinquant primaire instable ou malheureux à la campagne à un jeune malfaiteur et cela avec tous les risques de contamination qu'implique le régime de la colonie.

Le personnel est en général composé de personnes charitables qui, ayant dévoué leur vie au redressement de la jeunesse délinquante la comprennent, l'aiment et contribuent efficacement à son retour dans la société.

Aucune réglementation dans le recrutement sauf l'obligation d'un minimum de six personnes pour cent enfants.

§ 2. — CRITIQUES

Les institutions privées en vue du redressement de la jeunesse délinquante rendent des services incontestables à l'Etat pour de multiples raisons: vivant en grande partie grâce à la générosité de personnes charitables, l'Etat dépense peu pour les entretenir; il leur alloue seulement une somme très modique pour couvrir les frais des pupilles mis en garde. D'autre part, le nombre des institutions est assez considérable et l'effectif de chacune d'elles est réduit. Il en résulte une plus grande facilité de surveillance et une vie presque familiale dont l'influence moralisatrice est excellente. On envoie dans ces établissements des enfants qui ne

sont encore point trop vicieux et grâce à des placements judicieux dans des familles ou des patrons, on obtient de bons résultats.

Cependant, de graves critiques s'élèvent au sujet des patronages privés. Citons le rapport présenté à M. le Garde des Sceaux par M. Rollin, député: « Ces patronages sont, pour la plupart utilisables, à condition qu'ils consentent à une transformation, parfois radicale, de leur régime intérieur.

» La guerre, les circonstances économiques, une insuffisance constante de moyens financiers n'ont pas permis aux patronages, de se transformer comme la loi leur en avait fait une obligation. Les patronages qui conservent des enfants reçoivent de l'Etat une allocation journalière de 4 fr. 50 par enfant, c'est-à-dire le tiers du coût réel d'entretien. Cette insuffisance a parfois amené certains patronages à tenter de récupérer par le travail de l'enfant, une partie de cette somme, et a entraîné des abus regrettables. Il est indispensable d'élever cette allocation...

» Un programme d'instruction générale et professionnelle, identique à celui à prévoir pour les établissements d'Etat, doit être en vigueur dans tous les patronages, laïques ou religieux. Plusieurs heures, chaque matin, seraient consacrées à l'enseignement général. Dans les patronages de garçons, des ateliers dirigés par des contremaîtres spécialisés seraient ouverts, offrant une variété de métiers suffisante pour qu'une réelle orientation professionnelle pût être donnée aux enfants... »

Le personnel des patronages devrait être un personnel éducateur spécialisé, la bonne volonté ne peut suffire

à réformer des enfants difficiles, souvent anormaux ou pervers. L'exemple des écoles de rééducation de Belgique, telle Saint-Servais démontre la possibilité d'introduire les méthodes d'éducation les plus modernes jusque dans les maisons religieuses. C'est le docteur G. Paul Boncour qui déclare :

« L'éducation professionnelle n'est pas moins utile, il importe que du jour où elle sortira de l'établissement, la mineure possède un métier conforme à ses aptitudes et au milieu économique où elle se trouvera. Que de fois les organismes recevant les mineures, se préoccupent exclusivement de leur situation économique, cherchent à vivre, c'est-à-dire à nourrir, à entretenir, à habiller les élèves, mais ne songent nullement à l'avenir de ces dernières. Pour produire on se spécialise et parfois la spécialisation est poussée à un degré ridicule ; aussi la mineure, ne sachant rien faire ou ne pouvant utiliser le métier qu'on lui a enseigné, retombe dans la gêne économique.

» J'ai exprimé cette idée que le métier devait être conforme aux aptitudes individuelles ; c'est là une préoccupation dont l'absence est la règle. On ne tient pas compte du degré d'habileté manuelle ; les moins intelligentes et les débiles accomplissent les mêmes tâches que les intelligentes. L'éducation ménagère (même la plus élémentaire) n'est pas donnée, et j'ai vu des patronages placer des filles comme bonnes à tout faire sans leur avoir enseigné au préalable la façon de faire le ménage, d'acheter les denrées, de les faire cuire, etc... Il y a là une méconnaissance totale des réalités, car, en somme, le travail est par lui-même moralisateur.

» Enfin, une action médico-hygiénique doit être exercée. Tout d'abord, la culture physique doit faire partie

d'un programme rééducatif : éducation corporelle, gymnastique et plus spécialement une gymnastique orthophrénique dont j'ai tracé les principes, exercices sportifs, ce sont là des moyens destinés à fortifier les corps, à perfectionner les fonctions vitales et aussi à discipliner les centres nerveux. Nul n'ignore qu'un exercice bien compris accroît l'énergie du système nerveux, retentit sur la mentalité et permet le refoulement de certaines tendances malsaines, notamment des excitations sexuelles. Pour ma part, j'ai constaté chez certaines jeunes filles d'un érotisme accentué, qui m'ont été confiées à l'Institut médico-pédagogique de Vitry en vue d'une rééducation, le rôle bienfaisant d'un travail musculaire poussé jusqu'à la fatigue. Et inversement, j'ai constaté que l'inertie physique et la station assise prolongée sont génératrices de vices innommables.

» Faites une enquête et vous vous apercevrez combien d'établissements ou de patronages ne possèdent pas les qualités précitées. Aussi estime-je que tout organisme incomplet ne doit pas être autorisé à recevoir des mineures prostituées amendables.

» Cette opinion est sévère, mais elle est justifiée ; on répète volontiers qu'avec ces sujets il n'y a pas de résultats ; il y en aura du jour où les méthodes rééducatives seront rationnelles et conformes aux données de la science, du jour où elles se substitueront à l'empirisme et aux procédés routiniers. »

§ 3. — REFORMES

1. Il faudrait qu'un programme d'instruction générale et professionnelle identique à celui des établissements de l'Etat soit mis en vigueur dans tous les

patronages laïques et religieux. Il faut donc de véritables éducateurs pour s'occuper de l'enseignement général qui aurait lieu tous les matins pendant plusieurs heures.

2. Enseignement professionnel.

Pour les garçons, il faudrait créer des ateliers-écoles de menuisiers, charpentiers, plombiers, serruriers, etc... dirigés par des contremaîtres spécialisés. La grande variété de métiers permettrait une véritable orientation professionnelle.

Les filles travaillent presque toujours en ouvroir, il faudrait transformer leurs patronages en écoles ménagères où seraient enseignés par des personnes compétentes, la couture, la lingerie, la coupe, la cuisine, le blanchissage fin et autres petits métiers.

3. Organiser les exercices physiques et les jeux essentiels à la santé physique et morale d'enfants souvent privés de liberté.

4. Un médecin psychiatre attaché à l'établissement et chargé de la surveillance physique des pupilles. A tous les degrés, il faut un véritable personnel éducateur spécialisé car la bonne volonté ne suffit pas pour réformer les enfants difficiles, souvent anormaux et pervers.

5. Enfin, il est nécessaire de relever le taux de l'allocation journalière : que peut faire un patronage avec 4 fr. 50 par jour et par enfant ?

Il est certain que les institutions, même en faisant appel chaque jour davantage à la charité, ne peuvent subsister dans de telles conditions. Bien plus, ce sont les meilleurs de ces patronages qui sont appelés à disparaître les premiers, car bien équipés, bien outillés,

ayant un service médical et un service social bien organisés, ayant à leur tête des éducateurs qualifiés, leur fonctionnement est plus onéreux. Doit-on souhaiter la disparition des patronages ? Certes, non. Il serait désastreux en présence des difficultés financières actuelles, de se priver du concours de la bienfaisance privée, car si les patronages disparaissaient et si leurs pupilles retombaient à la charge de l'Etat, c'est par millions que se chiffreraient les dépenses nouvelles d'entretien à prévoir. L'économie réalisée aujourd'hui deviendrait demain une lourde dépense.

En outre, on ne saurait renoncer à la collaboration des institutions charitables. Elles sont plus souples, plus efficaces, plus fécondes bien souvent, que les organismes purement administratifs. C'est grâce à l'initiative privée que l'on a pu, au cours des dernières années dépasser ou précéder la loi, ou concevoir, pour des situations nouvelles, des solutions nouvelles elles aussi. C'est grâce à elle que des progrès ont pu être réalisés dans tous les domaines intéressant l'enfance malheureuse ou coupable.

Il faut donc d'urgence, relever les allocations journalières des patronages dignes de confiance et faire en sorte qu'elles soient proportionnées à l'effort que l'on attend d'eux. Il faut, en même temps, renforcer les mesures de contrôle et d'inspection qui, sans être vexatoires, permettront de s'assurer que le redressement et la rééducation des enfants sont heureusement poursuivis par ces mêmes patronages. Les institutions dont les méthodes et le rendement ne donneraient point satisfaction, ne devraient plus être habilitées à recevoir des enfants de justice.

Section III

Droit comparé

§ 1. BELGIQUE

A) MAISONS D'ÉDUCATION SURVEILLÉE

La prison-école de Merxplas qui a été transférée à Hoogstraeten reçoit les jeunes délinquants de 16 à 21 ans, condamnés à plus de trois mois de prison. Leur nombre varie de 60 à 70. Il y a un quartier cellulaire, une ferme avec 60 hectares de terre, des ateliers, bibliothèque, salles de classes, bains-douches, chapelle, etc...

Le personnel, outre la direction, comprend un chef de culture, deux surveillants de travaux, un chef surveillant, deux surveillants principaux, vingt-et-un surveillants, deux instituteurs, un médecin, un aumônier.

A son arrivée à la colonie, le jeune délinquant est examiné successivement par le directeur, l'instituteur, le médecin, l'aumônier et enfin par le surveillant auquel il sera attaché. Chacune de ces personnes fait un rapport; on en déduit à quel type il appartient, à quelles causes il faut attribuer son délit et enfin le traitement qu'on devra lui appliquer.

C'est intéressant; ces examens successifs sont discutés en conseil, tous les membres du personnel étant considérés comme des collaborateurs directs.

Ils ont été, en effet, l'objet d'une initiative heureuse de la part du directeur en exercice en 1926. Il a formé lui-même son personnel. Les candidats surveillants ne sont acceptés que pour un an à l'essai.

Pendant l'année d'essai, il est donné aux gardiens des leçons particulières par l'aumônier, par l'instituteur, par le directeur, par le surveillant général. Si au bout d'un an le gardien est titularisé, il continue encore ses études, mais seulement à raison de trois leçons par semaine et en commun. Ce sont des cours de psychologie élémentaire, de pédagogie, des explications sur l'esprit du règlement, sur les misères sociales, sur la criminologie. Ces études sont contrôlées et terminées par des examens qui classent définitivement les surveillants. La collaboration est aussi intime que possible. Le plus humble gardien peut donner son avis comme le fonctionnaire le plus élevé et cet avis est pris en considération.

Le surveillant travaille avec les pupilles dans les champs; tout en les dirigeant, il joue avec eux.

Grâce aux efforts conjugués du personnel et du directeur, on a obtenu une récupération de 75 %. En effet, deux ans après la libération, les services administratifs font rechercher ce qu'est devenu l'ex-détenu, et c'est ainsi que ce chiffre a pu être obtenu, car 25 % seulement ont fait parler d'eux.

B) HOMES DE SEMI-LIBERTÉ

A l'Institut médico-pédagogique Sainte-Marguerite de Cortone, à Anvers, est joint un home de semi-liberté, dont le but est de supprimer les dangers du brusque

passage de l'internat à la liberté absolue. Il n'y a aucun contact avec l'autre partie de l'établissement; il donne asile à une quinzaine de jeunes filles qui ont été libérées, elles travaillent en ville et reviennent pour prendre leurs repas et dormir; elles doivent obligatoirement y passer le dimanche et les jours de congé. La maison est aménagée de la façon suivante: cuisine, salle à manger et salon, chambres individuelles.

La directrice est une spécialiste qui travaille en liaison avec la supérieure de l'Institut Sainte-Marguerite. Elle tâche de rendre la vie agréable aux jeunes libérées, surveille leur travail auprès des patrons, leurs sorties, voit les familles. Les évasions sont peu fréquentes.

§ 2. ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Aux Etats-Unis, il existe deux catégories d'institutions auxquelles les mineurs délinquants peuvent être confiés: I. Une catégorie s'occupant principalement de mineurs délinquants; II. Institutions s'occupant principalement des adultes, mais auxquelles sont confiés parfois des mineurs.

I. — Dans ce groupe, il y a deux sortes d'institutions:

1. *Industrial schools* (écoles industrielles), *training schools* (écoles d'instruction générale), *vocational schools* (écoles professionnelles). Ces institutions n'admettent généralement pas d'enfants au-dessus de

18 ans. Elles sont entretenues par le gouvernement fédéral, les états, les comtés, les villes, ou par des particuliers.

2. *Maisons de réforme ou réformatoires.* On y envoie généralement les mineurs de 18 à 21 ans. Les adultes sont également confiés à ces maisons de réforme, mais théoriquement ce régime n'est appliqué qu'à un groupe choisi d'adultes généralement âgés de 35 ans au maximum qui subissent leur première condamnation et qu'on espère relever par les méthodes en usage dans ces maisons plutôt que par le régime de la prison.

II. — Cette catégorie d'institutions comprend: les prisons fédérales et les prisons d'Etat, les maisons de détention (jails) et les maisons de travail (workhouses). D'une façon générale, on n'y envoie les mineurs de 17 ans que dans le cas de délits très graves, par contre les jeunes gens de 17 à 21 ans sont condamnés assez souvent à y subir leur peine.

Le personnel des institutions d'Etat comprend généralement le directeur, le sous-directeur, l'économe en chef, les surveillants des pavillons, les agents d'assistance, le directeur de l'école, les instituteurs et instructeurs, les employés de bureau, les artisans et les gardiens de nuit. Le personnel médical comprend ordinairement au moins une infirmière diplômée et un médecin permanent ou non et dans beaucoup d'institutions des spécialistes que l'on consulte le cas échéant. De plus en plus, il y a des postes supplémentaires tel celui de directeur de l'enseignement professionnel, directeur de l'éducation physique et des jeux ainsi que des psychologues et des psychiâtres.

Recrutement:

Le directeur est ordinairement nommé par le service dont relève l'administration générale de l'institution; dans quelques cas, il peut être nommé directement par le gouverneur de l'Etat.

Dans la plupart des institutions, c'est le directeur qui a qualité pour engager et congédier les autres membres du personnel.

L'organisation et le fonctionnement des commissions chargés du contrôle varient suivant les états.

Pas de règle fixe concernant les diplômes exigés du personnel, le principe est qu'il « doit avoir les qualifications voulues pour s'acquitter convenablement de sa tâche »; on peut recruter indifféremment des femmes ou des hommes.

Examen médical et surveillance médicale:

La plupart des institutions attachent une grande importance à la partie médicale. Cependant, sur vingt institutions visitées par le « Children's Bureau », quatre seulement disposaient de spécialistes de l'hygiène mentale.

L'une de ces quatre avait une organisation clinique très complète qu'il est intéressant de citer en exemple

Un directeur.

Un psychiatre de la clinique psychiatrique d'une université voisine consacrant une partie de son temps à l'institution.

Un spécialiste de psychologie clinique consacrant tout son temps à l'institution.

Un assistant social s'occupant de psychiatrie et consacrant tout son temps à l'institution.

Un psychologue, un psychiatre, un spécialiste de psychométrie, consacrant une partie de leur temps à l'institution.

Un secrétaire consacrant tout son temps à l'institution.

Dans toutes ces institutions, on tient un grand compte de l'examen mental dans la répartition des garçons entre les différents cours d'enseignement scolaire et professionnel prévus par les programmes de l'établissement. Dans certaines institutions, des comités dits « de classement » composés de membres du personnel représentant les services d'enseignement scolaire et professionnel, ainsi que les services médicaux et psychologiques se réunissent régulièrement pour étudier les différents cas et déterminer les diverses tâches auxquelles les mineurs devront être affectés dans l'institution.

Ce travail de classement fait particulièrement état des rapports médicaux d'hygiène mentale.

Ces institutions examinent périodiquement tous les mineurs intéressés pour voir si les affectations primitives donnent de bons résultats.

§ 3. ANGLETERRE

LES INSTITUTIONS BORSTAL

L'établissement de Borstal est un établissement pénitentiaire, un établissement de répression, mais aussi de relèvement et de reclassement. Il y a aujourd'hui

six institutions Borstal dont une pour jeunes filles. Elles ont été créées en vertu de la partie I de la loi de 1908 sur la prévention du crime (Prevention of Crime Act) pour l'éducation des délinquants condamnés âgés de 16 à 21 ans. Elles ont pour objet la réforme des adolescents qui ont déjà contracté des habitudes criminelles.

Les adolescents ne peuvent être soumis à ce régime que par jugement d'une cour supérieure (Assises ou sessions trimestrielles). Toutefois, un tribunal jugeant en procédure sommaire peut ordonner l'application de ce régime à un adolescent qui s'est échappé d'une école agréée. La durée du séjour est de deux ans au minimum et trois ans au maximum.

Chaque institution est divisée en quatre ou cinq maisons qui hébergent soixante à soixante-dix enfants. Les pensionnaires couchent dans des chambres séparées et sont occupés à des travaux d'atelier et de jardinage.

Personnel. Il est très soigneusement choisi par les commissaires des prisons et on attache une importance particulière non seulement au caractère, au tempérament et à l'expérience du candidat, mais encore à sa vocation pour des travaux de cette nature toute spéciale. Tous les fonctionnaires doivent d'abord subir un stage avant leur titularisation.

Le personnel d'une institution Borstal comprend essentiellement un gouverneur et un gouverneur adjoint, un aumônier, un médecin, le personnel des maisons, le « maître de maison » et son adjoint, un surveillant en chef placé à la tête du personnel disciplinaire, des fonctionnaires du service hospitalier et des fonctionnaires techniques, des instructeurs qualifiés dans les divers métiers et un nombre suffisant d'adjoints.

Le « maître de maison » nous paraît être un personnage tout à fait particulier. Le maître de maison adjoint est généralement un jeune homme de bonne éducation (avec tout ce que cette expression peut signifier pour un Anglais d'honorabilité et de respectabilité) — un grand nombre d'entre eux ont fait leurs études universitaires — ayant l'expérience du travail parmi les garçons délinquants et le goût de cette carrière. Il est nommé d'abord à titre de stagiaire par les commissaires des prisons, sur l'avis d'un comité de sélection; s'il s'avère apte à son travail, il peut être titularisé au bout d'un an au moins. Les « maîtres de maisons » sont des fonctionnaires permanents qui peuvent, soit être nommés directement, soit ce qui est plus fréquent, choisis parmi les maîtres de maison adjoints. Les gouverneurs sont généralement promus parmi les « maîtres de maison ».

Chacune des institutions Borstal reçoit des jeunes gens d'un type particulier. Il a été créé à Londres un centre de rassemblement où les futurs détenus subissent une observation minutieuse en vue de leur sélection et de leur répartition dans les diverses institutions Borstal.

§ 4. — POLOGNE (1)

Les établissements pénitentiaires de redressement et d'éducation publics ou privés travaillent en étroite liaison avec le tribunal pour enfants. Tous donnent

(1) Prof. G. DE FIÉDOROWICZ. *P. Enf. coup.*, janv. 1937.

l'éducation, une formation morale, l'enseignement professionnel. Ils procèdent ensuite au placement en semi liberté.

C'est le juge pour enfants qui choisit avec soin l'établissement qui convient le mieux au mineur et le suit jusqu'à sa libération et même parfois jusqu'au service militaire.

Si le mineur s'amende où s'il ne commet pas de nouveau délit, son passage dans une maison de redressement et devant la juridiction de mineurs reste secret.

Le tribunal se charge de trouver au délinquant libéré un placement convenable. S'il a des parents, il leur est rendu mais sous la surveillance d'un délégué du juge.

L'enfant n'est pas toujours placé dans une maison de redressement, mais parfois dans de simples internats où seul le directeur est au courant du délit commis par l'enfant.

§ 5. PORTUGAL

La République portugaise a une organisation aussi complète que précise. Ses refuges, ses maisons de réforme, ses colonies de correction sont fondés soit par l'initiative privée, soit avec la coopération des corps administratifs ou des institutions privées préalablement autorisées par le Ministre de la Justice et des Cultes.

L'action de ces établissements est exercée sous les directives et le contrôle judiciaire permanent des cours de tutelle au moyen de jugements suivis d'arrêts de la

Cour, basé sur des procédures sommaires avec preuves, enquêtes et examens, juridico-médico-pédagogique faits au début et au cours de l'internement.

Recrutement du personnel

Décret n° 10.767 :

ART. 87. — Les charges de directeurs et sous-directeurs des cadres des établissements de dépôt provisoire, de réclusion, de réforme et de correction des mineurs, seront attribuées par décret, moyennant concours documentaire et aux termes des paragraphes suivants, aux personnes qui, remplissant les conditions générales du décret n° 6.117 du 20 septembre 1919, ont un diplôme de cours supérieur ou spécial, la préférence étant donnée à ceux qui se seront spécialisés dans des services, études ou cours de criminologie, psychiâtrie criminelle et psychologie expérimentale.

1° Les charges de directeurs des refuges seront exercées par des personnes ayant le diplôme de docteur en médecine, les fonctions de sous-directeurs seront confiées à des curateurs de mineurs des cours de tutelles respectives.

2° Les médecins titulaires des établissements, qui n'exerceront pas les fonctions de directeurs, même ceux engagés comme personnel extraordinaire, rempliront les fonctions de sous-directeurs.

3° Les médecins des établissements qui exerceront les fonctions de directeurs ou sous-directeurs soit du cadre, soit engagés, auront la charge non seulement des services cliniques des établissements respectifs, mais aussi

des observations et des examens médicaux, en vue de la bonne instruction des procès...

ART. 113. — Dans les maisons de réforme et les colonies de correction il y aura, outre le conseil administratif, un conseil technique qui sera constitué par le directeur, qui en sera le président, par le médecin et par le précepteur. Ce conseil aura la mission d'apprécier les résultats, de réglementer les mesures et de proposer des modifications au régime de réforme et de correction auquel les mineurs sont soumis, en tenant compte des amendements des cours de tutelle, des instructions émanant de l'administration et inspection générale et des dispositions du présent décret...

*
**

D'autres Etats ont quelques établissements de réforme où sont appliqués les principes directeurs que nous venons de constater sans toutefois avoir généralisé le système à tous leurs délinquants. La presse nous fait très souvent la description d'écoles ou d'instituts merveilleux dans leur installation comme dans les résultats qu'ils proclament.

A cet égard, il y a lieu d'observer une prudente réserve. Sans doute, il est élémentaire, dans tous les pays du monde, de diriger les visiteurs de passage vers les établissements les mieux outillés et les moins désuets (1); mais il y a bien souvent contraste par trop frappant entre l'organisation particulière qu'on sertit en bijou et l'état général du pays.

(1) Cf. prof. ACHARD: *La Médecine française à l'Etranger. Rev. des Deux Mondes*, 15 juill. 1933.

Par exemple, aux descriptions qu'on nous fait chaque jour des créations, des Etats-Unis, on peut opposer l'avis plus tempéré du juge Herbert M. Baker. « Les lois sont plus sentimentales que raisonnables; les tribunaux pour enfants sont pauvrement organisés et les juges ne sont généralement pas compétents (1) ». Les 200.000 enfants errants qui menacent la sécurité du territoire justifient cette appréciation fâcheuse.

Il en est de même du Canada où, à la dixième séance du Conseil de Protection de l'Enfance (1931), le procès-verbal est très pessimiste: « On peut conclure que dans le domaine du combat contre la délinquance et le crime, chez la jeunesse canadienne, tout est encore chaotique et manque de plan d'ensemble ».

CONCLUSION

Tous ces exemples nous ont montré l'extrême diversité des institutions pour mineurs délinquants dans les divers pays. La division entre les maisons de l'Etat et les établissements privés n'est pas partout aussi nettement tranchés qu'en France; c'est pour cela d'ailleurs que nous avons fait une seule étude de droit comparé, englobant tous les établissements, qu'ils soient dûs à l'initiative privée ou administrés par l'Etat.

(1) H. M. BAKER: The court and the delinquent child, *American Journal of prison society*, septembre 1920.

De la diversité des conceptions, nous retiendrons seulement la spécialisation, que l'on voit s'affirmer à peu près universellement, des membres du personnel. Nous estimons qu'il est souhaitable pour la France de posséder un personnel d'élite dans ses établissements de rééducation. Pour cela, nous pensons que l'on pourrait avec profit s'inspirer des institutions Borstal, en Grande-Bretagne et avoir des directeurs et des sous-directeurs qui occuperaient dans la cité un rang social en harmonie avec ses lourdes responsabilités. Le jour où nous verrons un directeur de maison d'éducation surveillée être considéré avec autant d'estime et de respect qu'un magistrat, le problème du reclassement de l'enfance délinquante sera bien près d'être résolu.

La Libération

Il nous reste encore un vœu à formuler. Nous avons pris, au début de notre travail, l'enfant au moment où il est arrêté pour la première fois et nous l'avons suivi jusque dans les maisons où il est privé de liberté. Mais cet enfant sortira, un jour il sera libre.

Nous connaissons des villes privées de service social ou de comité de défense des enfants traduits en justice et où, lorsque l'enfant est libéré, après un ou deux mois de prison préventive, il est jeté à la rue, sans un sou en poche, souvent à plusieurs centaines de kilomètres de sa famille, à laquelle le tribunal vient de le rendre.

Se rend-on compte, d'autre part, combien un enfant qui vient de passer cinq, six ou sept ans dans une colonie, sera désorienté à sa libération, surtout s'il n'a pas de famille ou n'y retourne pas pour une cause quelconque ?

Le fait même de l'envoi dans une maison d'éducation surveillée implique la carence familiale ou la gravité des troubles du caractère, la répétition ou l'importance des délits, l'échec d'une tentative de maintien sous le régime de la liberté surveillée. Or, « les troubles du caractère qui ont nécessité la surveillance, à la suite d'un premier délit, ne disparaissent pas à l'âge légal de 21 ans (1) ». Il n'est guère plus vraisemblable

(1) D^r HEUYER : Délinquance et criminalité de l'enfance, compte rendu du Congrès des Médecins aliénistes et Neurologistes de France et des pays de langue française, 39^e session, 1935.

de penser que, de son côté, le milieu familial s'est régénéré. Le passage sans transition d'un régime de surveillance à un régime de liberté, d'une vie dénuée de préoccupations matérielles et de besoin d'initiative à une vie qu'il faut gagner et organiser, ne peut que favoriser le retour à la délinquance.

Les directeurs prennent parfois l'initiative de signaler à des services sociaux les jeunes gens qui sortent de leurs établissements, mais cette démarche n'a pas un caractère obligatoire. Des objections peuvent même être soulevées. Elles reposent sur ce principe, qu'à partir du moment où il est libéré, l'individu doit bénéficier d'un droit d'oubli; le silence doit se faire autour de son passé. Ce souci de discrétion très légitime, ne nous paraît cependant pas incompatible avec l'exercice d'une tutelle momentanée. Le passé ne se rejette pas comme une défroque. Il reste toujours un certain nombre de personnes pour le connaître. Y aurait-il grand inconvénient à le révéler à une assistante? Cet inconvénient ne serait-il pas largement compensé par les résultats que l'on serait en droit d'attendre de cette collaboration? Elle pourrait intervenir :

1° Un peu avant la date de la libération, de façon à préparer le retour à la vie sociale, au lieu de le laisser livré à l'improvisation; il aura chance ainsi de s'effectuer dans des conditions plus favorables et avec le minimum de heurts;

2° Après la libération, en suivant encore pendant un certain temps la marche de la réadaptation et en intervenant en cas de difficultés.

Le recours à l'assistante pourrait être facultatif, mais nous ne croyons pas que son intervention, même obligatoire, serait mal acceptée.

Cette période post-pénitentiaire, n'est pas la moins difficile dans la vie d'un délinquant. Ce n'est pas au moment où il reprend sa place dans la société, au prix de difficultés souvent considérables, qu'il doit se sentir abandonné et livré à ses seules ressources. Une aide sous forme de démarches, de conseils, d'abri temporaire, parfois même de secours matériels, doit pouvoir lui être fournie. Il s'agirait, en somme, d'une sorte de régime de la liberté surveillée, institué pour le temps qui suit la libération (1).

Nous n'aurions plus ici des « délégués à la liberté surveillée », mais des « délégués à la réadaptation sociale ».

(1) D' BADONNEL. Rapport présenté au XXI^e Congrès international de médecine légale et de médecine sociale de langue française, Paris, 1937.

CONCLUSION

Au cours de ce travail, nous avons suivi, pas à pas, l'enfant depuis le moment où il est appréhendé jusqu'à sa libération définitive; nous nous sommes efforcés de dégager et de mettre en lumière le rôle exact que remplissent — ou que devraient remplir — tous ceux qui ont à s'occuper de cet enfant à quelque titre que ce soit, et nous avons vu, pour chacun d'eux, la nécessité d'une véritable spécialisation.

Ces personnes peuvent être soit des fonctionnaires, comme les magistrats, soit des personnes charitables, comme les délégués à la liberté surveillée. Toutefois, en ce qui concerne l'initiative privée, si l'âme des apôtres inspire des dévouements qu'on attendrait difficilement du zèle d'un fonctionnaire, pour admirable qu'il soit, nous estimons qu'elle doit être encouragée et soutenue et même en certains cas (délégués) fortement encadrée par les autorités publiques (1).

Cependant, il ne faut pas trop s'illusionner sur les résultats et croire qu'avec un personnel de spécialistes,

(1) V. au sujet de la collaboration de l'Etat et de l'initiative privée la discussion animée du Congrès international des enfants traduits en justice. Paris 1937, séance du 24 juillet (compte rendu p. 292).

on arrivera à récupérer la plupart des enfants délinquants et à en faire des hommes honnêtes. On se heurtera toujours à des difficultés considérables chaque fois que l'on sera en présence de sujets endurcis, professionnels de l'immoralité, plus encore que du crime et chez qui il ne subsiste ni sentiment d'honneur, ni foi religieuse, ni attachement au bien, sous une forme quelconque.

Loin de nous l'idée qu'un être humain doive jamais être déclaré irrémédiablement déchu. « Un espoir subsiste pour le lumignon le plus vacillant et même la flamme complètement éteinte est susceptible d'être rallumée ». (1).

Mais ces résurrections morales ne s'expliquent qu'en partie par la valeur personnelle et l'esprit de persuasion des éducateurs. L'expérience nous apprend, en effet que l'efficacité de ces initiatives variera du tout au tout suivant les dispositions morales et suivant l'origine sociale de l'enfant auquel elles s'appliqueront.

Tandis que certaines catégories de condamnés donnent lieu à d'innombrables récidives, pour d'autres, le poids du plus grave antécédent judiciaire, tout en constituant un remords que rien n'efface, n'a pas empêché leur vie de se dérouler normalement, sans aucune rechûte.

Pourquoi? C'est que les uns ont retrouvé un foyer familial, un cadre social, des moyens d'existence assurés, des traditions constituant pour eux un exemple, un avertissement, une force, tandis que les autres, entrés

(1) J. DUMAS, conseiller à la Cour de Cassation.

en prison comme des épaves, en sont sortis dans le même état, et ont continué, comme des épaves, à se laisser rouler par les flots, par ces flots qui, dans notre pauvre monde, ne sont que des flots de boue.

La douceur de leur foyer a sauvé les uns. L'absence de tout foyer a aggravé la déchéance des autres qui n'ont eu d'autre choix que la solitude de la grande route ou la promiscuité de la rue. L'enfant, délinquant d'occasion, qui est recueilli dans sa maison peut être déshonoré par une faute passagère, mais il n'est pas désaxé.

Aussi, serait-il vain de chercher à rééduquer et à amender les enfants délinquants et d'améliorer le recrutement des éducateurs, si ces améliorations de détail ne faisaient pas partie d'un vaste plan d'ensemble qui verrait l'aspect général des choses et se distinguerait par la profondeur spirituelle de ses solutions.

Le problème de l'enfance coupable s'intègre, en effet, dans celui beaucoup plus vaste de l'enfance en général, qui conditionne l'avenir même de la race et du pays.

Avant de chercher à sauver les enfants délinquants, il faut s'attaquer à la cause du mal et les empêcher de commettre des délits. La meilleure protection de l'enfant, a-t-on dit avec raison, c'est sa mère, c'est sa famille. Pour avoir de jeunes générations saines et fortes, il faut donc rendre à la mère, dans la cité, la place prépondérante à laquelle elle a droit, assurer la paix du foyer et renforcer la cohésion et la stabilité matérielle et morale de la famille, cellule de la société.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES ET ARTICLES

- ANDERSON (Harold H.). — Les cliniques psychologiques pour l'enfance aux Etats-Unis. L'œuvre du Docteur Healy. *Thèse Genève*, 1929.
- BARRIGUE DE MONTVALAN (DE), DE CASABIANCA, PASCALIS. — Nouveau guide pour la protection de l'enfance traduite en justice. Paris, 1934.
- BEAUMONT (G. DE) et TOCQUEVILLE (A. DE). — Système pénitentiaire aux Etats-Unis et de son application en France. Paris, 1886.
- BELEY (J.). — Le Probation System (Système d'épreuve). *Thèse Paris*, 1929.
- BERNARDIN (F.). — Tribunaux pour enfants et liberté surveillée. *Thèse Poitiers*, 1914.
- BINET et Docteur SIMON. — Les enfants anormaux devant la justice.
- BONNEVILLE DE MARSANGY (L.). — Moralisation de l'enfance coupable.
- BUFFELAN (J.). — La réforme pénitentiaire en Belgique et la loi de défense sociale du 9 avril 1930. *Thèse Toulouse*, 1930.
- CACAUD (M.). — L'enfant coupable. La Roche-sur-Yon, 1910.
- CAMPINCHI. — Proposition de loi concernant les « enfants traduits en justice ». *B. Union Soc. Pat.*, 1937, p. 200.
- Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'assurer aux enfants traduits en justice, le traitement nécessaire à leur sauvegarde, à leur rééducation et à leur redressement. *B. Union Soc. Pat.*, 1937, p. 221.

- CASABIANCA (P. DE). — Procédures d'information relatives aux mineurs délinquants. Paris, 1909.
- Code pénal du Royaume d'Italie (traduction), Paris, 1932.
- Projet de loi italien concernant les tribunaux pour enfants.
- CAHEN (R.). — Le régime pénitentiaire belge et la loi de défense sociale. *Thèse Paris*, 1936.
- CHAMPOIRAL (R.). — Etude de droit comparé sur la question des tribunaux pour enfants. Deux solutions législatives: loi belge du 15 mai 1912 et loi française du 22 juillet 1912. *Thèse Paris*, 1913.
- CUCHE (P.). — Précis de Droit criminel, 5^e éd. Paris, 1934.
- Rapport sur la liberté surveillée. *R. pén.*, 1925.
- Examen de conscience pénitentiaire. *Rev. Sc. cr.*, janvier-mars 1936.
- DELPUECH (G.). — Un service auxiliaire du Tribunal pour enfants: la protection toulousaine de l'enfance. *Thèse Toulouse*, 1935.
- DONNEDIEU DE VABRES (H.). — Traité élémentaire de droit criminel et de législation pénale comparée. Paris, 1937.
- DUPRAT (G.-L.). — La criminalité dans l'adolescence. 1909.
- FAVRE (H.). — La maison d'éducation surveillée d'Eysses (quartier correctionnel). *Thèse Toulouse*, 1933.
- FIUMI (M.-L.). — La femme dans l'Italie d'aujourd'hui. Rome, 1937.
- GARRAUD (Pierre) et LABORDE-LACOSTE (M.). — Précis élémentaire de Droit pénal, 3^e édit., Paris, 1937.
- GARRAUD (René). — Précis de Droit criminel, 15 éd. par Pierre Garraud, Paris, 1934.
- GARRAUD (René et Pierre). — Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale. 6 vol., Paris, 1906-1929.
- GARRAUD (René). — Traité théorique et pratique de Droit pénal. 7 vol., 3^e éd., par Pierre Garraud. Paris, 1913-1935.
- GRIFFE (Cl.). — Les tribunaux pour enfants. Etude d'organisation judiciaire. *Thèse Paris*, 1913.

- GRILLAUD-LAROCHE. — Les mesures que la Chambre du Conseil peut prendre à l'égard des mineurs de 13 ans en vertu de la loi du 22 juillet 1912. *Thèse Caen*, 1921.
- HUGUENEY (Louis). — Maisons d'éducation surveillée. *Rev. pén.*, 1933.
- JOLY (H.). — L'enfance coupable, Paris, 1904.
— La criminalité de la jeunesse. Réforme sociale. 1898.
- JUILHIET (Ed.). — Rapport au Comité de défense des enfants traduits en justice. *R. pén.*, 1922.
- KAHN (P.). — Les institutions légales de l'enfance en Angleterre. *R. pén.*, 1918.
— Rapport sur la liberté surveillée. *R. pén.*, 1922.
- LALLEMAND (L.). — La question des enfants délaissés et abandonnés au XIX^e siècle. Paris, 1885.
- LEHANNEUR. — Les juridictions et les procédures spéciales pour les mineurs en France et en Belgique. *Thèse Caen*, 1918.
- LE MESURIER (L.). — Boys in trouble. A study of adolescent crime and its treatment. London, 1931.
- LEPOINTE (Ralph). — Le vagabondage des mineurs. Aspect général du problème et étude critique du décret-loi du 30 octobre 1935. Paris, 1936.
- LÉVY (M.). — Les auxiliaires du tribunal pour enfants. Délégués et rapporteurs. *Thèse Paris*, 1933.
- LÉVY-FLEUR. — La politique criminelle des Anglais. *Thèse Paris*, 1911.
- LOI ESPAGNOLE SUR LES TRIBUNAUX POUR ENFANTS. — *R. pén.* 1918.
- LOMBROSO. — L'homme criminel.
- LORTAT-JACOB. — De la mise en liberté surveillée des mineurs on probation. Paris, 1911.
- LUAIRE (R.). — Le rôle de l'initiative privée dans la protection de l'enfance délinquante en France et en Belgique. *Thèse Lyon*, 1936.
- LYON-CAEN (L.). — Compte rendu du Congrès de Prague. Législation et institutions préventives. *R. pén.*, 1931, pp. 2 s.

- MAILHOL (A.). — La colonie industrielle et agricole d'Aniane. *Thèse Montpellier*, 1927.
- MARTIN (M.). — Les mineurs de 13 ans devant la loi pénale. La loi du 22 juillet 1912. Son application, ses résultats. *Thèse Rennes*, 1922.
- MESTRE (J.-F.). — Le juge unique en matière pénale. Contribution à la réforme judiciaire. *Thèse Paris*, 1935.
- MIKLISZANSKI (Kopek). — Le Droit pénal international d'après la législation polonaise. *Thèse Paris*, 1935.
- MORIZOT-THIBAUT. — Application possible en France, des idées anglaises sur le juge unique en matière pénale. *R. pén.*, 1905.
- MOSSÉ (A.). — Les prisons et les institutions d'éducation corrective. Paris, 1929.
- Variétés pénitentiaires. Paris, 1932.
- Compte rendu du Congrès de Prague. Questions pénitentiaires. Enfance coupable. *R. pén.*, 1931, p. 40 et suiv.
- L'application des lois relatives à la préservation et la protection des enfants en danger d'abandon moral. Paris, 1921.
- MUSZKAT (Maks). — La lutte contre la criminalité adolescente dans la législation pénale polonaise contemporaine. *Thèse Nancy*, 1936.
- NAST (M.) et KLEINE (M.). — Code manuel des tribunaux pour enfants. Commentaire de la loi du 22 juillet 1912. Paris, 1913.
- NICOLAS (H.). — Des juridictions spéciales pour enfants et de la mise en liberté surveillée des mineurs de 18 ans. *Thèse Nancy*, 1908.
- OWINGS (Chl.). — Le tribunal pour enfants. Etude sur le traitement de l'enfance délinquante en France. *Thèse Paris*, 1923.
- POPINEAU (A.). — La loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée. (*Lois nouvelles*, 1914, I, p. 81 s.).

- PRIEUR (R.). — La liberté surveillée des mineurs. *Thèse Paris*, 1933.
- PRÉVOST (E.). — L'école de réforme de Saint-Hilaire est-elle condamnée à disparaître? *R. pén.*, 1914, p. 424.
- RACINE (A.). — Les enfants traduits en justice. Etude d'après 300 dossiers du tribunal pour enfants de l'arrondissement de Bruxelles. Paris, 1935.
- RANKING (Helen Peter). — The Chicago juvenil court. Dissertation of philosophy. Chicago, 1922.
- RAYNAUD (G.). — L'application de la législation sur l'enfance coupable par le tribunal de Bordeaux. *Thèse Bordeaux*, 1935.
- ROBIN (H.). — L'éducation dans les colonies de jeunes détenus et la préservation des jeunes libérés. *Thèse Paris*, 1907.
- ROUX. — Cours de Droit criminel français, 2^e édit., Paris, 1927.
- Répression et prévention. Paris, 1922.
- SCHRAMECK. — Communications sur les colonies pénitentiaires. *R. pén.*, 1910, pp. 562 s. et pp. 701 s.
- SIGNOREL (J.). — La loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants. De l'application en 1914 dans l'arrondissement de Toulouse.
- SPACH. — L'enfance coupable en droit anglais. *Thèse Paris*, 1906.
- TOUBAS (H.). — Les institutions pénitentiaires pour mineurs délinquants. *Thèse Montpellier*, 1936.
- TROYANO. — Les juridictions spéciales pour mineurs et la liberté surveillée. Lausanne, 1912.
- VAN ETTEN (H.). — Ce qu'il faut savoir du problème de l'adolescence coupable. Paris, 1937.
- VERDUN (H.). — La participation médicale au relèvement de l'enfance coupable. *A. méd. lég.*, juin 1931.
- VIDAL et MAGNOL. — Cours de Droit criminel et science pénitentiaire, 8^e éd. Paris, 1935.
- WETS (P.). — L'enfant de justice. Bruxelles, 1912.
- ZAMBOS (A.). — La nouvelle loi grecque sur les tribunaux pour enfants. *R. pén.*, 1932.

II. — PUBLICATIONS ET DOCUMENTS DIVERS

Annales de Médecine légale, de Criminologie et de Police scientifique, publiées sous la direction de MM. les professeurs V. BALTHAZARD, ETIENNE-MARTIN et R. PIÉDELIÈVRE (fondée en 1920). Paris. (Cité sous l'abréviation: *A. méd. lég.*).

Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage de France. Fondée en 1893. Paris. (Cité sous l'abréviation: *B. Union Soc. Pat.*).

Pour l'Enfance « coupable ». — Bulletin d'information de la ligue d'étude et de réforme du statut de l'enfance délinquante. (Fondée en 1935). Paris. (Cité sous l'abréviation: *P. Enf. coup.*)

Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé. (Fondée en 1935). Paris. (Citée sous l'abréviation: *Rev. Sc. cr.*)

Revue pénitentiaire. — Bulletin de la Société générale des Prisons. (Fondée en 1877). Paris. (Citée sous l'abréviation: *R. pén.*)

Revue pénitentiaire de Pologne. — The polish review of penal sciences. Varsovie.

S. D. N. — Conseils de protection de l'Enfance. Genève, 1937.

— Les institutions pour mineurs dévoyés et délinquants. Genève, 1935.

— L'organisation des tribunaux pour enfants et les expériences faites jusqu'à ce jour. Genève, 1935.

— Services auxiliaires des tribunaux pour enfants. Genève, 1931.

Table des Matières

<i>PREMIERE PARTIE.</i> — Sur le chemin du Tribunal .	13
CHAPITRE I. — Un enfant délinquant est appréhendé (Les assistants de police)	15
<i>Section I.</i> — Organisation des assistants de police en France	16
<i>Section II.</i> — Organisation des assistants de police à l'étranger	20
§ 1 Hollande	20
§ 2 Etats-Unis	22
§ 3 Pologne	23
§ 4 Suisse	24
§ 5 Italie	24
§ 6 Angleterre	25
<i>Section III.</i> — Projet d'organisation	26
<i>Conclusion</i>	32
CHAPITRE II. — L'enfant à l'instruction	33
<i>Section I.</i> — L'enfant est détenu provisoirement. (Les maisons d'accueil)	33
§ 1 Rôle de la maison d'accueil	35
§ 2 Le personnel de la maison d'accueil ...	42
§ 3 La maison d'accueil à l'étranger	51
<i>Conclusion</i>	61

<i>Section II.</i> — Une enquête est faite sur l'enfant ..	62
§ 1 L'enquête	62
§ 2 Le rapport	73
§ 3 La personnalité du rapporteur	76
§ 4 Critiques	82
§ 5 Droit comparé	85
§ 6 Réformes souhaitables	88
 <i>DEUXIEME PARTIE.</i> — Devant le Tribunal	93
 <i>CHAPITRE UNIQUE.</i> — L'enfant comparait devant ses juges	95
<i>Section I.</i> — L'organisation actuelle	96
§ 1 La loi de 1912	97
§ 2 Application pratique de la loi de 1912.	100
§ 3 Améliorations possibles dans le cadre de la loi de 1912	104
<i>Section II.</i> — Réformes législatives souhaitables .	106
§ 1 L'autorité judiciaire modifiée	108
§ 2 L'autorité administrative	109
§ 3 Système mixte	110
§ 4 Conseils de protection de l'enfance	111
§ 5 La magistrature spéciale	112
<i>Conclusion</i>	120
 <i>TROISIEME PARTIE.</i> - Après la décision du Tribunal	121
 <i>INTRODUCTION.</i> — La décision du juge	123
 <i>CHAPITRE PREMIER.</i> — L'enfant est mis en liberté surveillée	127
<i>Section I.</i> — Historique de la loi de 1912 — Esprit et principes de la loi	127

<i>Section II.</i> — La fonction du délégué d'après le vœu du législateur de 1912	128
§ 1 La liberté surveillée	128
§ 2 L'enquête	130
§ 3 Comment le délégué doit-il comprendre sa tâche	131
§ 4 Modes de surveillance	136
§ 5 Rapports du délégué avec le Tribunal pour les enfants	137
§ 6 L'incident à la liberté surveillée	138

<i>Section III.</i> — La personnalité du délégué, ce qu'elle devrait être d'après le vœu du législateur de 1912	139
§ 1 Son recrutement	139
§ 2 Qualités nécessaires	142
§ 3 Formations techniques	145
§ 4 Conditions légales pour être délégué.	147
§ 5 Sexe du délégué	149
§ 6 La religion du délégué	149
§ 7 Conditions de résidence	150
§ 8 Définition juridique du délégué	150

<i>Section IV.</i> — Critiques	154
--------------------------------------	-----

<i>Section V.</i> — Réformes souhaitables	161
---	-----

CHAPITRE II. — L'enfant interné	165
---------------------------------------	-----

<i>Section I.</i> — Les institutions publiques et privées d'éducation corrective	165
§ 1 Historique	165
§ 2 Catégories de mineurs confiés aux maisons d'éducation corrective	169
§ 3 Sélection des pupilles	172
§ 4 Fonctionnement des maisons d'éducation corrective publiques	175
§ 5 Critique de l'organisation	185
§ 6 Le personnel. Son recrutement	189

§ 7 Critique du recrutement	195
§ 8 Réformes souhaitables	214
<i>Section II. — Les patronages</i>	226
§ 1 Les divers patronages	228
§ 2 Critiques	230
§ 3 Réformes	233
<i>Section III. — Droit comparé</i>	236
§ 1 Belgique	236
§ 2 Etats-Unis d'Amérique	238
§ 3 Angleterre	241
§ 4 Pologne	243
§ 5 Portugal	245
<i>Conclusion</i>	247
<i>LA LIBERATION</i>	248
<i>CONCLUSION</i>	252
<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	256

Montpellier, 10 Septembre 1938 Montpellier, 16 Septembre 1938
Vu : le Président de la thèse, Vu : le Doyen de la Faculté
A. LÉGAL. de Droit, G. MORIN.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 20 Septembre 1938
Le Recteur : PARISELLE.

